

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



LE FIGARO SCOPE

• PARIS : LES MEILLEURES PÂTES À TARTINER
• DINARD : UN WEEK-END D'ART AU FIL DE L'EAU • MARSEILLE : LES BONNES SPÉCIALITÉS À REDÉCOUVRIR PAGES 34 À 37

ENQUÊTE

À MARSEILLE, LES DESSOUS DE L'AFFAIRE DE LA MOSQUÉE DES BLEUETS PAGES 9, 10 ET 11



RUSSIE

Ces savants que le pouvoir met au cachot

PAGE 7

ÉCONOMIE

Le retour de l'industrie en France passera par les ETI

PAGES 20 ET 21

COLLECTIVITÉS

Les élus locaux sont-ils responsables du dérapage du déficit ?

PAGE 22

ENVIRONNEMENT

Feu vert pour la végétalisation du Grand Paris

PAGE 28

RENCONTRE

David Gilmour, l'âme des Pink Floyd

PAGE 30

CINÉMA

Le Festival de Deauville rêve de fête après la tempête

PAGE 31

CHAMPS LIBRES

- La tribune de Thibaut Bruttin et Camille Grenier
- La tribune de Julie Girard
- Le bloc-notes de Laurence de Charette
- L'analyse de Jean-Marie Guénois

PAGES 16 ET 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi : Édouard Philippe a-t-il raison de se déclarer candidat à l'élection présidentielle ?

OUI 46% NON 54%

VOTANTS : 182 303

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Michel Barnier fera-t-il un bon premier ministre ?

LA MAISON DU CHOCOLATVALÉRIE VREL/PHOTOPQR/LA PROVENCE/ MAXPPP



FRANÇOIS BOUCHON-SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

Michel Barnier, le choix de l'apaisement

Après cinquante et un jours d'attente, Emmanuel Macron a nommé un premier ministre de droite à l'expérience à la fois politique et technique. PAGES 2, 3, 4, 6 ET L'ÉDITORIAL

De la Savoie à Matignon, l'ascension tranquille d'un républicain chevronné

À 73 ans, armé du calme des vieilles troupes et de l'expérience, Michel Barnier décroche le poste de premier ministre, jouissant d'une réputation d'homme politique sérieux et pugnace. Pour parvenir à

Matignon, sa stratégie n'a pas été de faire campagne auprès d'Emmanuel Macron, mais via des « contacts avancés » avec l'Élysée et son puissant secrétaire général, Alexis Kohler. PAGE 4

Satisfaction à droite, colère à gauche, le RN attentiste, les macronistes circonspects

Il n'aura pas fallu attendre longtemps avant que les politiques commentent la nomination de Michel Barnier. La gauche a bien entendu fustigé ce choix, la droite s'en est réjouie. Le RN a décidé d'adopter,

pour l'heure, une position neutre tandis que les fidèles du président ont fait part de leurs réticences. Renaissance annonce qu'il portera « des exigences sur le fond, sans chèque en blanc ». PAGES 2 ET 3

Gabriel Attal, un goût d'inachevé et une ambition intacte

Gabriel Attal a clos un bail de moins de huit mois à Matignon après une dissolution qu'il n'attendait pas et qu'il ne souhaitait pas. Il aura passé 51 jours de sursis, dans le costume de premier ministre

démissionnaire, qui n'auront pas adouci l'amertume de ce départ. Son passage éclair lui laisse un goût d'inachevé, lui qui se voyait rester suffisamment longtemps pour laisser sa marque. PAGE 6

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Tenir, maintenant

La politique serait-elle en train de reprendre ses esprits ? Après des élections européennes fracassantes, une dissolution insensée, des législatures illisibles, des consultations interminables, Emmanuel Macron n'a pas cédé aux tentations fantasques. En serré dans une configuration politique cauchemardesque, pressé par le temps qui passe et nous approche du budget, il s'est rangé à l'une des solutions les plus sages qui se présentaient à lui. L'auteur de *Révolution*, le créateur du « nouveau monde », le champion de la disruption a nommé... Michel Barnier ! Déjà le commentariat pointe la réserve, la cravate, le sérieux du nouveau premier ministre, mais, quand la radio publique reçoit des chanteurs nus, que la conversation civique se fait sur TikTok, que le selfie s'est imposé comme acte politique suprême, que l'artifice médiatique tient lieu de programme, on peut se demander si l'anticonformisme ne s'est pas réfugié dans l'expérience, l'exigence, la retenue, la tenue. Michel Barnier a le physique de l'emploi et, comme la politique est aussi une affaire organique, ce n'est pas évidemment tout, mais ce n'est pas rien. Sur le fond, c'est depuis toujours un homme de droite. Celle décevante de Jacques Chirac,

conquérante de Nicolas Sarkozy, convalescente de Laurent Wauquiez. Une droite libérale, européenne, sécuritaire si l'on en croit le programme présidentiel de Michel Barnier en 2021, et, il faut l'espérer, capable de ne pas tomber dans tous les panneaux progressistes que la gauche morale va nécessairement mettre sur son passage. Dans la méthode, enfin, le négociateur du Brexit va devoir démêler un écheveau à la fois vénéneux et explosif. La situation est tellement critique qu'il lui faut des ambitions modestes : rendre un équilibre à la vie politique, stabiliser les institutions, faire passer un budget pour le pays. Une piste noire pleine de bosses, de rochers, de verglas, puisqu'il doit faire avec un pays ruiné, un chef de l'État à bout de souffle, mais omniprésent, une gauche revancharde, un camp présidentiel à cran, un Rassemblement national qui, après avoir été évacué brutalement du jeu politique, retrouve mécaniquement un pouvoir décisif... « Tenir, maintenant », ce pourrait être une devise pour notre nouveau premier ministre. ■

Situation critique, ambition modeste

Et si le meilleur de l'intelligence artificielle était au service de votre métier ?



Avec les solutions IA de Cegid, élevez votre potentiel et entrez dans le futur de votre métier.

cegid.com

cegid

Ouvrir les possibles

Premier ministre: Macron se décide finalement pour Michel Barnier

Louis Hausalter

Le chef de l'État a choisi ce gaulliste expérimenté après s'être assuré qu'il ne serait pas immédiatement censuré par l'Assemblée.

« Ça fait longtemps qu'on l'a dans le "scope" », assurait un conseiller élyséen quelques heures avant la nomination de Michel Barnier. Il a pourtant fallu à Emmanuel Macron soixante jours, délai écoulé depuis le second tour des élections législatives, pour arrêter son choix d'un nouveau premier ministre. Après un été de suspense et deux semaines de laborieuses consultations formelles et informelles, le chef de l'État a donc nommé le premier ministre le plus âgé de la V^e République (73 ans), neuf mois après avoir nommé le plus jeune (Gabriel Attal avait 34 ans quand il a été propulsé à Matignon).

Dans le communiqué officialisant la nomination, l'Élysée a tenté de justifier la longueur du processus : « Le président s'est assuré que le premier ministre et le gouvernement à venir réuniraient les conditions pour être les plus stables possibles et se donner les chances de rassembler le plus largement. » Après avoir écarté mercredi les options Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve, qui risquaient une censure immédiate, Emmanuel Macron s'est rapidement tourné vers le plan B comme Barnier. Un nom soufflé depuis le début de l'été par le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, qui a servi d'intermédiaire. Le bras droit du président est rassuré par ce profil expérimenté, rigoureux et peu porté sur la légèreté, au CV politique long comme le bras (élu local, député, quatre fois ministres, deux fois commissaire européen et négociateur européen pour le Brexit).

Le passif entre Emmanuel Macron et Michel Barnier est plus compliqué. En 2019, alors que ce dernier lognait la présidence de la Commission européenne, il en avait voulu au président français de ne pas l'avoir soutenu. Et s'était ensuite présenté au congrès des Républicains pour devenir le candidat de la droite à la

présidentielle de 2022, échouant au premier tour. À l'époque, Barnier ne maîttrait pas ses mots contre Macron : « L'échec du président sortant est clair, parce qu'il a gouverné notre pays, à l'intérieur et à l'extérieur, de manière solitaire et arrogante. »

Tout est pardonné ? Alors que Michel Barnier s'est activé pendant l'été pour que son nom ne passe pas à la trappe, le contact avec l'Élysée a été rétabli en début de semaine. À droite, le président du Sénat Gérard Larcher - auprès duquel Emmanuel Macron a révoqué Matignon récemment, sans succès - et le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, l'ont soutenu. Mais la dernière haie a été franchie lorsque Marine Le Pen, après avoir tué la piste Xavier Bertrand en lui promettant une censure immédiate, n'a pas tenu la même position à l'égard de Michel Barnier. Ce qui n'a pas empêché le député RN Jean-Philippe Tanguy de le considérer sur France Inter comme « un des plus stupides hommes politiques que la V^e République ait donné ».

Construction d'une coalition et d'un gouvernement

« Marine Le Pen avait un fusil à un coup. Pour sa respectabilité, elle ne peut pas apparaître comme un monomaniac de la censure », décryptait un ténor de la droite consulté par Emmanuel Macron. Tandis qu'un chef de parti du camp présidentiel s'impatiente : « C'est bien gentil de demander à Mme Le Pen si elle est d'accord pour untel ou untel, mais au bout d'un moment, il faut choisir quelque chose et définir une ligne politique. » Après un dernier tour de piste auprès de plusieurs responsables de son camp jeudi matin Emmanuel Macron a fini par officialiser son choix.

Le Savoyard Barnier a d'ores et déjà une première montagne à gravir : la construction d'une coalition et d'un gouvernement qui puissent au moins permettre l'adoption du prochain budget. Il pourra sans aucun doute s'appuyer sur la



Gabriel Attal et Michel Barnier, sur le perron de Matignon, jeudi, pour la passation de pouvoirs.

FRANÇOIS BOUCHON
ET SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

cinquantaine de députés de la droite LR, qui a largement salué sa nomination, ainsi que sur la trentaine d'élus Horizons, alors qu'Édouard Philippe s'est dit prêt « à l'aider ». Mais l'accueil est plus frais dans le propre camp du président. « Pas de censure automatique » mais « pas de chèque en blanc », a sèchement prévenu le parti Renaissance. « La question centrale, c'est quelle politique, pose de son côté le président des députés MoDem, Marc Fesneau. Ce premier ministre ne doit pas incarner la droite ou la gauche, mais ce qui a été dit par les Français aux dernières

élections. Nous avons une responsabilité collective pour que ce qui a été exprimé sur le pouvoir d'achat, l'autorité, les services publics, la justice fiscale ne soit pas oublié. »

Les responsables du « bloc central » attendent désormais d'en discuter directement avec Michel Barnier, pour évoquer le contenu de sa politique, mais aussi le futur casting gouvernemental. « Il y avait besoin d'un premier ministre expérimenté, qui connaisse le Parlement et les collectivités territoriales, souligne Laurent Hénart, le président du Parti radical, allié d'Em-



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

À la recherche d'une « coexistence exigeante »

Enfin ! La nomination de Michel Barnier marque d'abord la fin d'un feuilleton dont l'insupportable longueur ajoutait à la crise et commençait à ruiner la crédibilité et l'autorité du président de la République d'abord, de l'ensemble des formations politiques revendiquant le droit de gouverner ensuite. Il fallait en finir. Après le jeu de tir aux pigeons dont ont été victimes Bernard Cazeneuve, Thierry Baudet ou Xavier Bertrand, le choix de l'ancien commissaire européen est le premier acte d'un retour à la « stabilité » voulue par le chef de l'État, mais d'abord exigée par les Français.

Tout n'est pas réglé, loin de là, même si Emmanuel Macron fait le vœu que la solution trouvée ne soit pas provisoire, voire puisse tenir jusqu'à la prochaine présidentielle qu'il n' imagine pas se tenir avant 2027. À tout le moins, la menace d'une censure immédiate est conjurée, le Rassemblement national ne posant pas de veto a priori contre lui. Mais il reste maintenant à composer un gouvernement, à avancer au Parlement, et à répondre aux problèmes du pays en évitant que la recherche de compromis conduise à l'immobilisme.

Le choix de Michel Barnier, arrivé tardivement dans les hypothèses mises sur la table, résulte donc d'une série de déductions politiques : l'absence de viabilité d'une solution à gauche, cir-

conscrite au Nouveau Front populaire ou construite sur sa fracturation, et d'autres noms à droite échappant à la censure. Il induit aujourd'hui un défi personnel pour le nouveau premier ministre et une équation nouvelle pour le président de la République.

À 73 ans, Michel Barnier a accompli l'un des parcours les plus complets pour un responsable politique français : « baron » local en Savoie, de nombreuses fois ministres (Écologie, Agriculture, Affaires étrangères), commissaire européen, sans oublier les JO d'Albertville en 1992 ; sans pour autant parvenir aux premiers rôles en France. Paradoxalement, l'absence de charisme qui lui est parfois reprochée est devenue un atout au moment il s'agira moins de briller pour jouer sa carte pour la présidentielle que de construire laborieusement les solutions qui éviteront les blocages. Si l'idée est de viser une assise aussi large que possible au futur gou-

vernement, il est clair que le centre de gravité du futur exécutif sera au centre droit. Face à une situation budgétaire inquiétante, le cap économique suivrait donc être rassurant.

Et rassurant pour Emmanuel Macron qui ne redoutait rien tant que voir l'ensemble de son action passée par pertes et profits. Le chef de l'État n'aura pas même besoin de demander à Barnier de ne pas toucher à sa réforme des retraites ; il sait que celui qui doit désormais boucler un budget impossible ne commencera pas par se priver de précieuses recettes. Dès lors, pas besoin de lui fixer de « lignes rouges ». Au fond, le président est rassuré sur la ligne politique et soulageant aux relations avec son cinquième chef de gouvernement. Il peut admettre une « rupture » l'obligeant à se mettre en retrait de la conduite concrète des politiques publiques, il sait qu'il ne subira pas une cohabitation hostile. Avec un homme qui symbolise à ses yeux « l'apaisement » et le « respect » - deux vertus qui semblaient avoir déserté le débat politique français -, il se prépare à une forme de « coexistence exigeante » qui trouvera son équilibre en marchant. Mais si l'on peut parler sur un fonctionnement harmonieux entre l'Élysée et Matignon, c'est avec le Parlement d'abord et avec les Français surtout que Michel Barnier devra éviter les blocages et l'incompréhension. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Pluie de réactions après le choix

Il aura fallu 51 jours pour trouver un successeur à Gabriel Attal. Ce jeudi, c'est via un communiqué très bref que l'Élysée a annoncé la nomination de Michel Barnier à Matignon. Sur les réseaux sociaux, les politiques n'ont pas tardé à commenter la désignation du vingt-sixième premier ministre de la V^e République. Si la gauche a fustigé le choix d'Emmanuel Macron, la droite s'est réjouie de la nomination d'un des siens, quand le Rassemblement national (RN) a décidé d'adopter, pour l'heure, une position neutre. Les fidèles d'Emmanuel Macron ont, quant à eux, fait part de leurs réticences.

« Le Président s'apprête à nommer le perdant d'une primaire d'une force politique ultra-minoritaire dans les urnes et marginale à l'Assemblée nationale. La démocratie piétinée. Forçure. » Comme un cri du cœur, Benjamin Lucas, député Génération.s des Yvelines, n'a même pas attendu l'annonce officielle pour dénoncer la nomination de l'ancien ministre sarkozyste. Comme lui, les responsables politiques de gauche ont principalement centré leurs attaques sur Emmanuel Macron et sur la bienveillance du RN.

« Il y a la quasi-certitude » que, si Michel Barnier a pu être désigné par le président Macron, « c'est parce que le RN, précisément l'extrême droite, a donné une forme de quitus », a dénoncé François Hollande. « Je crois qu'il aura devant l'Assemblée à s'en expliquer », a-

il ajouté. Une analyse partagée par la patronne des Écologistes, Marine Tondelier : « On sait à la fin qui décide : elle s'appelle Marine Le Pen. C'est à elle que Macron a décidé de se soumettre », a-t-elle fustigé.

Des critiques faisant écho aux déclarations de Marine Le Pen à l'égard du premier ministre. La députée du Pas-de-Calais a fait savoir dès jeudi matin que le Rassemblement national « attendra la déclaration de politique générale de Michel Barnier pour se positionner ». Pour elle, ce dernier « semble répondre au (...) critère » réclamé par le RN pour ne pas le censurer d'office, à savoir « un homme respectueux des différentes forces politiques ». Un sursis consenti souvent, de fait, la voie à sa nomination.

Du côté de La France insoumise (LFI), la chef des députés, Mathilde Panot, a dénoncé le refus du président de la République « de respecter la souveraineté populaire et le choix issu des urnes ». Contre « ce coup de force inacceptable », l'Insoumise a donné rendez-vous à ses troupes dans la rue le 7 septembre. La députée du Val-de-Marne a également partagé la pétition numérique lancée par LFI réclamant la destitution d'Emmanuel Macron qui a recueilli à ce jour plus de 225 000 signatures. Manuel Bompard a, lui, confirmé l'intention des Insoumis de censurer le prochain gouvernement. Au Palais Bourbon, la situation s'annonce difficile pour le premier ministre.



manuel Macron. Il est important qu'il soit entouré d'un gouvernement pluraliste et équilibré.

Ce qui promet un nouveau casse-tête, alors que la plupart des ministres macronnistes actuels rêvent de rester en poste, et qu'Emmanuel Macron compte bien conserver des domaines réservés. Côté Parlement, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a immédiatement demandé au chef de l'État « de convoquer une session extraordinaire dans les meilleurs délais » pour que l'Hémicycle reprenne ses travaux.

À l'Élysée, on refuse d'employer le terme de « cohabitation », préférant parler de « coexistence exigeante ». Il n'en reste pas moins qu'une nouvelle ère s'ouvre dans la présidence d'Emmanuel Macron. Piégé par les conséquences de sa dissolution, le chef de l'État a été contraint comme jamais dans la désignation d'un premier ministre. Chargé à ce duo exécutif baroque de surmonter le choc des cultures et des générations. Quand Michel Barnier a été élu député pour la première fois, en 1977, le petit Emmanuel Macron avait quatre mois. ■

de l'ex-commissaire européen

Il est en effet plus que probable que les 193 députés du Nouveau Front populaire (NFP) voteront d'office la censure du prochain gouvernement. Ainsi, les 126 parlementaires RN auront tout le loisir de se joindre à eux en cas de désaccord avec l'exécutif et de faire tomber largement (319 voix pour 289 requises) l'équipe menée par Michel Barnier. Dans l'Hémicycle, ce dernier pourra compter sur les voix de 47 députés estampillés Droite Républicaine. Parmi eux, le président du groupe, Laurent Wauquiez, qui s'est félicité de la nomination « d'un homme d'une grande qualité qui a tous les

« On sait à la fin qui décide: elle s'appelle Marine Le Pen. C'est à elle que Macron a décidé de se soumettre »

Marine Tondelier
Secrétaire nationale des Verts

atouts pour réussir dans cette difficile mission qui lui est confiée ». Sa collègue Annie Genevard a encensé un homme qui « connaît les priorités fixées par notre famille politique destinée à répondre aux attentes des Français ». Le maire de Cannes, David Lisnard, un temps pressenti pour accéder à la rue de Varenne, a félicité le nouveau premier ministre avant de se réjouir de « cette nomination qui met heureusement fin à un blocage très préjudiciable à la direction de la France ».

Au sein des rangs macronnistes, la nouvelle est accueillie plus froidement. Alors que la présidente du Palais Bourbon, Yaël Braun-Pivet, a expressément demandé au président de la République « de convoquer une session extraordinaire dans les meilleurs délais », pour que Michel Barnier s'exprime rapidement dans l'Hémicycle, les troupes font grise mine. Dans un communiqué, Renaissance, le parti fondé par Emmanuel Macron, a annoncé que ses députés (99) ne voteront pas de « censure automatique » contre le gouvernement que doit former Michel Barnier, mais portera « des exigences sur le fond, sans chèque en blanc ». Une position qui a de quoi surprendre même si, en macronie, plusieurs voix s'étaient élevées ces derniers jours en faveur de la nomination d'un premier ministre de gauche, notamment celle de la ministre démissionnaire Agnès Pannier-Runacher.

Sacha Houlié, cofondateur des Jeunes avec Macron et désormais député non inscrit de la Vienne, a fait part de son « incompréhension après la nomination d'un premier ministre issu de LR ». Toutefois, le bloc central est composé de trois partis, notamment d'Horizons, conduit par Édouard Philippe. Celui qui s'est déclaré candidat à la « prochaine élection présidentielle » ce mercredi a adressé ses « félicitations chaleureuses » au chef du gouvernement. « Sa tâche s'annonce rude, mais la difficulté ne lui a jamais fait peur. Et nous serons nombreux à l'aider », a-t-il poursuivi. ■

Marine Le Pen laisse toujours planer la menace d'une censure

Paul Laubacher

Alors, Michel Barnier ? À 7h50 ce jeudi, sur France Inter, le député Rassemblement national (RN) de la Somme Jean-Philippe Tanguy avait déjà un avis bien tranché sur celui qui allait être nommé premier ministre quelques heures plus tard. « On censurerait toute personne qui ruinerait davantage la France. Donc ça fait beaucoup de monde, et surtout quand on fait du "Jurassic Park" en permanence en allant rechercher des fossiles à qui on essaye de redonner vie. Donc M. Barnier est non seulement fossile, mais fossilisé de la vie politique. Tout ce qu'il a pu faire est un échec, même au niveau européen », blâme ce souverainiste pur jus, proche de Marine Le Pen.

Voilà le premier ministre d'Emmanuel Macron rhabillé pour l'hiver. Mais cette fois-ci, contrairement à l'hypothèse Xavier Bertrand à Matignon, les troupes de Marine Le Pen ne censureront pas « immédiatement » le choix du chef de l'État. « Nous serons attentifs au projet qu'il portera », fait valoir Marine Le Pen sur X (ex-Twitter), qui affirme sur LCI, devant le siège du RN, à Paris, ne pas être « la DRH d'Emmanuel Macron », mais qui a tout de même eu une influence im-

portante sur le casting de Matignon. La chef de file des députés du parti à la flamme assure que le RN ne participera pas à un gouvernement Michel Barnier. Jordan Bardella, qui a réagi quelques minutes après la nomination de Michel Barnier, assure : « Nous jugerons sur pièces son discours de politique générale, ses arbitrages budgétaires et son action. »

Dans l'attente de négociations

Michel Barnier, qui devrait faire face à une motion de censure de la gauche assez rapidement, évite donc celle du RN. Pour autant, les marionnistes n'entendent pas être éléments à propos de l'ancien commissaire européen. « Il est là pour continuer la politique d'Emmanuel Macron », juge un élu nationaliste. Un proche de Marine Le Pen précise : « La grande différence entre Xavier Bertrand et Michel Barnier, c'est le temps. Est-ce qu'il nous enverra des signaux lors de son discours de politique générale ? Est-ce qu'il échappera à la censure au moment du budget, qui ne pourra être adopté que via un 49.3 ? »

« Michel Barnier semble répondre au moins au premier critère que nous avions réclamé, c'est-à-dire, quel qu'un qui soit respectueux des différentes forces politiques et capable de pouvoir s'adresser » au RN, fait va-

loir la députée du Pas-de-Calais à LCI. Les troupes de Marine Le Pen attendent donc que le nouveau locataire de Matignon entame des négociations avec eux sur les conditions posées par l'ancienne candidate à l'élection présidentielle : le pouvoir d'achat, la sécurité, l'immigration et la mise en place de la proportionnelle pour les prochaines élections législatives. « Notre prix va être très cher », assure un cadre mariniste.

La volonté de Marine Le Pen et du RN de laisser la porte ouverte à des négociations et à des discussions pose évidemment la question de savoir quelles mesures le parti à la flamme voudrait faire adopter au prochain budget, dans un contexte de dérapage de la dépense publique : la baisse de la TVA sur l'énergie, ou sa suppression sur les produits de premières nécessités ? L'adoption de l'impôt sur la fortune financière ? Sur l'immigration, les proches de Marine Le Pen se sont bien souvenus de la tribune de Michel Barnier appelant à un moratoire, la fin de l'aide médicale d'État, une loi constitutionnelle. Mais jusqu'où la candidate naturelle du RN à la prochaine présidentielle voudra négocier avec le premier ministre ? Un de ses proches prévient : « Nous n'avons pas proposé de pacte législatif. » Comprendre : la menace de la censure n'a pas disparu. ■

La candidature d'Édouard Philippe pour 2027 jugée inopportune par les Français

Micham Zemrani

En pleine crise politique, la déclaration aurait presque pu passer inaperçue, tant les regards étaient braqués sur l'interminable feuilleton de Matignon. En annonçant mardi soir sa candidature à la prochaine élection présidentielle, dans un entretien au Point, Édouard Philippe a surpris jusque dans son propre camp. Surtout, les oppositions ont très vite dénoncé le curieux timing choisi par l'ancien premier ministre, alors que le pays entamait son 50^e jour sans gouvernement de plein exercice.

Un avis partagé par une majorité de Français, comme le révèle un sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro. Pour 60 % d'entre eux, le maire du Havre (Seine-Maritime) n'a pas choisi le bon moment pour sortir du bois. Un avis partagé par plus de la moitié (55 %) des sympathisants de Renaissance.

« Ce sentiment peut être interprété comme un signe que l'électorat est sceptique quant aux motivations de Philippe, perçu comme anticipant trop rapidement et "égoïstement" son retour sur le

devant de la scène », analyse Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa. Qui en veut pour preuve que 57 % des Français considèrent le président d'Horizons plus préoccupé par son avenir personnel que par celui du pays.

Alors que cette annonce affaiblit le camp présidentiel aux yeux de 45 % des Français, Édouard Philippe semble toujours le mieux placé pour représenter le bloc central en 2027. En effet, près de la moitié des Français (49 %) et 78 % des sympathisants de Renaissance – le considèrent comme un bon candidat pour succéder à Emmanuel Macron.

Une solide popularité

Il n'empêche, Édouard Philippe pourrait trouver sa route l'un de ses successeurs à Matignon : le désormais chef des députés macronnistes, Gabriel Attal. L'élu des Hauts-de-Seine est perçu comme un bon candidat pour le bloc central par 43 % des Français et 63 % des sympathisants du parti présidentiel.

Dans Le Point, Édouard Philippe « confirme » également être prêt en cas de présidentielle anticipée. Signe pour

certain qu'il n'exclut pas une démission d'Emmanuel Macron. Une perspective souhaitée par 54 % des Français, mais jugée peu réaliste – seulement 28 % des personnes interrogées estiment que le chef de l'État quittera l'Élysée.

Le maire du Havre peut en tout cas compter sur une solide popularité (54 %), bien que celle-ci soit en chute (-9 points) depuis son départ de Matignon, à l'été 2020. « Sa popularité demeure élevée chez les partisans des formations modérées susceptibles de voter pour lui lors d'un premier ou d'un second tour de présidentielle », relative Céline Bracq.

Il fait le plein de bonnes opinions parmi les sympathisants de Renaissance (86 %), mais est également populaire auprès des sympathisants des Républicains (67 %), du Parti socialiste (60 %) et des Écologistes (59 %). L'ancien premier ministre est seulement impopulaire parmi les partisans de La France insoumise (66 % de mauvaises opinions) et du Rassemblement national (60 %), qui lui reprochent notamment sa gestion de la crise des « gilets jaunes ». ■

L'annonce de candidature d'Édouard Philippe est jugée prématurée

QUESTION Édouard Philippe a annoncé hier qu'il était officiellement candidat à la prochaine élection présidentielle. En ce qui vous concerne, diriez-vous que... ?

● Oui ● Non ● Ne sait pas

... cela indique qu'il est plus préoccupé par son avenir personnel que par celui du pays



... cela ouvre une perspective pour les électeurs du bloc central



... cela affaiblit le camp présidentiel



... c'était le bon moment pour le faire



QUESTION Pour chacune des personnalités suivantes, dites-nous si vous pensez qu'il serait un bon ou un mauvais candidat pour représenter le bloc central à l'élection présidentielle de 2027 ?

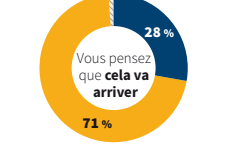
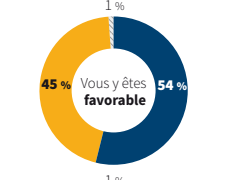
● Un bon candidat ● Un mauvais candidat ● Ne sait pas (Évolution sur 1 an)



*Non testé

QUESTION Vous personnellement, concernant l'hypothèse d'une démission d'Emmanuel Macron et de l'organisation d'une élection présidentielle anticipée diriez-vous que... ?

● Oui ● Non ● Ne sait pas



ODOXA | BACKBONE | LE FIGARO

Étude réalisée par Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 4 et 5 septembre 2024. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Autrés de l'ensemble des Français, la marge d'erreur s'établit, selon le score visé, entre 1,4 et 3,1 points.

« Je ne suis pas fébrile. » Michel Barnier aime prononcer cette phrase en souriant. Il accède au poste de premier ministre à l'âge de 73 ans, armé du calme des vieilles troupes et de l'expérience d'un élu rompu aux situations politiques les plus complexes. « N'étant pas candidat pour 2027, il ne gênera personne. Son profil européen, comme son action en matière d'écologie pourront l'aider. Finalement, sa candidature est celle de l'apaisement dans une période délicate », confie un collègue des Républicains, cette famille politique à laquelle le Savoyard s'est toujours vanté d'être resté fidèle.

Un proche, qui l'a observé pendant ces longues semaines de suspense et dans le brouillard des attermoissements élyséens, assure que la stratégie de Michel Barnier n'a pas été de faire campagne directement auprès d'Emmanuel Macron, mais via des « contacts avancés » avec l'Élysée et son puissant secrétaire général, Alexis Kohler. « L'homme du Brexit » a néanmoins fait savoir qu'il se tenait prêt à assumer la fonction si les circonstances venaient à l'y obliger. Il a notamment confié ses intentions à Nicolas Sarkozy, Gérard Larcher et Laurent Wauquiez, tout en cultivant les fruits d'un grand jardin de relations amicales comptant de nombreux relais dans la classe politique. Lorsque Les Républicains devaient se choisir un candidat pour défendre les couleurs de la droite à la présidentielle 2022, Michel Barnier fut celui qui fut capable d'afficher le plus grand nombre de soutiens parlementaires.

Homme de dossiers

En 2021, lors de la primaire LR qui l'a notamment opposé à Valérie Pécresse et Éric Ciotti, l'ancien négociateur du Brexit pour l'Union européenne était réapparu auréolé de son succès à Bruxelles au sein d'une droite lassée par les échecs. Dans un pays déjà fracturé et déjà marqué par une forme d'hyperprésidentialisation, il était apparu aux yeux de certains comme une personnalité apte à apaiser le pays, quand d'autres ironisaient sur son image trop datée. Mais en coulisses, les barniéristes vantaient les atouts d'un homme expérimenté, qui fut quatre fois ministre entre 1993 et 2009 (Environnement, Affaires européennes, Affaires étrangères, Agriculture et Pêche) et armé d'un solide parcours d'élite passé par toutes les responsabilités. Conseiller général, président de la Savoie, député, sénateur, commissaire européen pour finir, donc, chargé d'établir les futures relations de l'UE avec le Royaume-Uni.

Enfant de La Tronche, en Isère, formé à l'École supérieure de commerce de Paris et engagé politiquement à droite depuis 1976 (UDR, RPR, UMP et LR), ce gaulliste s'est bâti une culture politique ancrée sur le jeu collectif, la patience, la nécessité de parler avec tout le monde et l'utilité du rassemblement. Jean-Pierre Raffarin, copain de promo à Sup de Co avait prévenu de ne pas « sous-estimer » chez lui un « stratège ».

« Stratège », sans doute, mais sa stature fut néanmoins fragilisée par quelques « irritants ». Car les plus sceptiques à droite, au-delà de la volonté de renouvellement, se sont souvent méfiés d'une dimension européenne qui pouvait le rendre trop proche d'Emmanuel Macron. D'autres faisaient aussi la grimace



Michel Barnier, jeudi, à Matignon.

FRANÇOIS BOUCHON ET SÉBASTIEN SCORIANI/LE FIGARO

De la Savoie à Matignon, l'ascension tranquille d'un républicain chevronné

Emmanuel Gallero

À 73 ans, l'ancien ministre s'apprête à relever le grand défi de sa longue carrière politique en accédant à Matignon en pleine crise politique.

face à son profil de « techno » bruxellois et un style jugé parfois « ennuyeux ». Homme de dossiers, Michel Barnier n'est pas du style à s'échapper avec un rival sur un plateau télé et c'est peut-être ce côté bagarreur qui lui a souvent manqué ces dernières années pour convaincre ses amis politiques. « Il ne s'est jamais laissé marcher sur les pieds. Attention de ne pas l'ennuyer trop longtemps parce qu'il saura répliquer, violemment s'il le faut », nuance un proche.

Sens de la mesure

Après son expérience européenne, il était revenu dans le champ de vision de la droite en signalant sa disponibilité pour participer à la reconstruction de sa famille politique, mais avec un certain sens de la mesure. Il a souvent donné l'impression de vouloir marquer les esprits sans brusquer les choses. Autrement dit,

se faire désirer plutôt que s'imposer. Certains l'avaient imaginé à la tête des LR, mais il ne pouvait envisager de dire oui sans la certitude de répondre à une envie collective. Plus récemment, quand l'option Thierry Baudet pour Matignon agita le Tout-Paris, ses amis pliaient d'impatience en coulisses : « C'est étonnant que les journalistes ne pensent plus à Michel, confiait l'un d'eux, celui qui a réussi le Brexit que l'on croyait impossible, qui a fait les derniers JO d'hiver, qui a trente ans de mandats locaux sans jamais perdre une élection locale, qui est armé d'une vraie caution écologique et qui n'a pas d'ego ni de calendrier personnel, mis à part sa volonté de sortir le pays de la situation actuelle. »

Au-delà du CV, ses partisans le jugeaient aussi le plus apte à droite à pouvoir trouver une majorité relative à l'Assemblée. « À l'exception peut-être des

Insoumis, il est l'un des rares à pouvoir trouver des soutiens chez LR, Ensemble, Liot, une partie du PS et des écologistes, tout en s'assurant d'une neutralité du RN », défendaient ses proches, alors même que mercredi, ils avaient admis la solution Xavier Bertrand comme acquiescente, de « guerre lasse ». Mais au fil des dernières heures, tout s'est accéléré.

« Respect mutuel »

Reste à savoir quelle relation il pourra installer avec un président dont il avait dénoncé la manière « solitaire et arrogante » de gouverner. « Je veux être un président qui respecte les Français et fait respecter les Français », promettait-il, quand il se posait alors en rival d'Emmanuel Macron pour la présidentielle de 2022. Lorsque le chef de l'État invita la droite à des « compromis responsables », il lui avait opposé l'utilité du « respect mu-

tuel ». Après une campagne interne éprouvante, l'histoire l'obligerait à s'incliner à la troisième place, mais ces longs mois de batailles lui auront permis d'imprimer des lignes programmatiques. On l'a entendu plaider par exemple en faveur d'un « électrochoc d'autorité pour protéger les Français », pour un gel de la politique migratoire et pour l'expulsion des étrangers représentant une menace grave. Il a aussi dénoncé la « surdélinquance étrangère » et s'est dit favorable à la suppression du droit du sol à Mayotte et en Guyane. Au-delà de la thématique migratoire et sécuritaire, l'ex-ministre a lancé l'alerte, avec gravité parfois, face aux « temps exigeants » d'un monde devenu « dangereux, instable et fragile ». Tout en se disant parmi les plus lucides face aux « erreurs » de Bruxelles, pour sa « naïveté » comme en matière de « dérégulation » ou de « bureaucratie ». Un jour, il a également compté comme ambition de faire de la France la première puissance agricole et écologique d'Europe.

Couvrant à l'unité des LR, Michel Barnier n'aura pas pu empêcher le séisme du parti au lendemain des européennes de juin dernier, quand Éric Ciotti, président du mouvement, a décidé de passer un accord électoral avec le RN. En accédant au poste de premier ministre ce jeudi, Michel Barnier peut imaginer qu'un retour de la droite au pouvoir soit un moyen utile de ressouder une famille politique abîmée. Comme un dernier défi. En 2022, Le Figaro lui avait demandé ce qu'il ferait si un jour Matignon lui était proposé. Il avait répondu, avec son calme légendaire : « Ce qui compte, c'est que notre famille politique soit l'âme et le levier d'une alternance de la droite et du centre. » ■

Entre Bruxelles et l'ex-négociateur du Brexit, l'histoire d'une passion déçue

Anne Rovani
Correspondante à Bruxelles

« Félicitations à Michel Barnier pour sa nomination au poste de premier ministre. Je sais que Michel Barnier a les intérêts de l'Europe et de la France à cœur, comme le démontre sa longue expérience. Je lui souhaite beaucoup de succès dans sa nouvelle mission. » Il aura donc fallu deux longues heures à Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, pour féliciter tièdement l'ex-négociateur en chef du Brexit, nommé jeudi premier ministre, sur lequel elle n'aimait pas voir les projecteurs braqués. Au siège de la Commission aussi, il n'y a eu que peu d'agitation autour de cette nomination, si ce n'est parmi les anciens collaborateurs du nouveau locataire de Matignon et les fonctionnaires français. « Le bâtiment est vide. Beaucoup de gens sont en télétravail. Et, croyez-moi, on ne se précipite pas dans mon bureau pour m'en parler », lâchait une source.

Entre Bruxelles et Michel Barnier, c'est l'histoire d'une passion déçue. Dans la bulle, ils sont très nombreux à n'avoir

jamais pardonné au Français d'avoir remis en cause la Cour de justice de l'UE, un totem européen, dont les Britanniques ne voulaient pas entendre parler et que les Polonais du parti conservateur Droit & Justice avaient également écorné. Fin 2021, alors qu'il est revenu depuis six mois à la politique nationale et tente sa chance à la primaire des Républicains, Michel Barnier, européen convaincu, avait créé la surprise, dénonçant les menaces sur la migration que représentaient à ses yeux les jurisprudences de la CJUE et dans les capitales de l'UE. « Qu'un des Européens les plus expérimentés, ancien membre de la Commission, dise cela a été un choc pour beaucoup de monde. La déception a été à la mesure de l'excellente image qu'il avait avant de tenir ces propos », se souvient une

source. Même stupefaction de l'autre côté de la Manche où l'on avait alors encore en tête l'inflexibilité du négociateur en chef sur la place de la CJUE dans les relations post-Brexit. « Michel Barnier est le plus grand hypocrite de tous les temps », avait alors tancé l'ancien président du Brexit Party, Nigel Farage.

Renouer les fils

Depuis cet épisode, lors de ses déplacements réguliers à Bruxelles, Michel Barnier tentait de renouer les fils, multipliant les rendez-vous avec les uns et les autres. Mais beaucoup continuaient de le boudier. Il y conservait, malgré tout, de très solides amitiés. Le Grec Margaritis Schinas, vice-président de la Commission, également membre du PPE, lui avait proposé en mai 2022 un poste d'envoyé spécial pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction en dehors de l'Union européenne. Michel Barnier avait refusé, préférant alors se consacrer à la politique nationale. Il visait, à l'époque, la tête de liste de LR aux européennes de 2024 et rencontra à intervalles réguliers Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée.

En réalité, l'absolution de Bruxelles qui n'est jamais venue à fini par effacer une grande partie du bilan européen de Michel Barnier. Un bilan pourtant très conséquent tant au poste crucial de commissaire au Marché intérieur qu'à celui de négociateur en chef du Brexit, lorsqu'il a fallu d'abord se mettre d'accord sur la période de transition puis sur les conditions du divorce entre le Royaume-Uni et l'UE. Durant les longues discussions avec les Britanniques – y compris avec l'ingérable Boris Johnson –, Michel Barnier ne s'est jamais défilé de son calme. L'homme a également su maintenir l'unité des Vingt-Sept durant ces interminables négociations, alors même que les États membres avaient parfois des intérêts très divergents. Comment ? En informant à intervalles réguliers les ambassadeurs des négociations en cours et en veillant à donner à toutes les parties prenantes – parlementaires, capitales, diplomates – le même niveau d'informations. Ce qui était considéré comme un défaut à Paris – un tempérament toujours égal et sans grande fantaisie à l'exception d'une passion cachée pour le loto et les jeux à

gratter –, était vu comme une qualité à Bruxelles où l'on n'aime rien de moins que les profils lisses, les présentations ordonnées et les esprits cartésiens.

Cela n'a pas empêché l'Élysée de lui offrir plusieurs postes successifs : la tête de liste de Renaissance aux européennes de 2019 puis un poste de commissaire après l'échec de Sylvie Goulard à l'automne 2019. « Barnier avait posé tellement de conditions qu'il a lui-même fermé la porte au poste de commissaire proposé ensuite à Thierry Breton, lui-même poussé par François Bayrou », raconte une source. En mars 2021, après avoir bouclé le Brexit, Michel Barnier quittait ses fonctions à la Commission un sac plastique Carrefour à la main et sous les applaudissements des fonctionnaires du 5^e étage du Berlaymont, où se trouvait son bureau et ceux de son équipe. Avec la ferme intention de continuer à peser. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ne s'était pas manifestée auprès du Français. Pas de déjeuner en tête à tête. Pas même un coup de fil ou un simple message. Elle va devoir, désormais, composer avec lui. Notamment sur les finances publiques de la France. ■

**2 MOIS DE COTISATION
OFFERTS SOUS CONDITIONS**
pour toute adhésion du
2 au 30 septembre 2024 inclus.

L'assurance décès, c'est aussi une preuve d'amour.

**SECUR'Famille 2, pour vous aider à protéger
financièrement l'avenir de votre famille.**



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Offre valable une fois par assuré, du 2 au 30 septembre 2024 inclus, pour toute adhésion avec cotisations mensuelles au contrat SECUR'Famille 2. Les deux premières cotisations ne seront pas prélevées. Le montant des cotisations suivantes sera fixé selon les conditions normales prévues par le contrat. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre conseiller ou sur www.caisse-epargne.fr

Communication à caractère publicitaire et promotionnel.

SECUR'Famille 2 est un contrat d'assurance en cas de décès de BPCE Vie. Les prestations d'assistance sont assurées et mises en oeuvre par Inter Mutuelles Assistance. Entreprises régies par le Code des assurances.

BPCE – Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 197 856 880 euros – Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS Paris N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr – Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Épargne – Crédit Photo : Shutterstock.



Gabriel Attal, dans son bureau, à Matignon, le 20 février.

Un petit tour et puis s'en va. En découvrant le nom de son successeur ce jeudi, Gabriel Attal clôt un bail de moins de huit mois à Matignon. Conséquence logique de la défaite macroniste aux élections législatives anticipées du début de l'été. Après une dissolution qu'il n'attendait pas, actée par celui dont il s'était rêvé héritier.

Cinquante et un jours de sursis, et inédits, dans le costume de premier ministre démissionnaire n'auront pas adouci l'amertume de ce départ. Il quitte la rue de Varenne avec ce record peu enviable, aussi vite qu'il y était arrivé, auréolé à 34 ans du titre prometteur de plus jeune premier ministre de la V^e République. Un passage éclair, à l'image de son ascension politique des sept dernières années, faite de coups spectaculaires, le plus souvent furtifs et pas toujours aboutis. Jamais il ne fut resté plus longtemps en poste que comme porte-parole du gouvernement (22 mois), où il a excellé par son sens de la communication et son maniement des formules appréciées des médias.

«C'est désormais au prochain gouvernement qu'il appartiendra de transformer l'essai»

Gabriel Attal

Une recette appliquée à Matignon où, contrairement à Elisabeth Borne, il a le plus souvent évité de se frotter à l'Assemblée nationale. Les onze «j'assume» prononcés lors de son discours de politique générale, qui suggéraient une mission menée tambour battant n'ont accouché du vote que d'un seul texte significatif, sur la constitutionnalisation de l'IVG. Celui sur la fin de vie n'est pas allé à son terme, comme celui sur l'agriculture né d'une importante crise qui a marqué ses premiers jours à la tête du gouvernement. Sans cesse retardé, le texte sur la justice des mineurs n'a pas été présenté. «Il y a un petit goût d'inachevé alors qu'on a annoncé beaucoup de choses. Mais évidemment en un gros semestre et entre deux campagnes électorales, c'est difficile de concrétiser», admet Roland Lescure, le ministre démissionnaire délégué à l'Industrie. «Ces textes sont prêts, nous avons lancé ces chantiers. C'est désormais au prochain gouvernement qu'il appartiendra de transformer l'essai», déclare Gabriel

Gabriel Attal, un goût d'inachevé et une ambition intacte

Tristan Quinault-Maupoil

Moins de huit mois après avoir été nommé premier ministre, il quitte Matignon. Un premier accroc après sept ans d'ascension fulgurante. Son départ s'accompagne d'une rupture politique avec le chef de l'État.

Attal au *Figaro* avant de transmettre ses pouvoirs à Michel Barnier.

Ni réforme des retraites, ni réforme de l'immigration, ni utilisation du 49.3, déjà toutes endossées par sa prédécesseur, n'auront menacé la popularité de la personnalité politique préférée des Français. Sans budget à faire adopter, Gabriel Attal ne s'est abîmé au printemps que sur les récifs des élections européennes (14,60 % pour la majorité d'alors). Un scrutin qu'il redoutait quand l'Élysée se pressait de l'y envoyer en première ligne. Une intense campagne de selfies et un débat télévisé bien mené face à Jordan Bardella n'ont pas inversé la tendance. Le match retour post-dissolution fut plus homérique. Il y a joué son va-tout en défendant un front républicain total face au Rassemblement national. Une position imposée à son camp, quitte à favoriser la gauche par la même occasion. La réforme de l'assurance-chômage est retirée de justesse avant le second tour des législatives. Le parti présidentiel sauve les meubles mais perd les clés de Matignon.

Gabriel Attal quitte la rue de Varenne sans avoir encore été décoré de la grand-croix de l'ordre national du Mérite. Mais a planté en extremis, et en catimini, un arbre dans le jardin de l'hôtel particulier. Des passages obligés et symboliques au-delà de six mois de présence à la tête du gouvernement.

D'un piquet de grève d'agriculteurs sur l'A64, quelques jours après sa nomination, au perron de la mairie de Viry-Châtillon pour y tenir un discours sur l'autorité en avril dernier, il aura toujours prouvé son agilité à s'extraire des crises. «C'est le *Duplantis* de la politique française», constate un de ses collègues, inspiré

par la médaille d'or olympique du perchiste suédois. Le même ajoutant : «*Ses six mois de stage en Ligue des champions sont plutôt réussis. Par son énergie puis son courage lors de la dissolution, les gens lui offrent le bénéfice du doute.*» «Il y a toujours des opportunités à saisir dans les crises, il est fort pour cela», complète une ancienne conseillère de l'exécutif. Mais voir Matignon lui échapper si vite est un premier accroc notable dans le parcours du trentenaire qui avait progressivement su se rendre indispensable au chef de l'État.

«Il y a toujours des opportunités à saisir dans les crises, il est fort pour cela»

Une ancienne conseillère

Entré en macronie en extremis en 2017 par l'entremise de son compagnon de l'époque, Stéphane Séjourné, Gabriel Attal montait jusqu'alors les marches du pouvoir quatre à quatre. Ancien conseiller de l'ombre de Marisol Touraine pendant le quinquennat de François Hollande, le socialiste devenu marcheur se fait d'abord élire par surprise dans les Hauts-de-Seine, l'ancien jardin de la droite. Au Palais Bourbon, ce fils de bonne famille totalement dévoué à la politique attire les regards et on l'aperçoit très vite posant l'été dans *Paris Match*. En septembre 2018, le voilà membre d'État chargé de la Jeunesse pour mettre en œuvre le service civique universel. Une promesse de campagne du nouveau chef

de l'État pour ressouder une génération marquée par les attentats islamistes. Il transforme ce poste subalterne en tremplin. De Tibo InShape à Magali Berdah, il s'appuie sur les influenceurs pour s'inviter dans les smartphones des Français. Sans négliger les médias traditionnels, où il communique abondamment.

Au milieu d'un gouvernement où dominent des technocrates inconnus venus du monde de l'entreprise, lui profite de ses réflexes politiques appris à Sciences Po Paris et au PS pour sortir du lot. Quand l'exécutif ploie sous les coups de boutoir de l'affaire Benalla ou des «gilets jaunes», Gabriel Attal ne rechigne pas à s'inviter dans les médias. Avec ses «punchlines» manichéennes et son style de genre idéal, il devient la coqueluche du président et d'un électoral âgé, nouveau cœur de cible du macronisme. Non sans provoquer l'agacement des barons historiques. Contrairement à beaucoup de ses collègues novices, lui avance avec une garde rapprochée essentiellement venue de la droite. Ses saillies régaliennes ou contre «la *gréviculture*» marquent d'ailleurs une inflexion opportune de son corpus idéologique à mesure que le macronisme aspirait l'électorat LR.

Nommé porte-parole du gouvernement en pleine crise sanitaire, il s'installe comme un visage familier des Français. Quasiment jamais pris en faute au pupitre du compte rendu du Conseil des ministres, cet anxieux obnubilé par son image publique aborde la présidentielle en 2022 avec la soif de tracer son propre sillon.

Propulsé au stratégique ministère des Comptes publics, il y développe un discours sur les classes moyennes qui «ont le sentiment de donner beaucoup et de recevoir assez peu». Gabriel Attal porte un plan contre les fraudes en respectant le mantra présidentiel de viser, en même temps, l'évasion fiscale des plus riches et le détournement du RSA. Sans attendre d'en connaître les premiers effets, le ministre fait un crochet par l'Éducation nationale, où il prend à bras-le-corps la question du harcèlement scolaire et acte l'interdiction de l'abaya à l'école. Des initiatives qui dopent sa popularité. Mais après un peu plus de cinq mois rue de Grenelle, c'est à ses successeurs qu'il

confie la mise en œuvre le «choc des savoirs» qu'il a imaginé pour tourner la page de Pap Ndiaye et rassurer la droite.

Lorsqu'il arrive à Matignon, son équipe rapprochée entrevoit aussitôt l'opportunité d'écrire un récit à même de l'installer sur la ligne de départ de la prochaine élection présidentielle. Déjà, la presse étranger le grime en «mini Macron»... sous l'œil attentif de l'Élysée. Après avoir tenté, en vain, de mettre au pas ses plus sérieux concurrents de droite (Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, Sébastien Lecornu...), le nouveau premier ministre est contraint de prendre acte de la composition d'un gouvernement largement dessiné par Emmanuel Macron. Son recours immodéré à la première personne du singulier trahit pourtant sa soif d'émancipation. Le bon accueil dont il bénéficie au Salon de l'agriculture, fin février, tranche avec la pagaille suscitée par la visite du chef de l'État. «Il est aussi solitaire que solitaire», entend-on dans les couloirs du pouvoir, où on le voit déambuler populaire sans s'entourer, ni protéger le président.

«Sera-t-il capable de se poser ? Son image d'homme pressé doit laisser la place à quelque chose d'un peu plus long terme»

Un ministre

La méfiance s'installe à l'Élysée, où l'on n'hésite pas à convoquer un collaborateur du premier ministre, pris en flagrant délit de crime de lèse-majesté. Entre Emmanuel Macron et Gabriel Attal, la défiance bascule en rupture politique lors de la dissolution. Pas prévenu en amont, le premier ministre s'autonomise pendant une campagne menée en son nom et prend à témoin des militants désabusés par la décision incompressible du président. «Il a sauvé les élections», tranche un ministre. Même si les lauriers récoltés à cette occasion hérissent ses aînés, de Gérard Darmanin à Elisabeth Borne, qui s'interrogent autant sur la ligne politique qu'il le porte que sur son goût pour la communication. «Il a mené une politique très à droite, mais a infléchi sa ligne pendant la campagne», rappelle une importante ministre sortante, sévère à son égard. Une autre, proche du président, relève que «Gabriel Attal a une grande capacité à dire au bon moment ce que les gens ont envie d'entendre». «Il a d'immenses qualités pour faire de la politique, une capacité extraordinaire à plaire mais il y a un problème de fond», poursuit-elle.

«L'avenir est à écrire», a conclu Gabriel Attal dans sa lettre de démission. Pied de nez à un président empêché de se représenter. «Sera-t-il capable de se poser ? Son image d'homme pressé doit laisser la place à quelque chose d'un peu plus long terme», préconise un ministre qui a coté de près son ambitieux collègue. Profitant de sa popularité, il s'est déjà imposé à la tête des députés Renaissance. Avant de s'emparer du parti présidentiel ? Gabriel Attal est impatient de reprendre son envol. ■

Le **GRAND JURY**

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PUBLIC SENAT

Olivier BOST
Pauline BUISSON
Perrine TARNEAUD
Jim JARRASSÉ

RTL
PUBLIC SENAT
LE FIGARO

#LeGrandJury

Ces savants russes que le pouvoir met au cachot

Alain Barluet Correspondant à Moscou

Depuis six ans, une douzaine de physiciens travaillant dans des domaines en lien avec le développement de missiles hypersoniques ont été arrêtés.

«Grand-père est en voyage d'affaires» : voilà ce que Tatiana dit à ses petits-enfants pour expliquer la disparition de son mari, avec qui ils aimaient tant jouer aux échecs. En avril 2023, à 4 heures du matin, des hommes vêtus de noir et masqués appartenant au FSB, les services de sécurité russes, font irruption au domicile de Vladislav Galkin, à Tomsk, en Sibérie. Cet universitaire de 68 ans est un spécialiste de la technologie hypersonique, mise en œuvre notamment dans le programme des supermissiles lancé par Vladimir Poutine. Selon un proche, cité par la BBC, son appartement a été fouillé de fond en comble et des documents contenant des formules mathématiques ont été saisis.

Peu après son arrestation, Galkin a été présenté au tribunal, en même temps qu'un autre scientifique arrêté au printemps 2023, Valeri Zveguintsev, 79 ans, spécialiste de l'aérodynamisme à l'Institut de mécanique théorique et appliquée (Itam) de Novossibirsk, en Sibérie. Selon l'agence Tass, il est reproché aux deux scientifiques, coauteurs de plusieurs articles, d'avoir publié en 2021 dans un journal iranien un texte consacré à «mécanisme d'émission d'air pour les avions à grande vitesse». Tous deux ont été arrêtés, accusés de «haute trahison» (article 275 du code pénal), et attendent depuis leur procès, dont la date n'est pas connue.

En revanche, Alexandre Chipliouk vient d'être fixé sur son sort. Ce scientifique de renom, lui aussi spécialiste de l'aérodynamisme, a été condamné mardi par un tribunal de Moscou pour «haute trahison» à 15 ans d'emprisonnement, peine qu'il effectuera dans une colonie pénitentiaire de régime strict. Âgé de 57 ans, il occupait le poste de directeur de l'Institut de Novossibirsk cité plus haut. Les détails de l'accusation n'ont pas été divulgués, l'affaire étant qualifiée de «top secret».

À l'époque de son arrestation, en août 2022, des médias russes avaient indiqué qu'il aurait transmis, en 2017, lors d'une conférence scientifique en Chine, des informations sur les armes hypersoniques russes. Un arsenal vanté à de nombreuses reprises par le président Poutine depuis que celui a dévoilé, le 1^{er} mars 2018, dans la salle du Manège, à Moscou, le développement par la Russie d'armements qu'il a qualifiés d'«invin-

cibles», parmi lesquels le Sarmat (missile balistique intercontinental), le Kinjal (missile air-sol) et le Zircon (missile de croisière hypersonique).

Durant l'été 2022, en même temps qu'Alexandre Chipliouk, un troisième scientifique appartenant à l'Itam de Novossibirsk a été arrêté : Anatoli Maslov, 78 ans, condamné en mai dernier à 14 ans de camp à régime sévère par un tribunal de Saint-Petersbourg pour trahison. Le physicien aurait remis des documents sur des travaux scientifiques «fermés» à des représentants des services de renseignements allemands, ce qu'il a nié. Son avocat, Olga Dinze, a annoncé qu'il avait fait appel du verdict. Pas plus que ses collègues Maslov n'a reconnu les charges pesant sur lui.

La liste est impressionnante. Andreï Kouranov, directeur d'une entreprise de recherche sur les systèmes hypersoniques, condamné en avril dernier à 7 ans de camp pour «haute trahison»; Alexander Loukanine, physicien de

«Aucun des douze scientifiques mis en cause n'avait quoi que ce soit à voir avec le secteur de la défense»

L'avocat Evgueny Smirnov

De l'ONG russe Première Division

Tomsk, condamné en octobre 2020 à 7 ans et demi d'emprisonnement après avoir été accusé de transfert à la Chine de documents secrets «liés à des sources d'énergie alternative»; Valery Goloubkine, chercheur à l'Institut central d'aérohydrodynamique (TsAGI), près de Moscou, condamné en juin 2023 à 12 ans de colonie pénitentiaire et qui aurait transmis à des collègues aux Pays-Bas des documents contenant des secrets d'État...

En six ans, une douzaine de physiciens russes de haut niveau ont été accusés d'espionnage et emprisonnés. La plupart travaillaient de près ou de loin sur les questions liées au développement des armes hypersoniques. Trois d'entre eux sont morts. Parmi ces derniers, Dmitri Kolker, un docteur en physique et en mathématiques de 54 ans qui travaillait à l'Institut de physique des lasers de Novossibirsk. Il lui aurait été reproché d'avoir transmis des informations confidentielles aux ren-



Le physicien Anatoli Maslov, arrêté en 2022 et accusé de trahison d'État, est emmené dans le box des accusés, avant son procès, le 21 mai dernier, à Saint-Petersbourg. ANTON VAGANOV/REUTERS

seignements chinois lors d'une conférence internationale. Il a été arrêté en 2022, alors même qu'il était hospitalisé pour un cancer du pancréas avancé. Selon son fils Maxime, son père s'est bien rendu en Chine pour donner des cours à des étudiants mais leur contenu avait été approuvé par le FSB, et un agent l'accompagnait sur place. Dmitri Kolker est mort deux jours après son arrestation. Les investigations demandées par la famille au comité d'enquête n'ont rien relevé d'anormal dans ce décès.

Toutes les affaires pour «trahison d'État» faisant l'objet d'une enquête à huis clos, les dossiers sont souvent classés secrets et le détail des accusations n'est pas connu. Seuls quelques éléments filtrent dans les médias. Mais depuis l'invasion de l'Ukraine, qui a vu s'accroître la répression contre les opposants et les voix critiques du Kremlin, les scientifiques sont eux aussi dans le collimateur. D'ailleurs, au printemps 2023, des membres de l'Institut de mécanique théorique et appliquée de Novossibirsk, l'Itam, ont fait paraître une lettre ouverte pour prendre la défense de leurs collègues arrêtés et s'alarmer des pressions qui, selon eux, «menacent la science russe». Dans ce texte, supprimé ensuite du site internet

de l'Institut, les signataires rappelaient que celui-ci était connu pour ses résultats scientifiques brillants, qu'il était «toujours resté fidèle aux intérêts du pays» et que les documents partagés publiquement avaient été vérifiés à plusieurs reprises pour s'assurer qu'ils ne contenaient pas d'informations confidentielles.

A plusieurs reprises, en mai 2023 et en janvier 2024 notamment, les Ukrainiens ont affirmé avoir abattu des missiles Kinjal, ce qui a pu soulever des doutes sur leur «invincibilité». Le Kremlin fait-il payer aux scientifiques russes le prix de possibles ratés de l'arsenal hypersonique, qui est un chantier prioritaire de Vladimir Poutine? Pour l'avocat Evgueny Smirnov, de Première Division, une ONG russe de juristes dont la plupart sont désormais à l'étranger, «aucun des douze scientifiques mis en cause n'avait quoi que ce soit à voir avec le secteur de la défense».

«Ils étudiaient des questions scientifiques telles que la déformation des métaux à des vitesses hypersoniques ou les effets des turbulences», ajoute l'avocat, cité par la BBC. «Il ne s'agissait pas de fabriquer une fusée mais d'étudier des processus physiques», dit-il encore, même si n'exclut pas que leurs résultats pussent

être utilisés ultérieurement par les développeurs d'armes. D'ailleurs, soulignent les observateurs, les pressions s'étaient multipliées sur les scientifiques en Russie avant même le début de la guerre en Ukraine. Le zèle des services de renseignements, considérant comme suspects et même comme une «trahison de la patrie» les projets de coopération internationale, a contribué à un isolationnisme qui, dans le domaine scientifique aussi, est allé en se renforçant.

Dès 2015, le couperet judiciaire commençait à tomber. Ainsi, sur Vladimir Lapyguine, qui avait travaillé durant quarante-six ans pour le principal institut de recherche spatiale russe, TsNIIMash. Condamné pour avoir envoyé un logiciel de calcul aérodynamique à un contact chinois, il a passé quatre ans en prison entre 2016 et 2020. Lui se défendait en assurant n'avoir travaillé que dans la recherche fondamentale. «Ce pour quoi nous étions récompensés et que nous donnions en exemple aux autres (par exemple lors d'échanges scientifiques internationaux, NDLR) est devenu un motif de poursuite pénale», déplorent en substance les collègues des physiciens arrêtés, l'an dernier, dans leur lettre ouverte. ■

Poutine brouille les cartes en déclarant soutenir Kamala Harris

C'est cette ironie dont se fait friand Vladimir Poutine : l'entendre déclarer qu'il «soutenait» la candidate démocrate à la Maison-Blanche, Kamala Harris, a de quoi surprendre, compte tenu de sa préférence supposée pour Donald Trump, qu'il a maintes fois exprimé son admiration. Mais il suffisait, jeudi, de lire le sourire sur le visage du président russe et d'écouter s'esclaffer l'auditoire du Forum économique de Vladivostok devant lequel il intervenait, pour comprendre la réalité du sarcasme.

Le moment de cette sorte, sans nul doute préparée, était parfaitement choisi, au lendemain de mesures prises par les autorités américaines - poursuites pénales et sanctions -, qui accusent Moscou de vouloir influencer sur le résultat des élections du 5 novembre, comme cela aurait déjà été le cas en 2016 et 2020. Le président russe était «au courant» de ces opérations d'ingérence, a affirmé mercredi la Maison-Blanche, qui a annoncé des sanctions contre des responsables du média pro-Kremlin

Russia Today. La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a déclaré dans la foulée à Ria Novosti que Moscou préparait une riposte de nature «à faire frémir tout le monde».

«Notre favori, si je puis dire, était M. Biden. On l'a retiré de la course, mais il a recommandé de soutenir Mme Harris, et c'est ce que nous ferons, nous la soutenons», a dit M. Poutine, arrivé à Vladivostok après avoir effectué mardi une visite en Mongolie. «Elle a un rire si expressif et contagieux. Cela montre qu'elle va bien», a poursuivi le chef du Kremlin, faisant écho aux moqueries dont l'actuelle vice-présidente américaine fait souvent l'objet de la part des républicains et de Donald Trump lui-même.

Celui-ci, locataire de la Maison-Blanche entre 2017 et 2021, a imposé plus de sanctions à la Russie qu'aucun président avant lui, a aussi relevé M. Poutine, en espérant, l'air quelque peu amusé, que Kamala Harris s'abstiendrait peut-être de faire ce genre de choses... «Mais au bout du compte, le

choix revient au peuple américain, a-t-il conclu. Dans la même veine, M. Poutine avait jugé, en février, que Joe Biden, alors toujours potentiellement dans la course pour la Maison-Blanche, était plus «prévisible» et «expérimenté» que Donald Trump.

«Trump est plus dur. (...) Pour mettre fin au conflit entre la Russie et l'Ukraine, il aura recours au langage des ultimatus. Et ces ultimatus seront très désagréables pour nous. Kamala Harris, elle, poursuivra les mêmes politiques que Biden. Pour nous, elle est aussi bonne que lui. C'est l'essentiel et c'est pourquoi nous la soutenons»

Marat Bashirov Analyste politique

Le chef du Kremlin a réitéré son contre-pied avec le souci manifeste de brouiller les pistes en laissant croire qu'il penchait du côté démocrate. Ses propos peuvent être considérés comme du trolling politique subtil, approuvait jeudi le politologue Konstantin Blokhine. Lorsqu'il dit que nous sommes en faveur de Biden et de Harris, il est évident que tous deux nuisent aux États-Unis et mettent l'Amérique sur la mauvaise voie, a déclaré M. Blokhine à la RIA Novosti.

D'autres observateurs à Moscou seraient plus enclins à prendre Vladimir Poutine au pied de la lettre. «Trump est plus dur. (...) Pour mettre fin au conflit entre la Russie et l'Ukraine, il aura recours au langage des ultimatus. Et ces ultimatus seront très désagréables pour nous», croit savoir l'analyste politique Marat Bashirov, faisant peut-être référence à la promesse de l'ex-président-candidat de terminer la guerre «en vingt-quatre heures». «Kamala Harris, elle, poursuivra les mêmes politiques que Biden. Pour nous, elle est aussi bonne que

lui. C'est l'essentiel et c'est pourquoi nous la soutenons», indique l'expert sur le site du journal Moskovsky Komsomolets. Il ajoute : «L'arrivée de Mme Harris à la Maison-Blanche préservera l'équilibre actuel des pouvoirs au sein de l'establishment américain. Et cet équilibre est tel que personne n'y a de pouvoirs réels...»

A contrario, Moscou n'ignore pas que, ces derniers mois, Donald Trump s'est montré très critique à l'encontre des milliards de dollars dépensés par les États-Unis pour soutenir Kiev face à l'offensive de Moscou tandis que sa rivale démocrate, au contraire, a promis fin août qu'elle se tiendrait «fermement aux côtés de l'Ukraine», sous-entendant que l'appui financier pour mener la guerre se poursuivrait. Le ministre américain de la Justice, Merrick Garland, a pour sa part estimé que selon l'analyse des services de renseignements, «les préférences de la Russie n'avaient pas changé par rapport à la dernière élection», indiquant que Moscou continue en réalité à pousser le candidat Trump. ■

A.B.

En Cisjordanie, la montée des violences réveille les souvenirs de l'Intifada

Guillaume de Dieuleveuil Correspondant à Jérusalem

L'armée israélienne y mène sa plus vaste opération en plus de vingt ans. Le nombre de morts atteint des records.

Dans le nord de la Cisjordanie, l'armée israélienne mène sa plus grosse opération depuis 2002. Baptisée « Summer Camp », elle a démarré il y a près de dix jours. Jeudi, elle était toujours en cours. Dans la nuit du 27 au 28 août, simultanément, des troupes sont entrées dans plusieurs localités de ce territoire occupé militairement depuis 1967 : dans la ville et le camp de réfugiés de Jénine, dans ceux de Tulkarem et de Tubas. Au moins 36 Palestiniens ont été tués au cours de ces combats impliquant, côté israélien, des attaques aériennes et, côté palestinien, le recours à des engins explosifs de plus en plus puissants, mais aussi des tirs de snipers et, fait inédit, de missiles antichars.

L'intensité et la durée des affrontements indiquent que la Cisjordanie est embarquée dans une spirale de violence. L'armée israélienne semble avoir de plus en plus de mal à la stopper.

Depuis le début de l'année, elle y a mené « des dizaines d'opérations », admet un officier israélien sous couvert de l'anonymat. Le bilan humain – quelque 670 Palestiniens tués en Cisjordanie ainsi que 13 soldats et 5 colons israéliens en un peu plus de huit mois – est le plus élevé jamais enregistré depuis la fin de la seconde Intifada, au milieu des années 2000. Dans les zones où opère l'armée, les dommages infligés aux infrastructures sont massifs : routes retournées par les bulldozers blindés, système d'évacuation des eaux et électricité hors d'usage, maisons détruites, écoles fermées, activité économique au point mort. « Le niveau de destruction va bien au-delà de nos capacités », relève Roland Friedrich, le directeur de l'UN-RWA en Cisjordanie. Cette agence de l'ONU apporte des services essentiels dans les camps des réfugiés. Pour réparer, « nous allons devoir travailler avec des partenaires internationaux et l'administration de l'Autorité palestinienne », prévoit-il. Mais quand ? Avant de se lancer dans des travaux de fond, il faut d'abord que le calme revienne.

Or, rien n'indique que la situation puisse s'améliorer dans les mois à venir. « Nous sommes confrontés à une escalade continue de la violence en Cisjordanie », s'inquiète Michael Milshtein. Spécialiste de la Palestine au Moshe Dayan Center de l'université de Tel-Aviv, il s'alarme d'une « jéninisation » du conflit.

Le camp de réfugiés de Jénine est connu pour être un bastion de la « résistance à l'occupation israélienne ». De génération en génération, ses habitants

s'enorgueillissent de n'avoir jamais cessé le combat. Au cours des dernières années, le camp, avec ses ruelles tortueuses à flanc de colline, est devenu une sorte de citadelle pour les organisations palestiniennes prônant la lutte armée, comme le Hamas ou le Jihad islamique.

Retour des attentats suicides

Le modèle de cette ville, dominée par des organisations terroristes, s'est reproduit en Cisjordanie : outre Naplouse, on le retrouve à Tulkarem, Tubas, Jéricho, explique Michael Milshtein. Une population jeune, désœuvrée, se reconnaît dans cette nouvelle génération de combattants qui rejette en bloc les accords d'Oslo et l'Autorité palestinienne, dont le président, Mahmoud Abbas, est totalement décrédibilisé.

Le Hamas attise les flammes. Depuis l'attaque terroriste du 7 octobre, il ne cache pas son désir de créer un second front en Cisjordanie. Le chef du Hamas pour la région, Zaher Jabarin, multiplie depuis l'étranger les déclarations invitant les Palestiniens à « se lever contre l'occupant » pour le combattre « dans une inévitable confrontation ». En juillet, dans une interview à la chaîne al-Jazee-

ra, il désignait la Cisjordanie comme « le ventre mou de l'occupation ».

L'armée israélienne accuse l'Iran de souffler sur les braises. « L'Iran finance le terrorisme, fait entrer des armes et des explosifs via la Jordanie et la Syrie, fournit des instructions pour mener des attaques terroristes », poursuit l'officier israélien. L'opération « Summer Camp » a été déclenchée face à la crainte d'une reprise des attentats suicides.

Le 18 août, un homme porteur d'une bombe s'est fait exploser dans le centre de Tel-Aviv. L'attaque a été revendiquée conjointement par le Hamas et le Jihad islamique, qui, depuis, menacent d'un retour des attentats suicides. Ces menaces sont prises très au sérieux en Israël, où elles évoquent le traumatisme de la seconde Intifada. « Nous sommes contraints de mener des opérations de grande envergure car nous sommes confrontés à un ennemi de mieux en mieux équipé et de plus en plus performant. Notre objectif est d'éviter une propagation des violences à un point tel que l'on pourrait parler d'Intifada », poursuit l'officier israélien.

La crainte est désormais que les violences ne se propagent au sud de la Cis-

jordanie. La région de Hébron était jusque-là relativement calme. Mais de récents événements indiquent que la situation pourrait se dégrader. Le territoire est favorable : la région, et particulièrement la ville de Hébron, est soumise à une pression constante des colons israéliens. Fin août, une voiture piégée a explosé dans une station-service située entre Bethléem et Hébron. Au même moment, une autre voiture piégée a tenté de forcer l'entrée d'une colonie. Les deux attaques ont été revendiquées par les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, la branche armée du Fatah, le parti au pouvoir en Cisjordanie.

L'emprise des colons

Le lendemain, non loin de là, trois policiers israéliens sont morts, mitraillés par un habitant de Hébron, ancien membre de la garde présidentielle de l'Autorité palestinienne. L'attaque a aussi été revendiquée par les Brigades des martyrs d'al-Aqsa. « Des événements troublants, destinés à nous détourner de notre objectif, dans le nord de la Cisjordanie », reconnaît cet officier israélien. « Il existe des cellules terroristes se préparant à passer à l'action », ad-

met-il. « Si la région de Hébron se joint au conflit, la situation risque de devenir extrêmement compliquée », s'alarme Michael Milshtein, pour qui « la prochaine opération militaire en Cisjordanie est simplement une question de temps ».

L'Iran et le Hamas ne sont pas les seuls responsables de la dégradation de la situation. La Cisjordanie est désormais occupée par près de 800 000 colons israéliens. Leur emprise sur le territoire n'a cessé de s'accroître depuis le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu et de ses alliés sionistes religieux, Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich. Tous deux occupent des postes clés au sein du gouvernement et s'activent à créer une situation de plus en plus irréversible sur le terrain.

Conscients de leur soutien, des colons extrémistes s'adonnent, dans une quasi-impunité, à des violences contre les civils palestiniens. Publié mercredi, un rapport de l'ONU décompte 16 attaques de colons entre le 27 août et le 2 septembre. Depuis le 7 octobre, il estime qu'il y en a eu 1300, allant de la simple intimidation à l'homicide. Dans la presse israélienne, des commentateurs n'hésitent plus à parler de terrorisme juif. ■



Des véhicules blindés israéliens circulent dans une rue lors d'un raid, mardi, à Tulkarem, en Cisjordanie.

MOHAMMED NASSER/IMAGOPHOTOS VIA REUTERS CONNECT

Un attentat contre le consulat israélien déjoué à Munich

Pierre Avriil Correspondant à Berlin

Un ressortissant autrichien radicalisé d'origine bosniaque a été abattu par la police, cinquante-deux ans jour pour jour après les attentats qui avaient coûté la vie à onze athlètes israéliens.

Deux semaines après l'attentat de Solingen commis par un réfugié afghan en situation irrégulière et revendiqué par l'État islamique, la piste terroriste se précise à nouveau dans la fusillade qui a éclaté jeudi matin près du consulat d'Israël à Munich. À l'issue d'un échange de tirs avec la police, un suspect aperçu dans la rue alors qu'il portait une carabine a été abattu. Aucune autre victime n'a été déplorée.

Alors que le président israélien, Isaac Herzog, a très tôt dénoncé une « attaque terroriste », le ministre de l'Intérieur de l'État de Bavière, Joachim Herrmann, admettait simplement en début d'après-midi qu'un « attentat » contre les institutions de l'État juif « était peut-être prévu ». Celui-ci coïncide avec l'anniversaire des attentats de Munich du 5 septembre 1972, au cours desquels un commando palestinien avait abattu onze athlètes israéliens participant aux JO.

Pour sa part, le suspect de jeudi était un ressortissant autrichien prénommé Emra, résidant dans une petite ville de la région de Salzbourg, frontalière du Land allemand de Bavière. Sa famille est d'origine bosniaque. Âgé de 18 ans, il était connu des services de police pour sa

« Une mauvaise journée avec une issue finalement bénigne »

Markus Söder

Le ministre président de Bavière

proximité avec les milieux islamistes. Il a été identifié vers 9 heures à proximité du consulat israélien et du Centre de documentation sur les crimes nazis, avec un fusil à répétition datant de la Seconde Guerre mondiale, équipé d'une baïonnette. Il aurait tiré sur la police avant que celle-ci ne riposte. Une quarantaine de coups de feu auraient été échangés.

Par la suite, les enquêteurs ont décou-

vert que le jeune homme avait fait l'objet, ces dernières années, d'une surveillance de la police autrichienne après que des documents de « propagande » relative à l'État islamique ont été retrouvés sur son portable. Selon l'Agence de presse autrichienne (APA), des scénarios d'assassinat partagés par Daech avaient été téléchargés sur son appareil et portés à la connaissance de ses camarades de classe alors que l'intéressé avait 16 ans.

Tôt un matin, une perquisition avait eu lieu chez l'adolescent alors qu'il faisait sa prière. Devant les policiers autrichiens, il avait alors manifesté sa colère d'être dérangé. Aucun signe vestimentaire de radicalisation n'avait été rapporté. En 2023, la procédure pour propagande terroriste avait été close.

Le ministre président de Bavière, Markus Söder (CSU), a « promis de protéger » les institutions juives locales, se félicitant néanmoins de l'absence d'autres victimes. « Il s'agit d'une mauvaise journée avec une issue finalement

bénigne », a poursuivi le leader chrétien-démocrate. Connue pour être le berceau du national-socialisme, Munich reste le principal pôle, en Allemagne, de la communauté juive. Chassée de Russie après le début de la guerre en Ukraine, la Conférence européenne des rabbins y a symboliquement installé son siège en 2023.

Jeudi, son président, Pinchas Goldschmidt, a félicité la police munichoise pour son professionnalisme et relevé qu'il s'agit d'un « acte isolé ». Celui-ci intervient néanmoins dans un contexte de recrudescence des attaques antisémites. 4 782 actes ont été recensés en 2023 par le Centre de recherche sur l'antisémitisme, soit une progression de 83 % en un an.

Par ailleurs, l'extrême droite allemande ne cesse de progresser dans le pays. Certains de ses représentants s'affichent avec les milieux néonazis. C'est le cas de Björn Höcke, vainqueur dimanche d'élections régionales en Thuringe. ■



Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN

Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Jean Chichizola

Nouvel épisode d'une lutte complexe contre le séparatisme islamiste, l'affaire de la mosquée marseillaise des Bleuets survient alors que plusieurs lieux de culte ont été fermés ces dernières années.

L'affaire de la mosquée marseillaise des Bleuets, menacée de fermeture par l'État si son imam sulfureux n'est pas évincé, n'est que l'un des derniers épisodes de la lutte qui oppose depuis des décennies les services de l'État aux mouvances de l'islam radical. Une lutte feutrée et complexe où, en l'état du droit, sont soupesées tant au niveau préfectoral que devant les juridictions administratives les menaces graves à l'ordre public d'un côté et de l'autre les libertés fondamentales. L'objectif pour les autorités étant d'obtenir une fermeture des structures et/ou une mise à l'écart des individus visés (imams, présidents de mosquée, responsables d'association et de commerce...).

Ces dernières années, particulièrement sous l'autorité de Gérard Darmanin, arrivé au ministère de l'Intérieur en juillet 2020 – peu de temps avant le discours des Mureaux d'Emmanuel Macron et la vague d'attentats de l'automne –, l'État a sensiblement intensifié ses efforts en la matière.

Au total, les résultats sont plus que significatifs. Selon les données du ministère de l'Intérieur, depuis leur création en 2019, les cellules départementales de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (Clir) ont ainsi effectué 31 550 contrôles. Sous la présidence du préfet et en articulation étroite avec le procureur de la République, ces Clir mobilisent l'ensemble des services départementaux (sécurité, social, travail, finances, etc.) et peuvent associer à leurs travaux des partenaires extérieurs (chus, bailleurs sociaux, opérateurs de transports, etc.).

À la suite de ces 31 550 contrôles, ont été fermés, à titre temporaire ou définitif, 1 214 établissements accueillant du public (commerces divers, allant du bar à la librairie, écoles coraniques clandestines, établissements scolaires privés,



Islam radical : la riposte de l'État contre les prêcheurs de haine

associations diverses...). Par ailleurs, 57 millions d'euros (cotisations sociales, impôts...) ont été redressés ou recouvrés. Enfin, 938 signalements ont été adressés aux parquets locaux pour d'éventuelles poursuites judiciaires. Dans le domaine scolaire, le régime d'autorisation pour l'instruction en famille (applicable pour tous les enfants sans exception depuis la rentrée 2024) a entraîné une diminution des effectifs de 23 % à la rentrée scolaire 2022-2023 et de 21 % à la rentrée scolaire 2023-2024. Le contrôle des écoles privées hors

« Vous combattez les Juifs et aurez le dessus sur eux de sorte que la pierre dira : ô musulman ! Voici un Juif caché derrière moi... viens le tuer »

Hadith mis en exergue par l'imam algérien Mohamed Tataïat devant des fidèles, près de Toulouse

contrat (EPHC) a concerné 219 établissements en 2023 et 2024, dont 5 ont fait l'objet d'une fermeture. Et 12 EPHC en lien avec des structures islamistes ont pu être empêchés d'ouvrir ou de s'étendre.

La Place Beauvau n'est pas non plus restée inactive en matière de prêcheurs de haine et de mosquées radicales. Au moins 4 imams radicaux étrangers ont ainsi été expulsés depuis 2021. Le premier, le Pakistanais Haider Luqman, était imam à la mosquée Quba à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Expulsé à la fin de sa peine, il fut condamné en novembre 2020 par le tribunal judiciaire de Pontoise à 18 mois de prison et à une interdiction définitive du territoire français pour apologie du terrorisme.

En situation irrégulière depuis 2015, il avait déjà été visé par deux OQTF (obligation de quitter le territoire français) après des rejets de demandes d'asile. En septembre 2020, peu après l'ouverture du procès des attentats de janvier 2015, cet homme de 33 ans avait, sur les réseaux sociaux, parlé « d'attaquer les non-musulmans, les mécréants » et de « les envoyer aux enfers ». Avant de rendre hommage à l'auteur d'un attentat contre les anciens locaux de Charlie Hebdo le 25 septembre.

Le cas du second imam expulsé a été bien plus médiatique. Décrit comme l'un des responsables de la mouvance des Frères musulmans dans le nord de la France, Hassan Iqouioussen s'est « auto-expulsé », échappant aux policiers venus l'arrêter, en août 2022. Réfugié en Belgique, il a été finalement expulsé du royaume vers le Maroc en janvier 2023. Le cas de cet imam, toléré par les autorités pendant des décennies et dont le cas fut emblématique d'une fermeté accrue contre la mouvance frériste, est particulièrement remarquable car il a vu évoluer la jurisprudence administrative. Il a notamment été reconnu que ses propos antisémites et rétrogrades à l'égard des femmes étaient bien une provocation explicite et délibérée à la haine et à la discrimination. Et ce, même si certains de ses propos étaient anciens. Largement diffusés sur les réseaux sociaux, ils constituaient donc toujours une menace pour l'ordre public.

Deux autres imams ont subi le même sort en 2024. Le premier, Mahjoub Mahjoubi, qui officiait à Bagnols-sur-Cèze (Gard), a été expulsé vers la Tunisie en février 2024 en vertu des dispositions de la loi sur l'immigration votée deux mois plus tôt et permettant l'expulsion d'étrangers auparavant protégés par leur situation familiale, en cas de « violation délibérée et d'une particulière gravité des principes de la République ».

Dans un prêche, l'intéressé, qui plaçait le lapsus, avait qualifié le « drapeau tricolore » – sans préciser s'il s'agissait du drapeau français – de « drapeau satanique » qui n'a « aucune valeur auprès d'Allah ». Au-delà de ces propos, l'État l'accusait d'avoir à plusieurs reprises

« véhiculé une conception littérale, rétrograde, intolérante et violente de l'islam, de nature à encourager des comportements contraires aux valeurs de la République, la discrimination à l'égard des femmes, le repli identitaire, les tensions avec la communauté juive et la radicalisation djihadiste ». Il aurait désigné « le peuple juif comme un ennemi », appelé « à la destruction de la société occidentale jugée décadente », fait « l'éloge de la charia » et déploré que « les mosquées ne produisent plus de combattants comme au temps du Prophète ».

Dernier imam à être expulsé, Mohamed Tataïat, officiant dans une mosquée toulousaine, a regagné l'Algérie en avril dernier. Le 31 août 2022, la cour d'appel de Toulouse l'avait condamné à quatre mois de prison avec sursis pour un prêche antisémite du 15 décembre 2017. L'imam évoquait notamment la « corruption morale des Israélites » et citait un hadith : « Vous combattez les Juifs et aurez le dessus sur eux de sorte que la pierre dira : ô musulman ! Voici un Juif caché derrière moi... viens le tuer ». Pour compléter le tableau, l'Intérieur notait que « plusieurs individus radicalisés fréquentent (sa) mosquée dont un a attiré l'attention (des services spécialisés) et soulignait que, demandant sa naturalisation, l'imam avait estimé que « les lois françaises ne s'appliquaient pas à la communauté musulmane ».

Le ministère de l'Intérieur a refusé la qualité culturelle à deux mosquées de région parisienne, avec pour conséquence financière la non-exonération de la taxe foncière

Enfin, côté mosquées, la loi de 2021 confortant les principes de la République (dite « loi séparatisme ») a été suivie par quatre mesures de fermeture administrative de lieux de culte en lien avec l'islam radical. L'idée étant à chaque fois d'obtenir l'éviction de responsables accusés d'extrémisme. Ainsi de la mosquée d'Allonnes (Sarthe), fermée en octobre 2021 et rouverte par la suite avec une nouvelle équipe. La fermeture avait été confirmée par le Conseil d'État et les associations gérantes dissoutes en Conseil des ministres. À l'époque, l'État avait souligné que la mosquée était fréquentée par des tenants de l'islam radical et que des prêches y légitimaient le recours au djihad armé.

Deux mois plus tard, en décembre 2021, la mosquée de Beauvais était visée pour des prêches « valorisant le djihad » et « glorifiant les combattants ». Formé en Arabie saoudite, l'imam aurait incité les fidèles à « rompre avec la République », qualifiant les femmes refusant le voile « d'habitantes de l'enfer » dont la punition était légitime. La mosquée a

enfin rouvert un peu plus tôt que prévu après l'accueil de nouveaux imams et l'engagement de respecter les valeurs républicaines.

En octobre 2022, c'est au tour de la mosquée d'Obernai (Bas-Rhin) d'être la cible d'une décision de fermeture pour six mois (durée maximale prévue par la loi). Là encore, un imam, œuvrant depuis 2017, identifié comme salafiste et influent auprès de certains jeunes, était accusé de propos contre l'Occident, la société française, la République, dont il rejette les valeurs, les Juifs, les femmes ou encore les homosexuels. Avec une légitimation de la polygamie, de la violence contre les caricaturistes, etc.

Le cas de la mosquée de Pessac (en Gironde, dans la banlieue bordelaise) a enfin illustré l'intensité du bras de fer que se livrent l'État et les islamistes. En 2022, l'Intérieur en ordonnait la fermeture en raison des prêches de son imam nigérien, Abdourahmane Ridouane, mais aussi de la diffusion de messages « incitant à la violence, à la haine ou à la discrimination », encourageant « à la commission d'actes de terrorisme » ou « faisant l'apologie de tels actes ».

Le Conseil d'État a pour sa part estimé que la fermeture temporaire portait « une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté de culte » tout en soulignant que l'association gérant la mosquée avait bien publié sur internet des textes incitant « au repli identitaire » et contestant « le principe de laïcité » mais sans qu'ils aient « un caractère de provocation à la violence, à la haine ou à la discrimination ». Concernant l'imam, notamment accusé de « publications à teneur antisémite et haineuse à l'encontre d'Israël et des Juifs », il est en revanche en attente d'expulsion depuis le mois dernier.

En matière de lieux de culte, le ministère de l'Intérieur a également utilisé ces dernières années la possibilité de refuser la qualité culturelle à deux mosquées de région parisienne, ce qui a des conséquences pratiques comme la non-exonération de la taxe foncière.

Enfin, l'État peut aussi renoncer à des sanctions. Comme à Cannes, en mars 2022, où il a renoncé à une fermeture décidée notamment pour des propos antisémites. En raison de l'éviction de l'ancien imam et d'engagements pris par la nouvelle direction, le projet a été abandonné. À l'époque, la communauté musulmane avait critiqué une décision qui aurait privé quelque 600 fidèles de lieu de culte. Une argumentation qui a également été reprise pour la mosquée des Bleuets à Marseille par les fidèles et le conseil départemental du culte musulman (CDCM). En dépit des « mesures correctrices » annoncées en extrêmes (retrait des contenus litigieux de l'imam sur les réseaux sociaux, affiliation au CDCM, inscription à un diplôme universitaire Laïcité et valeurs de la République), la préfecture demande toujours le départ du religieux. ■

ARTCURIAL

Pierre Paul RUBENS

(1577-1640)

Les miracles du bienheureux

Ignace de Loyola

Toile

73 x 51 cm

Esquisse pour le retable commandé

par Pietro Maria Gentile pour

l'église du Gesù de Gênes en 1619

Provenance :

Resté dans la descendance Gentile

jusqu'en 1818 ;

Collection Cabany en 1875 ;

Puis par descendance

Estimation : 500 000 - 800 000 €



ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
Maîtres anciens & du XIX^e siècle

Vente en préparation – Mardi 26 novembre 2024

Clôture du catalogue
mi-octobre

+33 (0)1 42 99 20 26
mfournier@artcurial.com

Agrément cov du 26/01/2021 - Commissaire-priseur - Nathalie Fournier

À Marseille, les dessous de l'affaire de la mosquée d

Jean Chichizola Envoiyé spécial à Marseille

Figure des quartiers nord où son influence est grande au sein de la communauté musulmane, Smaïn Bendjilali est dans le viseur des

A Marseille, l'État et les islamistes ont de la mémoire. Après tout, certains se souviennent encore de la création en 2005 d'un pôle régional de lutte contre l'islamisme radical pour «surveiller plus encore les mosquées et les imams afin d'identifier les préceptes autoproclamés...». Vingt ans plus tard, l'affaire de la mosquée des Bleuets – dont la préfecture envisage la fermeture – et de son imam Smaïn Bendjilali, jugé le 3 octobre pour apologie du terrorisme, est dans la droite ligne de ce passé. Dans une ville où, de source policière, sur les 62 mosquées recensées, 25, soit 40 %, sont jugées «rigoristes» (salafistes, fréristes, proches du tabligh...).

Pour mieux comprendre l'histoire des Bleuets, il faut remonter à 2017, quand le renseignement produisit une note visant une mosquée et son imam El Hadi Doudi. Ce salafiste algérien, proche du leader du FIS et d'un terroriste islamiste, est installé à Marseille depuis 1981. Contacts avec des djihadistes, propos contre les femmes, les juifs, les chrétiens, les chiites, légitimation de la mise à mort des apostats... La mosquée est fermée et l'imam expulsé.

Doudi, «en un peu plus d'une quinzaine d'années», avait essaimé en France et dans les Bouches-du-Rhône, qui comptaient en 2017 vingt-quatre mosquées salafistes. Dont une quinzaine pour Marseille, rassemblant 25 % des fidèles se rendant à la prière du vendredi contre

5,5 % au niveau national. Les services de l'État parlaient à l'époque d'une «*pro-gression du salafisme*».

Deux noms cités en 2017 attirent aujourd'hui l'attention. Celui d'un religieux à l'époque trentenaire : Smaïn Bendjilali, présenté comme le bras droit de Doudi. Et celui d'un lieu de culte : «*la mosquée de la cité des Bleuets*». L'État ne les a pas oubliés. À l'en croire, Smaïn Bendjilali, dit «l'imam Ismaïl», est employé par les Bleuets depuis 2016, à l'époque où il était encore imam et enseignant pour la mosquée de l'imam Doudi. Après la chute de ce

«Daesh à côté de ce sont des enfants de Cœurs (sic). (...) Les enfants de Gaza meurent de faim et leurs génocidaires peuvent participer au JO en toute impunité»

Smaïn Bendjilali À propos d'Israël

dernier, il a renforcé son influence au sein de la mosquée des Bleuets, aurait évincé le président de l'association et placé ses hommes aux commandes.

Voilà en tout cas qui amène à aller voir à quoi ressemble cette fameuse mosquée. Les lieux ne paient pas de mine. On remarque d'abord, aux pieds des tours de ce secteur du 13^e arrondissement, au cœur des «quartiers nord», les murs dé-

franchis d'un petit centre commercial qui a connu son heure de gloire. Une pharmacie est toujours là pour le rappeler. En passant sous une plaque bleue «Association des Bleuets, Mosquée et Institut Malik Ibn Anas», on accède à une petite salle avec au fond quelques étagères en bois remplies de livres religieux. Plusieurs centaines de fidèles s'y réunissent pour le pèche du vendredi. Sur un mur, une affiche bleue et blanc avec un QR Code : «Non à la fermeture abusive des Bleuets. Mobilisons-nous ! Ces actions sont menées de manière pacifique et dans le respect des lois de la République.»

Assis sur des chaises dans la galerie déserte, des fidèles discutent et l'on surprend le mot «islamophobie». Un ancien souligne qu'ici «on n'a jamais eu de problèmes». Un jeune, qui vient très régulièrement, parle d'une mosquée «qui fait beaucoup de bien», notamment avec ses bénévoles. «Si elle devait fermer, conclut-il, ce serait la déception et la frustration».

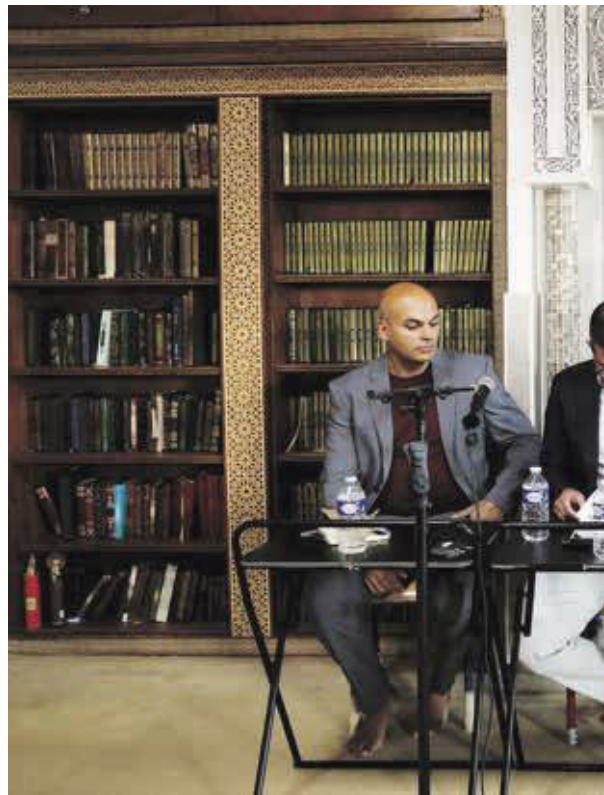
Les alentours sont paisibles. À quelques mètres, un musée de la moto aux collections impressionnantes et un grand parc avec des vues splendides sur la ville. Un peu plus loin, l'opulence d'un hypermarché. Et puis l'œil est attiré par des détails : le verre brisé répandu sur la chaussée, les bas-côtés pleins de déchets, un peu plus loin des vendeurs à la sauvette avec quelques maigres fruits. À quelques centaines de mètres, un collègue a profité du «Plan

Charlemagne». L'empereur à la barbe fleurie aurait apprécié le chant des cigales en s'étonnant de la palissade grillagée avec interphone et des portiques d'entrée très dissuasifs.

Dans l'éclat d'un soleil d'été, même un visiteur de passage devine que la misère et l'insécurité sont là. Et les «stups» aussi. Fantôme journalistique ? Non loin de là, on note des guesseurs très soucieux des voitures se garant à proximité. À moins d'un kilomètre, tracées sur les murs, des flèches mystérieuses agrémentées de noms étranges. Le 29 juillet, le corps d'un

homme était retrouvé dans un terrain vague à côté du musée de la moto. Une source policière précisait qu'il n'y avait pas de point de deal «à proximité immédiate». Au début de l'année, un homme a été tué d'une balle dans la tête dans une cité voisine.

En décembre 2023, sur TikTok, mo-dernité oblige, «l'imam Ismaïl» dénonçait la présence de trafiquants près de la mosquée. Un an plus tôt, il vilipendait les vendeurs de drogue. Un engagement sur lequel l'actualité récente a jeté une ombre, peut-être injuste : l'un de ses sept



Florence Bergeaud-Blackler : «Un programme de déstabilisation de nos sociétés est à l'œuvre depuis quarante ans»

Florence Bergeaud-Blackler est docteur en anthropologie et chargée de recherche au CNRS. En 2023, elle a publié *Le Frérisme* entre ses réseaux, l'enquête (Odile Jacob).

LE FIGARO. - Comment définiriez-vous les imams comme celui des Bleuets à Marseille ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER. - Je parlais de fréro-salafisme. Ces imams ou ces prédicateurs de la deuxième et aujourd'hui de la troisième génération ont été formés à l'origine par les Frères musulmans, qui eux venaient du «bled» faire leurs études ou des affaires en France. Puis la vague salafiste piétiste saoudienne est arrivée, via l'Algérie, et a contesté l'«hypocrisie» des Frères (eux-mêmes tunisiens et marocains pour la plupart), jugés trop calculateurs, trop engagés politiquement au détriment de la piété.

Les fréro-salafistes comme l'imam des Bleuets sont des figures politisées avec un engagement et un projet sociétal donc frériste, mais dont l'éthique passe

par une rigoureuse pratique salafiste. Cela ne contredit pas les Frères canal historique et cela permet à ces derniers de toucher les banlieues populaires, où la piété ostentatoire est très valorisée, alors que le politique fait l'objet de méfiance.

Quelles sont les relations entre Frères musulmans et fréro-salafistes ?

La première génération arrivée en France, les Frères musulmans historiques de l'OUIF, était constituée d'individus nés dans les années 1950-1960, comme Amar Lasfar, Fouad Alaoui ou Tareq Oubrou. Il y avait les Bordelais, les Lillois, les Lyonnais, etc. Dans les années 1970-1980, ils ont formé des prédicateurs dans tout l'Hexagone, méthodiquement : les hommes, les femmes, les jeunes. La génération née en France s'est vu privée de participation aux décisions, éternellement renvoyée à son statut de «jeunes» qui ne maîtrisent ni l'islam ni l'arabe. Certains de ces derniers se sont plongés dans l'univers arabo-islamique sous l'influence de

wahhabites, du malikisme ou de courants issus du continent indien, comme la jamaat al-tabligh, et sont devenus plus zélés que leurs mentors, allant jusqu'à reprocher aux Frères d'être une secte corrompue avec l'État français, jugeant sévèrement sa mollesse pourtant tactique à l'égard des affaires des foudrards ou de l'entrée de l'OUIF au Conseil français du culte musulman.

Les wahhabites purs lancent des mises en garde contre les Frères. La génération fréro-salafiste se contente d'être méfiante à l'égard des Frères canal historique, mais elle utilise leurs moyens de diffusion, comme les rencontres des musulmans, nationales ou régionales, porte ses idées aux banlieues, en concurrence avec une autre tendance également satellite du frérisme : l'indigénisme du PIR, d'Houaria Bouteldja, nettement moins piétiste, qui s'adresse aux plus diplômés et à la gauche mécréante.

Le fréro-salafisme comme celui de l'imam des Bleuets contribue à attirer les jeunes dans un salafisme discipliné sans jouer le jeu des wahhabites, qui les dépolitiserait trop. Cette islamisation mobilise sur ces thèmes politiques, sociétaux... La lutte contre l'islamophobie, dispositif frériste génial qui vise à discréditer toute critique de l'islamisme et aussi, j'insiste, à rééduquer et à sensibiliser à l'islam les non-musulmans, est le cœur du réacteur. Les femmes sont prises en charge par des réseaux contrôlés par les Sœurs musulmanes, qui s'adressent aux femmes enfermées chez elles, qui ont la force démographique, mais aussi aux intellectuelles qui sortent voilées, travaillent, pour participer à la transformation sociétale devant mener à la société islamique universelle.

Face à ces phénomènes, la politique de l'État est-elle efficace ?

Dans la chasse aux discours provocateurs explicites dans les mosquées, le ministère de l'Intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin, a pris des mesures d'expulsion retentissantes. Il s'est attaqué non plus seulement aux appels djihadistes, mais aussi aux discours islamistes sur la norme en contrevention avec les valeurs de la République, et cela va dans le bon sens. Le 7 octobre et la vague antisémite ont également contribué à une réponse plus ferme de l'État. Mais on devrait à présent s'attaquer aux racines de ce mal, donc nom-

mer et mieux connaître le problème. Un programme très structuré et systématique de déstabilisation de nos sociétés européennes que j'appelle frérisme est à l'œuvre depuis quarante ans. La gauche considère cette hypothèse comme complotiste, la droite le prend au sérieux, mais s'abstient de tout engagement pour des raisons électoralistes et pour ne pas être assimilée à l'extrême droite, laquelle a fait de ce combat une caricature.

Comment expliquer que l'islamisme continue à progresser, notamment auprès des plus jeunes ?

Il y a d'abord une sensibilité d'une partie des médias. L'islamisme reste un tabou. Au point que, quand on parle d'antisémitisme, on continue à chercher les causes de sa montée, consécutive au 7 octobre, à l'extrême droite alors qu'il suffit de lire, d'écouter les vidéos, d'aller dans une librairie islamique, que chaque habitant d'une grande ville peut trouver non loin de chez lui, pour constater que ce qui est enseigné aux musulmans est compatible avec la charte du Hamas. Comment va-t-on pouvoir parler de ces problèmes, dans notre ère de post-vérité, dans un moment où même les universités et de grandes institutions scientifiques boycottent, voire excluent, ceux qui voudraient simplement comprendre et faire comprendre ? Je vis dans un environnement universitaire influencé par l'extrême gauche et le wokisme béat, qui affirme depuis trente ou quarante ans que, si vous évoquez les Frères musulmans en Europe, c'est simplement parce que vous voulez détourner le regard des gens des problèmes socio-économiques, et qu'au fond vous êtes raciste et islamophobe, ce qui justifie qu'on vous fasse taire...

Pourquoi cette «volonté de ne pas voir» ? Peut-être parce qu'on n'a pas intérêt à voir ce à quoi on a contribué parfois activement pendant trente ans. Si la gauche, dont je viens, faisait son examen de conscience, ce serait tellement douloureux qu'elle ne s'en remettrait pas. Elle reste soudée à des partis alliés à l'islamisme, comme LFI, parce qu'elle sait que sa responsabilité est considérable et que l'extrême gauche pourra sortir quel-



La gauche considère l'hypothèse du «frérisme» comme complotiste, la droite le prend au sérieux, mais s'abstient de tout engagement pour des raisons électoralistes et pour ne pas être assimilée à l'extrême droite, laquelle a fait de ce combat une caricature

Florence Bergeaud-Blackler
Anthropologue

QSP **VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES**
01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

06 **SELARL D'AVOCATS Maxime ROUILLOT - Franck GAMBINI**
12 boulevard Carabacel (06000) NICE - Tél. 04.93.80.48.03 - www.rouillot-gambini.fr

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES EN UN LOT
A VILLEFRANCHE SUR MER (06230)
Moyenne Corniche - 856 Avenue Bella Vista
UNE PROPRIÉTÉ dénommée «VILLA ROMANA»



Certificat de superficie : **516,30 m²**.

La propriété fait l'objet de travaux qui ne sont pas achevés, ce qui pourrait créer une difficulté sur le plan de l'urbanisme. La propriété est inoccupée

ADJUDICATION JEUDI 3 OCTOBRE 2024 à 9h
Au Tribunal Judiciaire de Nice - Palais de Justice de Nice - Place du palais à Nice
Le ministère d'un avocat au Barreau de Nice est obligatoire pour enchérir.

MISE A PRIX : DOUZE MILLIONS D'EUROS 12.000.000 €

(Consignment par chèque de banque de 1.200.000 € libellé à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre ou caution bancaire)

Les clauses et conditions de la vente sont stipulées dans le cahier des conditions de la vente déposé au Greffe du Juge de l'Exécution Immobilière du Tribunal Judiciaire de NICE le 9 novembre 2023 - RG n° 23/00140 - Le cahier des conditions de vente est consultable au greffe du Tribunal Judiciaire et au cabinet d'avocats ci-dessus mentionné.

Visites sur place par la SCP BENABU - BAUCHE, Commissaires de justice à NICE :
Mardi 17 septembre 2024 de 10h à 11h - Lundi 23 septembre 2024 de 14h30 à 15h30
Il est inutile de prendre rendez-vous

LA SELARL ROUILLOT-GAMBINI

Les Bleuets menacée de fermeture

Les autorités pour ses discours radicaux. L'imam sera jugé le 3 octobre prochain pour «apologie du terrorisme».

enfants, l'administration glissant au passage que l'imam toucherait 2700 euros d'aide sociale, a été agressé le 26 août. Ce fils serait impliqué dans un trafic de stupéfiants. De l'argent en liquide et de la drogue ont été retrouvés dans la cave et au domicile du religieux, entendu et remis en liberté. Mais ce n'est pas pour sa progéniture que le préfet de police de Marseille, Édouard Colliex, vise «l'imam Ismail», personnage populaire.

Pour l'État, l'homme est dangereux. Selon une source policière, «prudent, il franchit parfois la ligne rouge. D'un côté,

cet homme relativement jeune (43 ans), affiche une modernité marseillaise, s'exprimant bien, très présent sur les réseaux sociaux, s'opposant à la drogue, prônant l'action sociale. De l'autre, il a un discours réactionnaire et remet en cause les valeurs de la République».

L'imam dérange aussi par le développement des activités de l'Association des Bleuets. Avec une plateforme «Oumma Mobile», fournissant gratuitement des chauffeurs aux fidèles à mobilité réduite, une école coranique, deux «pôles sociaux» organisant des maraudes au béné-

fice des SDF et livrant des colis alimentaires aux nécessiteux, un projet de centre d'enseignement à distance. Sans oublier les pompes funèbres, une agence de voyages, une compagnie d'assurances... Un véritable écosystème qui, pour les soutiens de l'imam, soulage la misère ambiante et qui, pour ses détracteurs, les enferme dans la solidarité avec l'islam radical qu'il professe.

Car la liste est longue des propos tenus ou relayés. Ainsi, en 2018, Bendjilali aurait appelé les musulmans à ne «jamais se rabaisser devant un kouffar». Le 11 septem-

bre 2022, il diffuse la vidéo d'une conférence d'un prédicateur islamiste connu pour des propos antisémites et misogynes. Le 1^{er} novembre 2022, il juge que l'abandon de la prière est un acte davantage condamnable que de tuer une centaine de personnes. En 2023, il publie une citation d'Ibn Taymiya, penseur médiéval et références des salafistes, qui valorise les «martyrs», classés parmi «les meilleurs des hommes».

Sur un registre plus politique, il dénonce, en 2021, la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), jugé proche des Frères musulmans, et

mal compris ou tirés de textes religieux que les fidèles sauraient remettre dans leur contexte.

Côté politique, les réactions sont plus que significatives. Soutien de la préfecture à droite et à l'extrême droite, qui dénonce l'imam depuis des années. Jeudi, le groupe d'opposition Une Volonté pour Marseille (droite et centre) évoquait un imam «inquiétant et dangereux, qui jette l'opprobre sur la communauté musulmane». À gauche et au centre gauche, qui dirige la mairie, c'est le silence prudent. Et LFI dénonce une fermeture «punition collective» mais sans toutefois soutenir directement l'imam.

Au-delà de fidèles qui le soutiennent, quelle parole publique défend Smaïn Bendjilali? L'un de ses avocats, M^e Rafik Chekkaï, pense que, «si les autorités appliquaient aux juifs et aux chrétiens les mêmes méthodes brutales et injustes que celles employées vis-à-vis des musulmans, la plupart des synagogues, églises et écoles confessionnelles seraient fermées». Une défense au demeurant classique. Le soutien affiché de deux conseillers municipaux ayant rejoint la majorité de gauche est plus détonnant. Et explique peut-être la gêne de l'adite majorité.

Farida Bendaouda note que la mosquée est «depuis plusieurs années la cible de l'extrême droite et de personnalités malveillantes», sans préciser si les services de renseignements font partie de ces «malveillants». Autre élu local, Sami Benfers précise «n'avoir jamais constaté le commencement d'une dérive fondamentaliste. L'État se trompe. On crée une mauvaise dynamique». Interrogé sur la nature communautaire de son soutien, il réplique : «Je suis musulman et d'origine algérienne. Et je suis républicain, je ne critique pas la République mais ceux qui la dirigent.»

Quant à la conception de la République de l'imam Ismail, un simple coup d'œil sur son compte TikTok est éclairant. Après quelques vidéos où des fillettes sont voilées de la tête aux pieds, Smaïn Bendjilali estime qu'en politique «le musulman est avec celui qui est en conformité avec ses valeurs», la droite étant «raciste» et la gauche «votant des lois opposées à nos valeurs, comme le mariage pour tous». Et d'estimer «qu'il faudra bien un jour renforcer» des partis communautaristes. L'imam prend fait et cause pour un islamiste expulsé, «sans pouvoir se défendre, expulsé pour sa simple croyance». Et de conclure : «Le Coran aujourd'hui est le problème». Pour les autorités en revanche, le problème s'appelle Smaïn Bendjilali. ■



Smaïn Bendjilali (debout), à la mosquée des Bleuets, le 23 août. L'imam Ismail a renforcé son influence sur le lieu de culte, après l'expulsion du salafiste El Hadi Douli, dont il était le bras droit.

VALERIE VREH/PHOTOGRAPHY PROVENANCE/APP

ques boules pointues le moment venu. Des élus de droite ne sont pas hors de tout soupçon, mais cela reste au niveau des appareils politiques. À gauche, c'est tout le tissu social - les associations antiracistes, les associations d'aide aux droits au logement, les LGBTQI, les associations prétendument écologistes, etc. - qui s'est allié à l'islamisme et à son cousin indigéniste, par opportunisme.

Certains collègues proches de la retraite me confient : «C'est vrai, vous avez raison, mais on ne peut pas le dire.» Dire la vérité, ce serait reconnaître que l'on s'est trompé, et c'est douloureux, car tout est écrit, tout reste. D'éminents sociologues parfois brillants ont raconté des bêtises sur l'islamisme sans jamais rien en connaître pour sauver ce qu'ils pensaient être une laïcité inclusive.

Que peut-on faire?

L'information et la formation aux citoyens. Contre une guerre de basse intensité, il faut donner aux citoyens les moyens intellectuels et juridiques de se défendre de l'endoctrinement et des agressions, sur leur lieu d'habitation, à l'école, dans les entreprises. Ne risquent-on pas une chasse aux sorcières, ne rétorque-t-on souvent? C'est une question légitime. On doit être scrupuleux et juste, mais on ne peut pas rester dans le déni et ne rien faire. Un ami me rappelait récemment cette phrase de Jean-Pierre Dupuy, qui disait, à peu près : le déni, c'est quand on ne veut pas croire ce que l'on sait.

Apprendre aux gens la vision du monde des islamistes, leurs visées politiques, sociétales. Ils ont d'ailleurs le droit d'avoir cette vision du monde, de vouloir l'imposer et convertir. Vous ne les empêcherez ni par la violence ni par la prison d'imposer leurs valeurs, mais

seulement par votre détermination à défendre les vôtres. Or, ce qui est terrible, c'est que vous pouvez entendre des gens qui vous disent : les Frères musulmans, pourquoi pas? Des gens sont prêts à abandonner la laïcité, à se convertir. À gauche, notamment, car la gauche partage avec le frémisme le multiculturalisme, le globalisme, un projet «révolutionnaire», on croit encore à une alliance provisoire avec les islamistes. Cette vieille lune n'est toujours pas passée. Les islamistes pensent exactement la même chose, mais ils ont l'histoire avec eux. L'islamisme finit toujours par dévorer la gauche.

Cela expliquerait-il pour vous la compréhension ou le soutien d'élus de gauche envers l'islamisme?

Une partie des élus LFI est dans une optique de sédition, elle cherche la décomposition de la République laïque et son désarmement intellectuel (son obsession du déconstructionnisme comme moyen et fin dans les universités) et physique (ses attaques incessantes contre la police, par exemple). Ce sont des utopistes qui ne semblent pas avoir d'autre rêve que la tabula rasa, la destruction des racines pour tout construire. C'est absurde, n'ont-ils jamais été dans un jardin?

Comment la situation peut-elle évoluer?

Les islamistes sont convaincus que, s'ils parviennent à séduire un nombre croissant de musulmans, ils pourront imposer leurs valeurs, leur mode de vie, leur organisation sociale. Cela commence par l'arrondissement des femmes, attirées d'abord pas un hidjab coloré et une tiéte musulmane, puis par sa rééducation corporelle et menta-

le. On sait que la dynamique islamiste va toujours dans le sens de plus d'enfermement, la fin du féminin dans l'espace public étant représentée par l'Afghanistan. Car, ce que j'ai appris avec le marché halal, c'est que, à la fin, c'est toujours le plus halal qui gagne. J'ai assisté à des réunions où des femmes modernes, en jupe, éduquées, finissaient par juger que, s'il fallait couper la main d'un voleur, selon la charia, au fond, ce n'était peut-être pas si bête... Je le raconte dans mon livre.

Vous êtes sous protection policière depuis un an et demi pour avoir été menacé de mort après la publication de votre ouvrage sur les Frères musulmans. Quelle est votre situation aujourd'hui? Je bénéficie toujours d'une protection. Je ne fais plus attention aux menaces sur les réseaux sociaux et ailleurs, car c'est un peu déprimant. Je suis toujours ostracisée, même si, paradoxalement, j'ai le soutien discret de beaucoup de collègues. Ma carrière est bloquée, des «alertes» sont lancées contre moi en interne. Être en désaccord, c'est normal, mais il n'y a pas de débat, et c'est ce dont je souffre le plus. Mon livre est sorti au Danemark en juin et il a suscité un débat public. Il va sortir en Allemagne, où il y a un fort intérêt. En Suède, où mon livre sera également publié, la presse commence à s'intéresser à ces accusations d'islamophobie qui visent des chercheurs pour les réduire au silence. En France, j'ai été nommée chevalier de la Légion d'honneur et j'en suis très reconnaissante. Mais, d'un autre côté, je suis obligée de donner des conférences dans des universités et des centres de recherche à l'étranger... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR J. C.

ARTCURIAL

Paire d'huilliers en argent du service Penthèvre-Orléans Maître orfèvre Edme-Pierre Balzac, Paris, 1762-1763 Estimation : 150 000 - 200 000 €



ESTIMATIONS GRATUITES & CONFIDENTIELLES Mobilier & Objets d'Art

Vente en préparation les 17 & 18 décembre

Clôture du catalogue début novembre

+33 (0)1 42 99 20 68 cnorton@artcurial.com

Jeux paralympiques : la France se met à rêver du top 5

Jean-Julien Ezvan et Cédric Caillier

Avec deux nouvelles médailles d'or, pour un total de 59 avant les finales de jeudi soir, les Bleus continuent de briller à trois jours de la fin.

Et si l'équipe de France paralympique se mettait à viser plus haut qu'une place dans le top 8, l'objectif fixé avant ces Jeux ? Si trois titres olympiques restent à conquérir pour atteindre la barre des vingt annoncée par Marie-Amélie Le Fur, la présidente du Comité paralympique français, tous les voyants sont au vert pour les Bleus à trois jours de la fin des compétitions avec 56 podiums au compteur - un de plus qu'à Tokyo - et une 5^e place au classement des médailles, alors que la judokate Sandrine Martinet a décroché de l'argent en -48 kg J2 et que Timothée Adolphe ambitionnait l'or sur 100 m au Stade de France.

Le cyclisme complète sa collection

Après la folle journée vécue mercredi lors des contre-la-montre (11 médailles, dont 4 d'or), l'équipe de France, nullement rassasiée ni freinée par la pluie, qui a arrosé Clichy-sous-Bois, a ajouté un chapitre à sa superbe campagne. Florian Jouanny (H1-2) a, avec brio, conservé son titre lors de la course en ligne, en devançant son grand rival, l'Espagnol Sergio Garrote Muñoz, de 22 secondes.

L'Isérois (tétraplégique) ne déplorait qu'une chose, au terme d'un scénario parfait, l'absence de médaille de sa compagne, Anaïs Vincent (5^e de la course en ligne, H1-4) : « J'ai géré mes efforts et j'ai réussi à l'attaquer (Sergio Garrote, NDLR) dans le dernier tour pour le décrocher. Je me suis fait une petite frayeur dans la dernière descente, où j'ai glissé, et j'ai failli aller droit dans le rond-point. Et puis j'ai pu savourer dans la dernière ligne droite avec tous les encouragements du public, c'était vraiment génial. » Il lui reste à vivre le relais : « On est une super équipe, on va tout faire pour aller chercher une deuxième médaille d'or. » Pour prolonger l'euphorie bleue : « C'est fantastique. Que ce soit sur la piste ou sur la route. C'est une belle moisson de médailles, que cela continue, c'est top. »

Jouanny a été entendu puisque les Bleus ont signé un magnifique doublé l'après-midi dans la catégorie H3. Après son succès lors du contre-la-montre mercredi, Mathieu Bosredon (paraplégique depuis l'enfance) a récidivé lors de la course en ligne au terme d'une démonstration de force. Parti seul devant quasiment dès le départ, le Corrèzien de 33 ans a eu le malheur de crever lors du 2^e tour. Repris et dépassé, le Français est revenu à la vitesse de l'éclair sur ses adversaires, avant de s'envoler irrémédia-

blement vers la victoire, entraînant dans son sillage son compatriote Johan Quail, médaillé d'argent comme la veille. Loïc Vergnaud (amputé de la jambe droite) s'est offert, lui, une nouvelle médaille d'argent (la 5^e de sa carrière, la 2^e lors de ces Jeux) derrière l'in-touchable Néerlandais Mitch Valize. Ce qui porte le total de la France à 22 en paracyclisme.

La natation, l'autre équipe au sommet

« Au Village, on échange avec toutes les disciplines, on fait une petite guéguerre sympa avec les nageurs, parce qu'on veut avoir plus de médailles qu'eux, c'est bien pour la nation », sourit le cycliste Dorian Foulon. Jeudi, Laurent Chardard a décroché une médaille de bronze sur le 100 m nage libre (S6), sa seconde lors de ces Jeux après sa 3^e place, déjà, lors du 50 m papillon. Et il s'en est fallu d'un malheureux centième pour que le Français parvienne à prendre de l'argent devant le Brésilien Talisson Glock. En revanche, pour l'or, l'Italien Antonio Fantin a survolé la course avec plus de 2 secondes d'avance sur son dauphin ariiverde. Avec Ugo Didier et Hector Denayer (200 m 4 nages, SM9), qui ont signé une jol double en argent



et bronze, la natation française en est à 13 médailles.

Une première pour Michaud

Au tir, Tanguy de La Forest n'est plus seul à porter haut les couleurs françaises à Châteauroux. Ainsi, Jean-Louis Mi-

chaud a obtenu la médaille de bronze dans l'épreuve du 50 m carabine position couchée mixte SH1, qui vient s'ajouter à l'or et à l'argent précédemment glanés par La Forest pour porter à trois le total de la délégation française sur ces Jeux. Le Grenoblois de 41 ans, champion du monde en 2023 et médaillé

Oksana Masters, un terrain de Jeux sans limites avec des médailles l'hiver et l'été

Jean-Julien Ezvan

Flamme forte. Avec l'escrimeuse italienne Beatrice Vio et l'athlète allemand Markus Rehm, l'Américaine Oksana Masters figurait parmi les têtes d'affiche de la cérémonie d'ouverture, place de la Concorde. Symbole d'une vie frappée par des tragédies qu'elle porte avec fierté, éclairée d'un sourire. « Pour moi, le succès n'a pas de début ni de fin définitive, c'est une quête perpétuelle. C'est l'endroit où je veux vivre », a écrit Oksana Masters dans un livre (*Les Parties difficiles*). Mercredi, ivre de joie, l'Américaine s'est imposée dans le contre-la-montre (H4-5) dessiné autour de Clichy-sous-Bois, un parcours technique qui réclamait un sens aigu du pilotage pour se jouer des pièges et laisser parler le punch et l'endurance. Une nouvelle étape en or dans une vie sportive incroyable. « Adoptée, amputée et star multisports, Oksana Masters est l'une des athlètes les plus accomplies et les plus polyvalentes au monde », salue Sports Illustrated.

« C'est l'une de mes médailles préférées. Défendre mon titre en contre-la-montre, à Paris, qui est un haut lieu du cyclisme, c'est spécial. Nous avons tous des bons et des mauvais jours. Dans la dernière montée, j'avais mal, mais je savais que si j'avais mal, tout le monde avait mal. Je me suis dit qu'il fallait que je continue pour rattraper mon retard en me rappelant ce pour quoi je me battais. Toutes ces émotions que je ressens, je sais ce qu'elles signifient : c'est cette petite Oksana qui n'a jamais cru en elle », résumait-elle avant de savourer une nouvelle dose de plaisir lors de la course en ligne, ce jeudi, avec un nouveau titre (le relais figure encore à son programme). Un nouveau chapitre à sa longue histoire.

Née en Ukraine en 1989, Oksana Masters raconte sur son site : « Le lieu et la date de ma naissance sont importants en raison des événements catastrophiques qui se sont produits trois ans plus tôt, lors de la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Les radiations ont eu des effets sur mon développement in utero. Je suis née en bonne santé, mais



Après son succès la veille en contre-la-montre (ici, sur le podium), Oksana Masters s'est imposée, jeudi, dans la course paracycliste (H5).

j'ai souffert de malformations congénitales importantes au niveau de mes membres et de certains de mes organes. Ma jambe gauche était plus courte de 15 cm que la droite et il manquait à mes deux jambes des os porteurs. »

« Rechercher la perfection »

Abandonnée (« parce que ces malformations allaient nécessiter une aide médicale importante »), elle fréquente des orphelinats, y subit des violences, avant d'être adoptée par une Américaine, Gay Masters, qui enseigne et vit à New York puis déménage à Louisville et lui fera découvrir la danse et l'aviron (« Dès que je suis montée sur ce bateau et que je me suis éloignée du quai, j'ai tout assimilé. Je n'ai pas eu à parler, j'ai juste tiré sur les rames et j'ai libéré toute la colère »). Amputée de la jambe gauche à l'âge de 9 ans et de la droite à l'âge 14 ans, Oksana Masters a également subi de multiples opérations de reconstruction des mains. « Je n'étais pas une athlète avant mes amputations. J'ai toujours été active, mais lorsque j'ai essayé de faire partie de l'équipe de volley-ball ou de l'équipe de danse au collège, j'étais un handicap, avec mes prothèses. Je n'étais pas assez grande, je n'avais aucune coordination et je ne savais pas si j'avais les qualités athlétiques nécessaires », a-t-elle raconté à Sports Illustrated.

« C'est en 2008 que j'ai appris l'existence des Jeux paralympiques, et j'ai

tout fait pour y participer. Je me suis engagée à fond », raconte celle qui est entrée dans les Jeux paralympiques à Londres en 2012 et a décroché une médaille de bronze en aviron. Avant qu'une blessure au dos ne l'éloigne des plans d'eau. Pas des Jeux. Elle opte alors pour le ski de fond (participe aux Jeux de Sochi en 2014, de Pyeongchang en 2018). Avec le cyclisme, elle est sur la ligne à Tokyo en 2021, avant Paris 2024, et, avec le biathlon, elle concourt aux Jeux de Pékin 2022. « J'aime étudier et rechercher la perfection. Je veux vraiment à la recherche de la course parfaite, quel que soit le résultat. Je veux juste franchir la ligne d'arrivée et ne pas regretter une seule action. » Une quête récompensée : 19 médailles au total lors des Jeux paralympiques, dont 8 d'or (2 en biathlon, 2 en ski de fond et 4 en cyclisme).

« Aujourd'hui encore, le sport est pour moi une thérapie. Le sport et ma mère m'ont sauvé la vie », résume sur le site de la Fédération américaine Oksana Masters, inscrite comme l'une des images fortes de ces Jeux paralympiques. « Je crois sincèrement que si on rêve, on peut réussir... Surtout quand on a une bonne tasse de café à la main. J'ai vécu les sept premières années et demie de ma vie dans des orphelinats, imaginant ce que cela ferait d'atteindre le succès que j'ai toujours su pouvoir atteindre... » ■

Adrien Bez

David Smétanine, 49 ans, pourrait être le père d'Emeline Pierre, 24 ans. Mais les deux nageurs sont coéquipiers depuis le début des Jeux paralympiques. Avant de plonger dans le bassin de Paris La Défense Arena, ils ont représenté la délégation française en conférence de presse au Club France, le 26 juillet. « Il y a des nageurs très expérimentés dans l'équipe », a commencé Guillaume Domingo, le manager, avant de poursuivre avec un sourire narquois : « À l'image de David, sans lui faire offense. Il participe à ses 6^es Jeux. »

L'intéressé confirme : « Je suis plus LinkedIn que TikTok... ». Et encore, le Grenoblois est loin d'être le plus vieux para-athlète tricolore à concourir aux Jeux de Paris, qui font la part belle aux profils expérimentés. La moyenne d'âge de la délégation paralympique française est de 34 ans, contre 27 aux JO, où l'Olympien le plus âgé était le cavalier Karim Laghouag, 49 ans. Aux « Paras », les aînés ont 59 ans et s'appellent Rosario Murcia-Gangloff, spécialiste du marathon en para-athlétisme, et Didier Richard, paratireur. « Être le doyen ne me fait pas grand-chose, ça me fait surtout marrer, confiait ce dernier avant le début du tournoi. C'est bien d'être encore là à 59 ans et d'avoir aussi de grandes ambitions. J'es-

père répondre aux attentes. » Le mordru de jardinage a malheureusement échoué à rapporter une médaille du centre de tir de Châteauroux.

Son « jeune » coéquipier Tanguy de La Forest, 46 ans, a brillé de son côté avec l'or et l'argent à la carabine. D'Athènes 2004 à Paris 2024, il lui aura fallu vingt ans et six Paralympiques pour enfin monter sur un podium. Côté médailles, saluons aussi le bronze de la paire du para-tennis de table, Julien Michaud et Fabien Lamirault, 99 ans à eux deux, ou encore le sacre d'Alexis Hanquingquant sur une discipline aussi exigeante que le para-triathlon. À 38 ans, le porte-drapeau ferait presque figure de jeunot et se voit bien concourir à Los Angeles en 2028.

En tout, ils sont quatorze Français à franchir la barre des 50 ans. Le record absolu, toutes nationalités confondues, est détenu par la tireuse australienne Libby Kosmala, qui avait 74 ans au moment de prendre part aux Jeux de Rio en 2016. En décrochant le bronze en parabadminton lundi, l'Allemand Thomas Wandschneider est devenu le plus vieux médaillé de l'histoire des Jeux paralympiques. Avec ses 60 printemps et sa longue tignasse grisonnante, il est aussi le plus âgé des Jeux, valides compris, depuis 2012.

Les profils « senior » sont légion, parce que de nombreux para-athlètes n'ont pas un handicap inné, mais acquis à l'âge adulte. Ainsi de la doyenne Ro-

Vive émotion après le décès de l'athlète Rebecca Cheptegei, brûlée par son ami

« Tragédie », « féminicide », « violence insensée » : les réactions ont été vives après l'annonce du décès de la marathonnienne ougandaise Rebecca Cheptegei, arrosée d'essence et embrasée chez elle par un homme présenté comme son compagnon. L'athlète de 33 ans, qui avait participé au marathon des Jeux de Paris, est morte jeudi matin. « Nous exprimons notre profonde indignation et notre immense tristesse face au décès tragique de Rebecca Cheptegei, une grande athlète

que nous avons été fiers d'accueillir et qui a contribué au succès des Jeux de Paris 2024, ont réagi les organisateurs des JO. Ce crime odieux nous rappelle la réalité alarmante de la violence qui touche trop de femmes dans la société. Nous exprimons notre solidarité envers la famille, les proches de Rebecca Cheptegei et le comité olympique ougandais. » Pierre Rabadan, l'adjoint au sport d'Anne Hidalgo, a indiqué qu'un « hommage sera rendu à Rebecca Cheptegei prochainement à Paris ».



de bronze aux championnats d'Europe cette année, monte sur le podium pour sa première participation aux Jeux. S'il a longtemps lutté pour le titre, l'ancien tireur d'élite au sein des chasseurs alpins a quelque peu craqué sur la fin et a été devancé par l'Allemande Natascha Hil-trop et la Suédoise Anna Benson. Après

avoir intégré un temps l'équipe de France de football pour amputés, le Grenoblois, qui a perdu une partie de sa jambe droite en 2011 après avoir marché sur une mine lors d'une mission en Afghanistan, a bien fait d'opter pour la carabine plutôt que pour le ballon rond. ■

Florian Jouanny a remporté la médaille d'or du cyclisme sur route H1-2, jeudi, à Clichy-sous-Bois.

MARIA ABRANCHES/REUTERS



David Smetanine (ici, mardi dans le bassin de Paris La Défense Arena) participe, à 49 ans, à ses 6^{es} Jeux paralympiques.

sario Murcia-Gangloff, qui a perdu progressivement la vue à partir de 1994 alors qu'elle était déjà une championne d'athlétisme chez les valides. « Les personnes arrivent avec un corps qui a été accidenté, qu'il faut reconstruire », ex-

« Ma recette miracle, c'est la recherche de la nouveauté permanente »

Stéphane Houdet
Champion de tennis fauteuil

plique à l'AFP Christophe Carayon, directeur technique national adjoint de la Fédération française handisport. Certains ont même eu plusieurs vies parasportives, comme Ryadh Salem, qui souffle ses 54 bougies ce vendredi. Le natif de Monastir, en Tunisie, a participé à trois éditions dans l'équipe de basket-fauteuil, puis à deux éditions en rugby-fauteuil.

Sans compter que le vivier de recrutement est plus restreint que celui des personnes valides, et les catégories plus nombreuses. Les plus vieux ont donc moins de chance d'être remplacés. A ne pas dire devant David Smetanine. « L'argument de la faible densité était

vrai dans les années 1990, explique le paranageur à Franceinfo. À l'époque, on s'entraînait quatre fois par semaine, et on se retrouvait aux Jeux. Aujourd'hui, je m'entraîne 24 à 26 heures hebdomadaires, sans compter les séances de musculation. »

Même investissement du côté de Stéphane Houdet, 53 ans, qui peut décrocher ce vendredi une médaille de bronze en double au tennis fauteuil, soit une sixième médaille paralympique. Pour durer, le Nazairien est particulièrement attentif à son matériel. Ses raquettes bien sûr – il a testé quatre modèles différents avant d'arriver à Paris –, mais aussi son fauteuil, qu'il a fait régler par une équipe d'ingénieurs. Siège, roues, châssis, rien n'est laissé au hasard pour pouvoir continuer à battre des gains de 20 ans. « Ma recette miracle, c'est la recherche de la nouveauté permanente », glisse-t-il au Figaro. Pas question pour autant de donner tout le crédit au fauteuil. « Mes adversaires vous diront que si je suis là, c'est parce que j'ai un fauteuil incroyable, assure-t-il. J'ai la prétention de dire que si je suis là, c'est parce que je joue un peu au tennis. J'adore ce sport. Et mon dopage, c'est la crème Chantilly... » ■

Les Bleus de Deschamps veulent raviver la flamme

Baptiste Desprez

Après un Euro peu séduisant malgré une demi-finale, Didier Deschamps a de nombreux chantiers.



Didier Deschamps, le 29 août, à Paris. STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Les cartables sont prêts, les crayons taillés et les mines reposées. Après un Euro conclu en demi-finale face à l'Espagne (2-1), l'équipe de France retrouve le chemin des terrains, ce vendredi au Parc des Princes contre l'Italie (20h45, TF1) puis à Décines lundi face à la Belgique (20h45) en Ligue des nations. Malgré ces affiches, l'intérêt sportif est moindre mais l'attente est grande pour les partenaires de Kylian Mbappé, escortés dans leur aventure allemande par un profond ennui et peu d'émotions en dépit d'une place dans le dernier carré de la compétition. Sous contrat jusqu'en 2026 et déjà tourné vers la suite, Didier Deschamps se sait, comme toujours, attendu pour cette rentrée. Les chantiers de la maison bleue sont nombreux.

■ Apporter fraîcheur et nouveautés

Qui dit rentrée, dit nouveauté. Excitation. Découverte(s). C'est aussi l'un des enjeux de la sélection. Dans sa volonté d'« oxygéner » le groupe qui a perdu Olivier Giroud, « DD » a convoqué Michael Olise (22 ans, Bayern Munich), Manu Koné (23 ans, AS Rome) et Loïc Badé (24 ans, FC Séville). Le premier cité, médaillé d'argent aux JO (comme Badé), est l'attraction de ce rassemblement. Arraché à Crystal Palace par le Bayern contre un chèque de plus de 60 millions d'euros, Olise, qui aurait pu jouer pour l'Angleterre, l'Algérie ou le Nigeria, dont sont originaires ses parents, attise la curiosité. Créatif, polyvalent (ailier droit, meneur de jeu...), doté d'un délicieux pied gauche et vrai beau joueur de football, celui qui a fait ses classes en Angleterre et s'est montré taiseux face aux médias mardi à Clairefontaine, possède une vraie carte à jouer. Dès maintenant. Après un Euro décevant dans la création, Michael Olise coche les cases de la future pépite. Ce sera plus délicat pour Manu Koné et Loïc Badé, qui ont profité de forfaits (Camavinga, Fofana) pour se hisser chez les A. La route s'annonce plus ardue.

■ Ne pas « tuer » les joueurs

On l'a vu à l'Euro, la majorité des stars du foot a traversé la compétition comme des ombres. La faute à un calendrier surchargé et des organismes usés. Rien n'ira en s'arrangeant, avec des préparations écourtées, une Ligue des champions avec plus de matchs et une future Coupe du monde des clubs l'été prochain (15 juin-13 juillet 2025)... Ubuesque. Et dérangeant. Deschamps et son staff en ont conscience et doivent eux aussi gérer différemment l'effectif français. Ce sera le cas entre vendredi et lundi, avec deux équipes énormément remaniées. Idem pour la suite du calendrier international où la fraîcheur sera plus que jamais le maître-mot des succès futurs. Un élément clé à anticiper si les Bleus veulent performer lors de la Coupe du monde 2026. ■

■ Assurer le spectacle pour insuffler un nouvel élan

Le décalage fut criant. Demi-finalistes de l'Euro, les Bleus n'ont enthousiasmé personne cet été en raison d'un jeu sans saveur et d'individualités pas au rendez-vous. A contrario, la vague des JO, avec un élan, une joie, des résultats et surtout des émotions, a tout balayé sur son passage. Le staff français, qui a révisonné les rencontres, en est conscient. Le spectacle n'a pas été au rendez-vous et les copies rendues furent bien trop pousives au regard du matériel à disposition. Pour cette reprise, face à de grandes nations du football sur le papier mais indigentes sur le terrain (élimination en 8^e de finale), il faudra gagner – une lapalissade – mais la bonne idée serait aussi d'emballer le Parc des Princes et le Groupama Stadium, pour insuffler un nouvel élan. La tâche incombe à Deschamps, déjà tourné vers 2026 et la Coupe du monde, et à ses hommes d'être moins « chiants » (Antoine Griezmann) et plus beaux à voir.

■ Relancer Mbappé et Griezmann

Cela ne plaira pas aux plus sceptiques désireux de voir Deschamps quitter la sélection, mais arriver en demi-finale d'un championnat d'Europe avec son capitaine et vice-capitaine passés à côté de leur rendez-vous n'est pas un résultat si catastrophique. En Allemagne, Kylian Mbappé (25 ans, 48 sélections, 48 buts) et Antoine Griezmann (33 ans, 135 sélections, 44 buts) ont raté leur Euro. Dans les grandes larges. Entre sa blessure au nez et un physique très entamé, le Madrilène (1 but) n'a été que l'ombre de lui-même, incapable de la moindre fulgurance. Même situation chez « Grizou », usé à tous les niveaux et trimbalé sur le terrain, au point même de ne plus être indiscutable en sélection. Chose impensable pour le chouchou de Deschamps, dont le statut s'est effrité tout au long de la compétition. La rentrée doit permettre à ses deux tauliers des Bleus de retrouver des jambes, le sourire et des couleurs. Avec ou sans eux, ce n'est plus la même équipe de France. À eux de dissiper les doutes. C'est urgent.

LES FINALES DU JOUR

Para-cyclisme sur route, 9 h 30 : course sur route F et H C4-5, F et H B.

Para-équitation, 9 h 30 : par équipes para-Grand Prix Special Test.

Para-athlétisme, 10 h : longueur F T47, poids F F12, javelot H F54, 1500 m H T20 et F T20, 100 m H T52, hauteur H T64, disque H F37.

Parahaltérophilie, 12 h : -72 kg H, -61 kg F, -80 kg H.

Tennis fauteuil, 13 h 30 : double H, simple F.

Para-tennis de table, 14 h : simple H MS1, simple H MS6, simple F WS1, simple F WS3, simple H MS7.

Parajudo, 16 h 08 : -57 kg F J2, -73 kg H J1, -67 kg F, -70 kg F J1, -73 kg H J2, -70 kg F J2.

Paranatation, 17 h 30 : 400 m nage libre H S6 et F S6, 50 m papillon H et F S5, 100 m dos H et F S10, 100 m papillon H et F S9, 100 m dos H et F S14, 50 m nage libre H S3, H et F S4, 100 m papillon H S11, 100 m nage libre H S8.

Para-athlétisme, 19 h : disque F F38, poids H F57, 100 m F T64, javelot F F46, 400 m H T62, longueur F T20, relais universel 4x100 m, 100 m H T51.

Volley-ball assis, 19 h 30 : hommes. Escrime fauteuil, 19 h 40 : épée H et F catégorie B et A.

MÉDAILLES (JEU/DI À 18 H 30)				TOTAL
1 Chine	68	54	33	155
2 Royaume-Uni	33	26	19	78
3 États-Unis	26	31	14	71
4 Pays-Bas	19	9	5	33
5 France	17	21	21	59
6 Italie	16	10	26	52
7 Ukraine	15	18	24	57
8 Brésil	15	16	29	60
9 Australie	12	12	19	43
10 Espagne	7	9	18	34

EN BREF

Tennis : Sinner défié par Draper

Après avoir battu Daniil Medvedev en quarts de finale (6-2, 1-6, 6-1, 6-4), l'Italien Jannik Sinner, numéro 1 mondial, affrontera vendredi en demi-finale de l'US Open le Britannique Jack Draper (25^e), novice à ce niveau en Grand Chelem. L'autre demi-finale opposera l'Américain Frances Tiafoe à son compatriote Taylor Fritz. Dans la nuit de jeudi à vendredi devaient se dérouler les demi-finales femmes opposant l'Américaine Jessica Pegula, tombeuse d'Iga Swiatek, à la Tchèque Karolina Muchova et la Biélorusse Aryna Sabalenka à l'Américaine Emma Navarro.

La mortalité des chauves-souris augmente l'usage des pesticides aux États-Unis

Delphine Chayot

La quasi-disparition de ces mammifères dans de nombreux comtés semble avoir profité aux populations d'insectes.

Le déclin de la biodiversité a des effets en cascade qui sont difficiles à quantifier scientifiquement. Mais il arrive qu'un phénomène naturel offre l'occasion d'en mesurer l'ampleur. C'est ce qui s'est produit en 2006 dans l'est des États-Unis, lorsque l'apparition d'une maladie due à un champignon a provoqué une brusque vague de mortalité chez les chauves-souris.

Dans une étude publiée jeudi par la revue *Science*, un économiste américain examine les répercussions de cet épisode, observant qu'il s'est accompagné non seulement d'une hausse du recours aux insecticides agricoles dans les comtés américains touchés par le déclin des mammifères, mais aussi d'une intrigante recrudescence de la mortalité infantile. « Ce résultat est une illustration des coûts économiques et sociaux que peut engendrer la perturbation d'un écosystème », conclut Eyal Frank, chercheur affilié à l'université de Chicago.

Après son apparition dans l'État de New York, le « syndrome du nez blanc » – le champignon se manifeste par un anneau blanc autour du museau de l'animal contaminé – s'est répandu progressivement, passant de comté en comté le long de la voie de migration des chauves-souris et causant une mortalité de 70 % des animaux. Or les chauves-souris sont des insectivores voraces, capables de consommer en une nuit de chasse jusqu'à 40 % de leur poids. « Les recherches en écologie ont montré qu'elles fournissent un service de contrôle biologique aux agriculteurs, du fait de leur grand nombre et de leur capacité à ingérer des insectes d'espèces variées, dont beaucoup sont des ravageurs de cultures », relève Eyal Frank.

L'économiste, spécialiste dans la conservation de la nature, cite notamment des expérimentations dans lesquelles on a empêché les chauves-souris d'approcher un champ, ce qui s'est traduit par une hausse du nombre d'arthropodes (insectes, araignées, tiques, etc.). Dans une autre recherche, l'imitation des signaux acoustiques émis par les chauves-souris a suffi à limiter l'infestation d'un champ de maïs.

D'où l'hypothèse du chercheur selon laquelle la quasi-disparition des chauves-souris aux États-Unis a conduit à une recrudescence d'insectes ravageurs, amenant les agriculteurs à accroître l'usage des pesticides pour les combattre. Pour la confirmer, Eyal Frank a comparé la quantité d'insecticides répandue dans la région avant et



Une étude publiée jeudi par la revue *Science* montre que la quasi-disparition des chauves-souris, dans certains comtés des États-Unis à la suite de l'apparition d'une maladie due à un champignon, avait pu aussi avoir des conséquences sur la santé humaine. RUIMMER ZWERVER/CREATIVENATURE.NL/STOCKADOB.COM

« Le changement qui se produit ici n'est pas marginal : les populations de chauves-souris dans les comtés concernés n'ont pas simplement diminué de 1 % à 3 %, mais se sont effondrées »

Eyal Frank Chercheur affilié à l'université de Chicago

après l'apparition du « syndrome du nez blanc ». Dans les comtés touchés par le champignon, il a observé une hausse du recours à ces produits de 30 % en moyenne. L'augmentation des insecticides est mesurée jusqu'à cinq ans après l'exposition des chauves-souris à la maladie. « Il est important de garder à l'esprit que le changement qui se produit ici n'est pas marginal : les populations de chauves-souris dans les comtés concernés n'ont pas simplement diminué de 1 %

à 3 %, mais se sont effondrées. D'où l'effet significatif qui est relevé », complète Eyal Frank.

Cherchant à vérifier si cet enchaînement avait pu aussi avoir des conséquences sur la santé humaine, Eyal Frank a examiné l'évolution de la mortalité infantile, en excluant les homicides et les accidents, dans ces comtés. Alors que les taux étaient comparables avant l'apparition du champignon, le chercheur relève une hausse de 8 % de la mortalité des enfants de moins de 1 an dans les zones touchées. Il estime à 1 330 le nombre de décès en excès sur la période étudiée, entre 2006 et 2017. Aucun impact ne se dégage en revanche sur le poids à la naissance ou sur d'autres paramètres de santé néonatale.

Ces chiffres ont une force statistique assez limitée, avec d'importantes incertitudes, et l'étude ne propose aucun mécanisme chimique ou biologique pouvant l'expliquer. « Ces résultats concordent avec d'autres travaux ayant documenté un lien entre pollution chimique et mortali-

té infantile », justifie l'économiste. Il cite une étude menée en Inde montrant qu'une hausse de 1 % de la quantité de polluants chimiques agricoles présents dans l'eau se traduisait par une augmentation de la mortalité infantile de 0,5 %. Des recherches menées au Brésil et aux États-Unis publiées récemment vont dans le même sens.

« L'étude ne fournit aucun détail sur les raisons des décès, et la causalité dans une étude épidémiologique est toujours complexe à établir, commente le Dr Laurence Payraastre, biologiste spécialiste des pesticides à l'Inrae. On connaît cependant de mieux en mieux les effets délétères de ces produits sur le fonctionnement humain. Donc il n'est pas absurde d'imaginer qu'une exposition chronique ou à fortes doses à ces produits peut avoir des effets délétères à une période très critique du développement. »

Cette disparition a aussi entraîné des pertes de rendement et de revenu pour les agriculteurs dans les années qui ont suivi l'apparition de l'épizootie. Le cher-

cheur estime ce coût à 27 milliards de dollars entre 2006 et 2017. Il en conclut que les pesticides n'ont pas permis de remplacer complètement les services rendus par les chauves-souris.

« Ce travail a du sens, car il fournit des pistes à explorer, mais il faudra aller plus loin dans la compréhension des mécanismes à travers des recherches multidisciplinaires, analyse Benjamin Roche, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Les liens de cause à effet sont d'autant plus difficiles à établir qu'ils sont souvent multifactoriels. » Il existe d'autres exemples de réaction en chaîne entre la santé de l'environnement et celle des hommes. « La maladie de Lyme a par exemple été favorisée par une fragmentation de l'habitat des animaux impliqués dans la transmission du parasite », souligne le scientifique. Récemment, l'extinction de dizaines d'espèces de grenouilles en Amérique centrale a entraîné une recrudescence du paludisme transmis par les moustiques au sein de la population humaine. ■

Des volcans sur la Lune au temps des dinosaures

Tristan Vey

Les scientifiques chinois ont identifié dans les échantillons ramenés par Chang'e 5 en 2020 trois petites sphérules en verre qui semblent d'origine volcanique et datées de 120 millions d'années. Une vraie surprise.

Lorsque les dinosaures levaient la tête pour regarder la lune, le spectacle était-il différent de celui que nous observons aujourd'hui ? Si des volcans étaient encore actifs à la surface de notre satellite, la question n'est pas si triviale. Or c'est bien l'étonnante conclusion à laquelle sont parvenus les scientifiques chinois de la mission de retour d'échantillons Chang'e 5. D'après leurs travaux, publiés dans la revue *Science*, la Lune n'était peut-être pas tout à fait « morte » sur le plan géologique il y a 120 millions d'années.

Si ce résultat se confirmait, ce serait une petite révolution. « Cela semble assez incroyable, mais le travail effectué est impressionnant et l'interprétation des données assez convaincante, je dois dire », analyse Frédéric Moynier, professeur à l'université Paris-Cité et à l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP), spécialiste de l'analyse des échantillons lunaires. Les équipes chinoises ont commencé par passer au crible quelques

grammes d'échantillons à la recherche de minuscules sphérules de verre. Ces structures se forment lorsque des « postillons » de roche fondue refroidissent brutalement. Cela se produit dans deux cas de figure : lors d'impacts météoritiques violents ou lors d'éruptions explosives.

Pauvre en nickel

La Lune étant l'objet d'un bombardement météoritique constant depuis sa formation il y a 4,5 milliards d'années, les sphérules sont évidemment nombreuses à sa surface. Dans les trois grammes de sol étudiés, les Chinois en ont ainsi identifié près de 3 000. Chaque « grain », presque invisible à l'œil nu, a dû être isolé avec une pointe d'épingle et scruté au microscope. Seuls 764, les plus homogènes, ont alors été sélectionnés pour effectuer des analyses chimiques poussées, avec l'espoir un peu fou que dans cette boîte de foins cosmique, ils trouveraient peut-être quelques sphérules volcaniques.

Ont d'abord été déterminées les teneurs en magnésium, en aluminium et

en calcium de chaque « candidate ». « Les verres volcaniques et les verres d'impact n'ont pas les mêmes types de composition, ce qui permet de faire un premier tri », explique Frédéric Moynier. À ce stade, seuls treize grains microscopiques présentaient des compositions prometteuses. Deuxième étape : déterminer la quantité de nickel. Au départ, la Lune était globalement pauvre en nickel. Selon le scénario le plus probable de sa formation, lorsque l'impacteur géant Théia a frappé la proto-Terre, vaporisant une grande quantité de matériau et dominant naissance à l'étrange couple Terre-Lune, le nickel a très majoritairement été capté par la Terre, où il a migré vers le noyau. Le nickel « lunaire », assez rare, a lui aussi été enfoui en profondeur. Le magma lunaire est ainsi extrêmement pauvre en nickel. Ce qui n'est pas le cas des météorites. On s'attend ainsi à ce qu'un verre volcanique lunaire soit très pauvre en nickel, contrairement à un verre d'impact. Seuls six des treize sphérules ont passé ce test.

Les chercheurs ne se sont pas arrêtés là. Un troisième critère, plus subtil encore, a alors été mis à l'épreuve : les rapports isotopiques du soufre. « Lors d'un impact, le soufre "léger" est plus facilement soufflé, et les sphérules sont donc appauvries dans cette forme par rapport aux sphérules d'origine volcanique », décrypte Frédéric Moynier. Seules trois des six sphérules présentaient une signature isotopique « riche » en soufre léger.

« Un même phénomène volcanique »

C'est là qu'intervient le coup de massue et le coup de théâtre. L'équipe chinoise a daté les trois suspects retenues au terme de ce long processus d'enquête. Et elles avaient exactement le même âge, 120 millions d'années. « La conclusion que les trois sphérules proviennent d'un même phénomène volcanique survenu à ce moment semble très raisonnable », souligne Frédéric Moynier. « L'hypothèse selon laquelle un volcanisme a pu persister jusque-là va devoir être considérée très sérieusement. »

Les échantillons ramenés par Chang'e 5 en 2020 avaient déjà montré que certaines roches lunaires n'avaient pas plus de deux milliards d'années, poussant les planétologues à devoir trouver des scénarios plausibles pour leur formation, alors que la Lune était supposée « morte » depuis longtemps déjà. Des zones du manteau lunaire seraient enrichies en oxydes riches en éléments radioactifs et pourraient fondre pour cette raison à des températures de quelques dizaines de degrés plus basses que les basaltes ramenés par les missions Apollo et Luna.

Mais ce sera encore une autre paire de manches d'expliquer comment des poches de laves ont pu se maintenir pendant deux milliards d'années de plus ! « Cela va s'ajouter au débat en cours sur l'évolution thermique des corps planétaires et la question de la manière dont les planètes refroidissent, qui n'est pas encore comprise », analysent dans un papier de commentaire dans la revue *Science* Yuri Amelin et Qing-Zhu Yin, deux spécialistes n'ayant pas participé à ces travaux. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdjour@media.figaro.fr
Téléphone
01 56 52 27 27
sur notre site
carnetdjour.lefigaro.fr

communications

Le diocèse de Nanterre
vous propose à partir du lundi 23 septembre 2024, un cycle de formation d'une durée de trois ans :

Bâtir sur le Roc
se former à la théologie pour servir en Église,
le lundi de 20 heures à 22 h 30, à Issy-les-Moulineaux, ou le jeudi de 13 heures à 15 h 30, à Nanterre.

Ouvert à tous.
Renseignements et inscriptions :
www.batisurleroc.com
formation@diocese92.fr

Le Collège des Bernardins
organise un colloque le jeudi 26 septembre 2024 de 10 heures à 17 heures,

Comment déconstruire l'antijudaïsme chrétien ?

Avec notamment :
Haim Korsia,
Yonathan Arli...

Participation à prévoir.
20, rue de Poissy, Paris (5^e),
téléphone : 01 53 10 74 44.
www.collegedesbernardins.fr

Le Collège des Bernardins
organise un colloque les mardi 24 septembre 2024 de 20 heures à 22 heures et mercredi 25 septembre de 9 heures à 17 heures,

Rives vénérables, luttes profanes : dialogues autour de la géopolitique et des religions en Méditerranée

Participation à prévoir.
20, rue de Poissy, Paris (5^e),
téléphone : 01 53 10 74 44.
www.collegedesbernardins.fr

conférences

Le Collège des Bernardins

organise une conférence le lundi 16 septembre 2024, à 19 h 30,

Intelligence artificielle, transhumanisme et éthique

par Laurent Alexandre et le père Laurent Stalla-Bourdillon.

Participation à prévoir.
20, rue de Poissy, Paris (5^e),
téléphone : 01 53 10 74 44.
www.collegedesbernardins.fr

Le Cercle France-Amériques
organise une conférence

Juristes d'entreprises et secret professionnel : un débat à forts enjeux, regards croisés franco-américains,

le lundi 23 septembre 2024 de 8 h 45 à 11 h 30.
Accueil petit-déjeuner à partir de 8 heures.

La rencontre sera animée par M. Jean-Luc Fournier, président d'honneur Cercle France-Amériques, président de la section Finances (Ceac).

Intervenants :
M. Rémy Heitz (Introduction), procureur général près la Cour de cassation, M^{re} Stéphane Bonifassi, avocat au barreau de Paris, M. Guillaume Daleff, premier vice-président au tribunal judiciaire de Paris, M^{re} Stephen L. Dreyfuss, avocat au barreau du New Jersey et de New York, ancien substitut du procureur de l'état de New York, Mme Julia Noir, directrice juridique, M. Vincent Nioré (conclusion), ancien vice-bâtonnier du barreau de Paris.

Modératrice :
M^{re} Bénédicte Querent Hahn, avocate au barreau de Paris.

Participation à prévoir.
Inscription par mail à manifestations@france-americ.org

Cercle France-Amériques, 8, avenue Franklin-D. Roosevelt, Paris (8^e).

deuils

Paris (16^e).

Mme Willie Bail, née Catherine - Ségolène de Riblier, son épouse,

Raphaële Bail, Xavier et Constance Poulet - Goffard, ses filles et son gendre, Hortense, Hombeline et Isaure, ses petites-filles,

et toute la famille

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Willie BAIL

le 2 septembre 2024, dans sa 87^e année, à Gary, Aitillac (Corrèze),

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin, à Cramaille (Aisne), le samedi 7 septembre 2024, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

129 bis, boulevard Murat, 75016 Paris.
segolednbail@hotmail.com

Saint-Gérons (Cantal).

Mme Michel Baritou,

Géraud Baritou (+), François Baritou et Emilie Duphil, Jean-Luc et Lauraine Simondi, Olivier Baritou, Nicolas et Claire de Gourcy, Jean et Céline Baritou, Henri et Agnès d'Armagnac de Castanet, ses enfants,

ses petits-enfants, son arrière-petite-fille

vous font part du rappel à Dieu de

M. Michel BARITOU

le 30 août 2024.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 3 septembre, en l'église Saint-Martin de Laroquebrou.

« La Margide », 15150 Saint-Gérons.

Vielmanay (Nièvre).
Chénérailles (Creuse).
Chamallères, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Roger et Annick Bottet, Geneviève et Jean-François Panthéon, Christine et Thierry Nivot, Anne Bottet-Mauloubier et François Gaspard, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants ainsi que sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Michel BOTTET

officier du Mérite agricole, survenu le 3 septembre 2024, à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 septembre, à 11 heures, en l'église de Sully-la-Tour (Nièvre), suivie de la crémation dans l'intimité familiale.

Condoléances sur registre.

Pas de plaques, fleurs naturelles.

Une pensée est demandée pour son épouse,

Jacqueline

Illzach (Haut-Rhin).

Raymonde Breniaux, son épouse,

Isabelle Breniaux, Jean-Jacques et Julie Breniaux, Philippe et Audrey Breniaux, Marie-Hélène et Brice Tillaud, ses enfants,

Titouan, Louison, Eve, Axelle, Kathleen, Ninon, Charlie, Delphine et Romain, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRENIAUX

colonel (c.r.), ingénieur au Mines domaniales de potasse d'Alsace (MDPA),

survenu le 1^{er} septembre 2024, à l'âge de 85 ans, à Mulhouse.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste, à Illzach, ce vendredi 6 septembre, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu le samedi 7 septembre, à 10 h 30, au cimetière de Brainans.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à l'Église sont préférés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jacqueline, son épouse, sa famille

ont la tristesse de vous annoncer le décès,

survenu le 26 août 2024, à l'âge de 91 ans, du

lieutenant-colonel Jean DELPIERRE

ancien enfant de troupe 45-50, Saint Cyr, promotion Général Laperrine, arme du génie.

La cérémonie s'est déroulée le mardi 3 septembre 2024, dans la plus stricte intimité.

Ayez une pensée pour lui.

Bertrand Durand de Corbiac, son époux,

Paul Durand de Corbiac, son fils,

Hugues et Xavier Thoré, ses frères,

toute sa famille et ses amis

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Catherine DURAND de CORBIAC

née Thoré, le lundi 2 septembre 2024, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 12 septembre 2024, à 10 h 30, en la paroisse Sainte-Cécile, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Valence (Charente).

Guy Gervais de Lafond, son père,

Erwan, Yann et Taïsha, ses enfants, et leur mère Ketty Vangout,

Nicolas, son frère,

Sophie, sa sœur Claire et Mélanie, ses belles-sœurs,

ses neveux et nièces

ont la douleur de faire part du décès de

Tanguy GERVAIS de LAFOND

survenu le 29 août 2024, à l'âge de 56 ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière d'Angoulême, le mardi 3 septembre 2024.

Hervé, Didier, leurs fils, et leurs conjoints, Charlotte, Timothée, Floriane et Esther, leurs petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Francine HAGUENAUER

née Ducas, survenu le 10 mai 2024, et du

médecin général inspecteur Gérard HAGUENAUER
officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu le 11 août 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

herv.haguenaue@gmail.com
dhaguenaue@yahoo.fr

Mme André Hervé, née Danièle Achener, son épouse,

Alice et Yann, ses enfants, et leurs conjoints,

Mathilde, Clémence et Pauline, ses petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

André HERVÉ

survenu le 30 août 2024, aux Portes-en-Ré, dans sa 81^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 septembre 2024, à 14 h 15, en l'église Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine.

Monika Jaros, Zofia et Stanislaw, Rosemarie Lanquetot, Anne-Catherine et William Barret, Manon et Maxime

font part du rappel à Dieu de

Philippe LANQUETOT

le 16 août 2024, à l'âge de 51 ans, à La Haye (Pays-Bas).

On nous prie d'annoncer le décès de

Henri LECLERC
avocat au barreau de Paris, 1934-2024

Henri, cinquante ans de lutte, de travail, d'enthousiasme, de rêves, d'indignations, de malheurs et de bonheurs, d'émotions, de vie.

Merci, on te garde avec nous.

Frédérique Baulieu, Nathalie Senyk, Marie-Laure Barré, tes associées d'aujourd'hui et tous les autres d'avant à Ornano comme rue Cassette.

On sera là le lundi 9 septembre 2024, à 15 h 30, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20^e).

Vous serez là pour lui et pour tout ce qu'il a offert au monde.

pourhenri@scpleclerc.com

SCP Henri Leclerc et associés, 5, rue Cassette, 75006 Paris.

Alexej et Andrea, ses enfants, Berme Seymour, sa compagne, M. et Mme Olivier Orban

ont la tristesse de faire part du décès de

Patrick ORBAN

survenu le 11 août 2024, dans sa 82^e année.

Véronique Yves, son épouse,

Jérémie et Brune, Antonin et Sophie, François et Astrid, Guillaume, Étienne, ses fils et belles-filles,

Philothée, Baudouin, Albane, Gaston, Gonzague, Garance, Diane, ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

M. Dominique YVES

le 3 septembre 2024, à l'âge de 77 ans, à son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, à Paris (17^e), ce vendredi 6 septembre 2024, à 10 h 30.

messes

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Gaillac-d'Aveyron, le samedi 7 septembre 2024, à 15 h 30, à l'intention de

Bénédicte FABRE MULLER

décédée le 27 août 2024.

souvenirs

Le 1^{er} septembre 2019,

Marguerite HARDY du BOS

est retournée à Dieu.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée puissent avoir une pieuse pensée pour elle.

offices religieux

La Fondation Shmouel et Bassie Azimov vous informe que

l'allumage des bougies de Chabbat avec Bénédiction

deux bougies pour les femmes mariées, une bougie pour les jeunes filles, se fera ce vendredi 6 septembre 2024, à 20 h 04 (horaire pour l'Île-de-France).

Le respect des lumières de Chabbat conduira aux lumières de la Délivrance.

Renseignements
Beth Loubavitch : 01 45 26 87 60.

disparition

Laurent Tirard, sous le signe de la comédie



VALÉRIE MACONWATP

Laurent Tirard, en avril 2016, à l'hôtel Sunset Marquis, à West Hollywood, en Californie.

Olivier Delcroix

Quelle tristesse et quelle injustice, d'apprendre la mort de ce jeune réalisateur ! Il n'aura eu le temps de signer en vingt-trois ans de carrière que treize films, dont deux adaptations du *Petit Nicolas* (de Sempé et Goscinny), le quatrième film d'Astérix, *Astérix et Obélix au service de Sa Majesté* (2012), ou encore *Le Dis-cours* (d'après Fabcaro), sorti en plein confinement, en 2020.

« Il nous a quittés ce jeudi 5 septembre 2024 à Paris, à l'âge de 57 ans, après avoir mené, avec un immense courage, un long combat face à la maladie », a indiqué son agent dans un communiqué.

Né le 19 février 1967 à Roubaix (Nord), Laurent Tirard a grandi à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Enfant, le futur réalisateur de l'excellente comédie *Mensonges et trahisons* et *plus si affinités*... se passionne pour le cinéma américain. « *Longtemps je n'ai connu que lui. Très jeune, c'est Walt Disney qui a contribué à me faire découvrir le cinéma. Puis, à 10 ans, j'ai eu un choc lorsque j'ai vu Star Wars. Parce que c'est un film justement très ancré dans les mythologies et dont l'impact est toujours puissant aujourd'hui* », expliquait-il en 2020 dans une interview donnée à la revue *L'Éléphant*.

En parallèle, son père lui fait découvrir les films de Jacques Tati. Laurent Tirard, qui n'est pas à un paradoxe près, se passionne pour ce cinéma très français. Il découvre les films les uns après les autres au gré de leurs ressorties au cinéma. Et s'avoue « très influencé » par ce cinéaste singulier dont il appréciait la distance ironique et la poésie, et qu'il citait souvent.

Obsédé par son « rêve américain », Laurent Tirard part faire ses études aux États-Unis, à la New York University. Il y découvre paradoxalement que ses professeurs sont pour la plupart européens - polonais, russes ou tchèques. Ce sont eux qui lui font découvrir le cinéma français, à commencer par Jean-Luc Godard et François Truffaut, ou le cinéma italien, de Rossellini à Vittorio De Sica.

À Hollywood, le futur réalisateur de *Molière* (2007) devient lecteur de scénario chez Warner, à Los Angeles. Il revient en France et entre comme journaliste à *Studio Magazines*. En 1999, Tirard se lance dans la réalisation avec le court-métrage, *De source sûre*, mettant en vedette Hélène de Fougerolles et Gad Elmaleh. L'année suivante, il réitère l'expérience avec *Demain est un autre jour*, avec François Berléand et Christian Charmentant.

En 2004, c'est le grand saut avec la comédie *Mensonges et trahisons* et *plus si affinités*... emmenée par Édouard Baer, Marie-Josée Croze, Clovis Cornillac et Alice Tagliani. Clovis Cornillac remporte le César du meilleur second rôle.

En 2004, c'est le grand saut avec la comédie *Mensonges et trahisons* et *plus si affinités*... emmenée par Édouard Baer, Marie-Josée Croze, Clovis Cornillac et Alice Tagliani. Clovis Cornillac remporte le César du meilleur second rôle.

En 2004, c'est le grand saut avec la comédie *Mensonges et trahisons* et *plus si affinités*... emmenée par Édouard Baer, Marie-Josée Croze, Clovis Cornillac et Alice Tagliani. Clovis Cornillac remporte le César du meilleur second rôle.

Transpositions de bandes dessinées

Tirard va ensuite exceller dans les transpositions inspirées de l'univers de la bande dessinée. En 2009 sort *Le Petit Nicolas*, adapté des cultissimes livres illustrés de Goscinny et Sempé. Cette chouette comédie familiale, incontestablement son plus grand succès, sera vue par plus de 5 millions de spectateurs. Tirard enchainera avec *Les Vacances du Petit Nicolas*, en 2014. Puis on lui confie les rênes du quatrième film d'Astérix, *Astérix et Obélix au service de Sa Majesté*, avec une pléiade d'acteurs dont Catherine Deneuve en Reine d'Angleterre, Fabrice Luchini, Guillaume Gallienne et Jean Rochefort. Ce « blockbuster à la française » fera près de 4 millions d'entrées. En 2020, Tirard adapte *Le Dis-cours*, tiré d'un roman de Fabcaro, avec Benjamin Lavernhe. Sorti en plein confinement, le film ne connaîtra pas le même engouement.

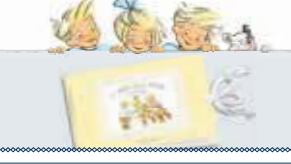
Tirard tourne également deux comédies romantiques avec Jean Dujardin, *Un homme à la hauteur*, en 2016, avec Virginie Efira, et *Le Retour du héros*, en 2018, avec Mélanie Laurent. Son dernier film, *Juste ciel*, sorti en 2023, mettait en scène des religieuses prêtes à tout pour sauver un Ehpad menacé par la ruine.

Touché par un cancer en 2012, le cinéaste avait subi une greffe de moelle osseuse ayant entraîné une réaction du greffon qui lui a « attaqué la peau, les poumons, le foie, les intestins », confiait-il en 2020. ■

LE FIGARO
le carnet du jour
Les Triplés ont 40 ans cette année et toujours un esprit d'enfant

Publiez votre annonce de naissance et recevez en cadeau *
l'album de bébé des Triplés illustré par Nicole Lambert

carnetdjour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27



* Offre valable du 07/09/24 au 31/12/24, dans la limite de 4 albums et 4 reproductions.

Telegram, X : l'ère de l'irresponsabilité pour les géants de la tech est révolue



THIBAUT BRUTTIN
ET CAMILLE GRENIER

L'arrestation du fondateur de Telegram, Pavel Durov, et la décision de la Cour suprême du Brésil de bloquer l'accès à la plateforme X montrent que les dirigeants des plateformes ne sont plus au-dessus des lois, pointent le directeur général de Reporters sans frontières* et le directeur exécutif du Forum sur l'information et la démocratie**.

L'arrestation, le 24 août, puis la mise en examen de Pavel Durov, fondateur et président de la messagerie chiffrée Telegram, en France, est une première qui fera date. Un dirigeant de grande plateforme numérique et de messagerie privée ne saurait se soustraire au contrôle démocratique. Le 2 septembre, la décision de la Cour suprême du Brésil de bloquer l'accès à la plateforme X, après que le réseau social a délibérément ignoré les demandes de la justice, marque également un tournant dans la relation entre les plateformes et les démocraties. Les secondes ne sauraient tolérer que les premières se dérobent à leurs responsabilités prévues par la loi.

Dans les deux cas, un message clair : l'ère de l'irresponsabilité pour les géants de la tech est révolue. Telegram ou X défendent de facto une version de la liberté d'expression dont le caractère absolu va de pair avec l'irresponsabilité. De même que la technologie n'est pas neutre, elle ne saurait aller sans modération appropriée. Jusqu'à présent, les plateformes semblaient donner l'impression que leurs dirigeants bénéficiaient d'une forme d'impunité, protégés par leur aura d'entrepreneurs visionnaires. Dans un cas comme l'affaire Durov, où les accusations portent sur des atteintes à la dignité humaine et des crimes de droit commun, la responsabilité de l'entreprise seule ne suffit pas. Il est crucial d'impliquer directement le dirigeant pour des faits de nature pénale, et c'est précisément l'absence de désignation d'un représentant légal par X qui a entraîné la réplique de la justice brésilienne. Il est regrettable que les démocraties doivent en arriver à mettre en examen des dirigeants de sociétés technologiques ou à bloquer des plateformes entières.

Reporters sans frontières et nombre d'organisations de défense de la liberté de la presse savent tout particulièrement gré de la possibilité qu'a ouverte Telegram pour maintenir un flux d'informations fiables vers et depuis la Russie. Mais, dans le même temps, les règles de modération que se fixent les plateformes n'interdisent pas explicitement la désinformation, et Telegram et X se soustraient régulièrement aux injonctions des autorités démocratiques. Les normes internationales et les législations des pays démocratiques sont pourtant claires : la liberté d'entreprendre n'est pas sans limite et implique que des responsabilités qu'il incombe aux juges dans les sociétés démocratiques de faire respecter. La

responsabilité juridique des dirigeants des grandes plateformes doit dès lors pouvoir être invoquée si leurs choix nuisent à l'intérêt général en concourant à la perpétration d'infractions mais également en ne protégeant pas l'intégrité de l'information en ligne.

La mystérieuse nationalité française de Pavel Durov lui garantit l'accès à tous ses droits civiques. Il est par ailleurs essentiel de rappeler que M. Durov, comme tout justiciable, est présumé innocent des faits qui lui sont reprochés et a droit à un procès équitable devant une juridiction indépendante et impartiale. Comparer cette arrestation à celle, arbitraire, d'un Jack Ma en Chine, par exemple, est totalement infondé. La défense de Telegram est révélatrice : l'entreprise considère qu'il est « absurde » de s'attaquer à son fondateur pour l'usage que font

Les plateformes numériques constituent un espace public digital qui doit être régi démocratiquement et il serait funeste de confondre une liberté d'expression sans limite avec un journalisme digne de ce nom

d'autres personnes des outils mis à disposition. En l'espèce, cette absence de régulation permettrait la circulation de contenus pédopornographiques et du trafic de drogue et entraverait les enquêtes. Lorsque Elon Musk ironise en tweetant « #FreePavel », il laisse entendre que Durov est victime d'une injustice ou d'une détention arbitraire et témoigne soit d'une incompréhension des mécanismes démocratiques, soit d'une défense intéressée.

Pire : le multimilliardaire s'attaque au Digital Services Act européen, et se montre hostile à l'égard des régulateurs, comme des médias, au nom d'une conception absolutiste du « free speech ». Il faut rappeler que Durov, libertarien proclamé, partage des valeurs proches de celles prônées par Musk, l'homme le plus riche du monde. Ceux qui voudraient faire de l'affaire Durov ou de l'affaire X au Brésil un combat contre la censure se trompent. Les plateformes numériques constituent un espace public digital qui doit être régi démocratiquement et il serait funeste de confondre une liberté d'expression sans limite avec un journalisme digne de ce nom. Dans le monde entier, une poignée d'individus détermine qui a accès à quelles informations et com-

ment. Les dirigeants des plateformes ne sont pas au-dessus des lois et doivent rendre des comptes. L'innovation et la créativité n'exemptent pas de respecter les règles démocratiques.

Défendre la démocratie en attaquant des procédures démocratiques et en réclamant l'impunité pour tous les entrepreneurs du numérique n'est pas seulement immature, c'est dangereux. Le message sous-jacent de cette affaire, qui devrait inquiéter les grandes plateformes, est qu'en Europe, au moins, l'innocence garantie par la clause du « bon Samaritain » de la section 230(c) du Communications Decency Act est sur le point de prendre fin. Aux États-Unis, ce texte de quelques lignes à peine assure aux plateformes une quasi-immunité au nom d'une soi-disant neutralité totale sur les contenus qui y circulent. Cependant, une législation datant des années 1990 ne peut plus servir de référence pour encadrer les plateformes en 2024. Le texte en question pousse à un faux dilemme : tout responsable ou tout irresponsable. La liberté n'est jamais synonyme d'irresponsabilité. Ce sont justement les procédures démocratiques qui garantissent qu'aucun abus de pouvoir ne se produise, en offrant divers recours et droits permettant une défense équitable.

Initié par le visionnaire directeur général de Reporters sans frontières, Christophe Deloire (1971-2024), le Forum sur l'information et la démocratie appelle désormais depuis cinq ans les démocraties à agir en mettant la législation au service de l'intérêt général et du droit des citoyens à bénéficier d'un espace numérique sûr, tant sur les sujets de sécurité que sur l'intégrité de l'information. À quelques semaines du Sommet de l'avenir organisé par le secrétaire général des Nations unies qui porte l'ambition de « créer un nouveau consensus international et de décider ensemble comment améliorer le présent et préserver l'avenir », la gouvernance de l'espace informationnel devenu mondial doit être une priorité. Le cas Durov ou l'affaire X au Brésil dépassent largement les frontières de la France, il y a de l'avenir de la démocratie à travers le monde. C'est cette volonté de bâtir un espace informationnel régi par des règles démocratiques que nous porterons au Sommet de l'avenir des Nations unies (ONU), les 22 et 23 septembre prochain, à New York. ■

*Thibaut Bruttin est directeur général de Reporters sans frontières et président du Forum sur l'information et la démocratie.

**Camille Grenier est directeur exécutif du Forum sur l'information et la démocratie.

Réguler les réseaux sociaux, mais sans tomber dans la censure



JULIE GIRARD

À l'heure où nos existences se tissent autant dans le réel que dans le virtuel, les États doivent se doter d'outils pour réguler les flux, analyse l'écrivain*. Mais cela ne doit pas se faire au détriment des libertés individuelles.

Les tête-à-tête élyséens entre les titans de la tech et Emmanuel Macron sont-ils en passe de se raréfier ? Au vu des conditions de séjour offertes à Pavel Durov, le fondateur et dirigeant de la messagerie Telegram, tout porte à croire qu'ils ne regouteront pas de sitôt aux ors de la République. L'arrestation du chef d'entreprise franco-russe, le 24 août dernier, sur le tarmac de l'aéroport du Bourget, comme la suspension par la Cour suprême du Brésil du réseau social X, dirigé par Elon Musk, ravivent l'épineuse question de la responsabilité des dirigeants de plateformes digitales. Jusqu'à quel point les patrons de Facebook, Instagram, X, Snapchat, LinkedIn, TikTok, et leurs concurrents sont-ils responsables de ce qui se passe sur leurs réseaux ? Autrement dit, ces plateformes doivent-elles être réglementées comme des journaux, et leurs dirigeants, écoper du statut d'éditeur ? Si Telegram a attiré l'intérêt comme les foudres des autorités, c'est notamment parce que cette messagerie aux 900 millions d'utilisateurs mensuels – qui est aussi un support de diffusion global grâce aux « chaînes » qu'elle a développées – a pris le parti d'une régulation de ses contenus à la marge, alors même que les échanges qui s'y multiplient ne sont pas cryptés de bout en bout par défaut.

Certains argueront que le climat géopolitique n'est pas anodin puisque Telegram serait utilisé par les forces militaires russes, soit. Pour sa défense, Durov revendique le statut de héros libertarien, à l'image de son rival américain, Musk. Ainsi, seule une cinquantaine de personnes sont chargées d'assurer la sécurité et la sûreté des contenus de sa plateforme. Ce chiffre a de quoi faire sourire le soldat Zuckerberg, fort d'une armée de 40 000 fans-tassins du bien, prêts à dégalier séance tenante le sabre de la censure, comme en témoignent les fermetures du compte Instagram, fin août, de personnalités politiques conservatrices. Si personne ne s'oppose à ce que des contenus à caractère violent ou criminel soient neutralisés par tous les moyens, la question de la prohibition des contenus d'une autre nature se pose avec acuité. Aujourd'hui, les États tentent, bon gré mal gré, de s'im-

miscer avec toujours plus d'insistance dans le fonctionnement d'agoras publiques digitalisées. Or, les réseaux sociaux sont des bulles hautement équivoques, qui jouent un rôle de premier plan non seulement dans la liberté d'expression des citoyens, mais également dans leur accès à l'information. En 2023, 62 % des Français s'informent via les réseaux sociaux.

Au cours des vingt dernières années, le développement des nouvelles technologies a eu pour corollaire un bouleversement de notre rapport à l'espace : au réel s'est adjoint le virtuel. Toutes nos digues ont sauté : nos corps, géographiquement spatialisés, se sont déterritorialisés. Nous baignons dans une mer d'avatars dont nous aurions beaucoup de peine à prouver l'authenticité. Notre existence se tisse désormais autant dans la réalité que dans la virtualité, c'est-à-dire dans un espace dématérialisé, globalisé, en d'autres termes, sans frontières. Combien d'heures y passons-nous chaque jour ? Non pas seulement dans son stéréotype, le monde très immersif des jeux vidéo, mais dans l'espace interstitiel, celui notamment des réseaux sociaux et des applications de messagerie. Cette évolution topologique nous oblige à délibérer sur le rôle de l'État et à interroger sa légitimité dans un nouvel espace qui, de toute évidence, le dépasse. Car qu'est-ce que l'État ? Une entité politique qui détient un pouvoir institutionnalisé sur un territoire donné.

De ce fait, l'extension de ce territoire vers l'éthéré emporte une myriade de conséquences – voire de concurrence – juridiques. Comment régner sur ce qui toujours échappe ? Rien ne paraît plus difficile que de réglementer un flux. Délimiter l'étendue de la régulation est sans doute le défi le plus difficile à relever pour les législateurs contemporains, en particulier dans des sociétés qui n'ont pas eu les moyens de se doter de leurs propres infrastructures. Où s'arrêter pour ne pas tomber dans l'écueil de l'impératif ? Le défi est d'autant plus difficile à relever que la société est polarisée et nécrosée par la bien-pensance. La pente glissante de la censure menace de toutes parts les esprits libres. Les tenants du progressisme lénifiant ont tôt fait de s'engouffrer dans les arca-

nes de l'irréprochable au grand dam de la liberté. De ce fait, le risque le plus important réside dans un surcroît de prévention : combien d'entreprises pratiquent l'autocensure par anticipation ? Et quel effet cela produit-il sur le reste du marché ?

Aux États-Unis, dans l'antre du libéralisme, la section 230 du Communications Decency Act (CDA), adoptée en 1996, limite la responsabilité des plateformes digitales en ce qui concerne les contenus diffusés par les utilisateurs. Ainsi, sauf exception de la loi fédérale applicable à des contenus spécifiques tels que ceux relatifs à l'exploitation des enfants, ces plateformes ne sont pas considérées comme les éditeurs des contenus diffusés par leurs abonnés – ce qui, en outre, a permis leur développement. L'approche européenne diffère grandement. Faute d'avoir fait émerger des réseaux sociaux européens, capables d'assurer sa souveraineté en la matière, le Vieux Continent trace fièrement son sillon éthique. Adopté en 2022 par le Parlement européen, le Digital Services Act pose des barrières réglementaires contraignantes qui, en cas d'infraction, peuvent entraîner une amende d'un montant pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise. Sur le fondement de ce texte, les plateformes doivent, entre autres, s'engager à publier des rapports réguliers et détaillés concernant la modération de leurs contenus ou encore assurer une plus grande transparence de leurs algorithmes de recommandation.

Si un cadre normatif minimal semble indubitablement nécessaire, des limites claires doivent être posées, et cela, au profit des individus, mais également des États qui pâtissent d'un manque croissant de confiance de leurs citoyens. À l'heure où les tentations pour maîtriser les opinions s'intensifient dans un contexte politique national et international particulièrement instable, rappelons-nous les mots de John Stuart Mill dans son essai philosophique intitulé *De la liberté* : « Ce n'est pas la lutte violente entre les parties de la vérité qu'il faut redouter, mais la suppression silencieuse d'une partie de la vérité ; il y a toujours espoir tant que des hommes sont contraints d'écouter les deux côtés. » ■

*Dernier roman paru : « Les Larmes de Narcisse » (Gallimard, 2024).

Les Jeux, un manifeste antiwoke



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

Lundi, a promis Tony Estanguet, nous devrions nous réveiller « différents ». Chiche ? On a sorti les grands mots, ces derniers jours, à l'occasion de cette deuxième grande fête de l'été – celle des Jeux paralympiques ; les mots du dimanche, gantés de blanc, parés de vaillants sentiments. Il arrive pourtant que les grands mots dépassent leurs auteurs ; qu'ils trahissent, malgré eux, la distance qui sépare l'intention des faits, les vœux énoncés – quelle que soit leur sincérité – de la réalité.

Teddy Riner, victime de son enthousiasme, a dû ravalier les siens : « On n'est pas des "super-héros" (le champion de judo avait ainsi qualifié les sportifs paralympiques, NDLR), on est des athlètes », l'a repris Sofyane Mehiaoui, meneur de l'équipe de France de basket-fauteuil, ajoutant : « Arrête (...) Tu ne nous aides pas, on est des personnes en situation de handicap et nous souhaitons être considérées comme des personnes normales. » Manière de souligner que, dans ce que l'on nomme parfois « droit à la différence » réside, avant tout, en préambule, le rappel de l'égalité, inconditionnelle, absolue. Voilà qui n'est sans doute pas tout à fait inutile dans un monde toujours tenté de résumer la personne à son enveloppe, sa « tunique de peau », comme l'appelle l'Ancien Testament. « L'être humain, rappelle Marie de Hennezel, n'a jamais dit son dernier mot, il est infiniment plus grand que ce que nous voyons. »

La sortie de Sofyane Mehiaoui n'a pas emporté l'adhésion de tous les paraspportifs, mais elle a jeté un coup de projecteur sur les embarras langagiers qui saisissent, trop souvent, les « valides » devant les fragilités de l'être. En bon orateur politique, Tony Estanguet, lui, a opté pour le registre volontariste : « À chacune de vos victoires, a-t-il lancé aux athlètes paralympiques, c'est tout un pays qui sera fier ensemble. Mais votre force, c'est qu'à chacune de vos victoires, c'est aussi tout un pays qui va changer. À chacune de vos victoires, le monde va progresser. (...) Il y a peu d'événements capables de rendre le monde meilleur. Les Jeux paralympiques ont ce pouvoir inégalé, non seulement de nous faire vibrer, mais de nous transformer. » Puisse-t-il dire vrai !

Le petit « guide de la cérémonie d'ouverture » de Paris 2024 (intitulée « Paradoxe, de la discorde à la Concorde ») a beau jeu de dénoncer, à toutes les pages ou presque, « une société qui se veut inclusive mais remplie de préjugés », bizarrement baptisée,

par Thomas Jolly, la « strict society », et symbolisée, dans la chorégraphie, par des silhouettes noires opposées au « creativ gang » (sic) constitué, lui, de personnages colorés ; nous invitant à réfléchir sur « nos perceptions et attitudes à l'égard de l'inclusion et de la diversité ».

Les Jeux paralympiques se veulent, selon ses concepteurs, « une école du regard ». On se prend alors à rêver d'une nouvelle « inclusion » sans « invisibilisation », ni « discrimination », pour reprendre, à bon escient cette fois, des mots trop souvent galvaudés par le jargon woke ; une « inclusion » capable, à rebours de la doxa matérialiste, d'accueillir la fragilité comme le creuset de la grandeur de l'homme – « lorsque je suis faible, disait saint Paul, c'est alors que je suis fort ».

Voilà que nos sociétés, dopées à la performance "augmentée" et au jeunisme, toujours prêtes à confondre la dignité de l'homme avec l'état des cellules qui l'hébergent, se prennent à célébrer le mystérieux élan d'humanité qui ne se puise qu'au cœur des fêlures, des cassures, des blessures

On ne peut qu'être frappé de voir combien les Jeux, paralympiques comme olympiques, se révèlent, paradoxalement, l'occasion de louer dans une magnifique unanimité ce qu'en temps ordinaire on rejette avec la même équanimité. Voilà que nos sociétés, dopées à la performance « augmentée » et au jeunisme, toujours prêtes à confondre la dignité de l'homme avec l'état des cellules qui l'hébergent, se prennent à célébrer le mystérieux élan d'humanité qui ne se puise qu'au cœur des fêlures, des cassures, des blessures – comme en quête de ce fil d'or dont les céramistes japonais subliment, depuis des centaines d'années, les fractures de leurs œuvres. Voici qu'on applaudit l'effort, qu'on salue – qu'on admire même – l'entraînement, l'endurance, le travail, oui le travail acharné des compétiteurs... Jetant, enfin, aux orties les lubies égalitaristes.

Et n'a-t-on pas entonné, à gorge déployée, sans arrière-pensées, avec joie et fierté, enfin débarrassés de nos culpabilités importées, l'hymne national, tout au long de l'été ? Si la France entière a salué les Jeux, et renoué, durant cette « parenthèse

enchante » avec quelque chose de son génie, de son énergie, c'est sans doute qu'elle a, spontanément, desserré l'étau de la pensée victimaire, de ses chimères égalitaires, de ces revendications communautaires, du méchant préchi-prêcha intersectionnel qui tétanise les esprits. Il faudra s'en souvenir...

Inutile pour autant de momifier les anneaux olympiques, ni de les clouer à la tour Eiffel comme on accroche un gri-gri au mur ; ce ne sont pas les anneaux, mais l'esprit, qu'il nous faut !

Le sens de la peine

On nous l'a déjà dit : la justice « applique le droit ». Comment, pourtant, comprendre la remise en liberté d'un chauffard à l'heure où sa victime, une fillette de 7 ans, agonise sur un lit d'hôpital ? Peut-on, raisonnablement, accepter la mort d'un gendarme, percuté de plein fouet sur la chaussée lors d'un contrôle routier par un autre chauffard, multirécidiviste, dix fois poursuivi, sans être jamais incarcéré ?

Les juristes trouveront, c'est certain, de nombreux arguments : le juge des libertés n'est pas chargé de la condamnation, le trouble à l'ordre ne peut pas (plus) être invoqué en matière correctionnelle, etc. Au procès en laxisme, ils opposent, à la manière des pharisiens, la légalité des décisions des juges. Que la justice ne plétine pas le code, c'est heureux, ne peut-on s'empêcher de penser. Est-ce pourtant suffisant ? Assurément non. Les enquêtes montrent que plus de la moitié des Français – un pourcentage qui ne cesse d'ailleurs de croître – ne font pas confiance à l'institution judiciaire, dont ils perçoivent l'affaiblissement. 80 % d'entre eux la jugent laxiste selon le dernier sondage CSA-Europel.

Au cours des dernières décennies, les grandes cours, notamment la Cour européenne des droits de l'homme, ont été attentives à la sensibilité accrue du public aux garanties d'une bonne justice. Il ne suffit pas que la justice soit rendue, ont-elles énoncé, il faut aussi qu'elle ait l'apparence d'une bonne justice, qu'elle soit vue comme telle. Le sentiment du justiciable s'est immiscé dans la question du « procès équitable ». Il s'agit principalement, certes, pour la CEDH, de défendre l'indépendance des magistrats, mais il n'en reste pas moins que l'importance de la perception de la justice par l'opinion dans la préservation du contrat démocratique est aujourd'hui posée. À bon entendre... ■

Le pari du pape François sur l'islam indonésien



ANALYSE
Jean-Marie Guénois

Pour la deuxième fois de son pontificat, le pape François a signé ce jeudi, à Jakarta, un accord engageant l'Église catholique avec des autorités musulmanes. Le texte peut se résumer en une ligne par l'engagement des deux religions pour une « solidarité fraternelle » contre la « culture de la violence » et pour la sauvegarde de la planète. Ce document est modeste comme est immense l'Indonésie, premier pays musulman du monde. D'où sa portée. 90 % de la population de 270 millions d'habitants y professent un islam qui n'est pas conditionné par la culture arabe ou perse mais par les profonds d'une sagesse asiatique, avec ses religions primitives, mâtées d'hindouisme et de bouddhisme. Racines qui nourrissent à jamais dans les esprits une autre conception de Dieu, du monde, des autres, de la société, visions qui s'imposent avant tout dogme.

C'est ainsi que la charia n'a pas été appliquée en 1945 quand le pays a adopté sa première Constitution indépendante. Que la démocratie est devenue un principe indiscutable et respecté dans ce pays « musulman ». Que les droits d'un chrétien, d'un bouddhiste ou d'un musulman sont identiques, même si la vie de tous les jours n'a pas toujours cette évidence juridique. Le Pancasila, cinq principes simples, a en effet guidé la construction de l'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé au monde après l'Inde, la Chine et les États-Unis. Cinq principes coulés dans le préambule de la Constitution de 1945 : la croyance en un Dieu unique, une humanité juste et civilisée, l'unité de l'Indonésie, une démocratie guidée par la sagesse à travers la délibération et la représentation, la justice sociale pour tout le peuple indonésien.

La mentalité asiatique admet mal en effet que la religion s'immisce trop avant dans la chose politique. Ce facteur a permis au président Sukarno, musulman, d'imposer habilement cette philosophie d'État. Philosophie, ou plutôt religion civile qui ne disait pas son nom mais qui empêchait une religion, l'islam, en l'occurrence, de prendre le pouvoir. Depuis, cet ADN de l'Indonésie a largement fait ses preuves. Il a aidé ce pays archipel aux 17 000 îles, 1 300 groupes ethniques et 700 langues, quatre fois plus vaste que la France, à bâtir et consolider une unité qui paraissait impossible à tenir.

Faire bouger les lignes

C'est donc vers l'un des empires mondiaux de l'islam, à la religion modérée – l'économie utilise par exemple le prêt à intérêt sans gêne – que François a voulu tendre la main, au nom de l'Église catholique. Il avait fait de même, en 2019, avec l'appui de l'Égypte en signant, aux Émirats arabes unis, un « Document de la fraternité ». Il a eu beaucoup de mal à faire vivre ensuite cet engagement qui servit davantage à redorer l'aura de l'université al-Azhar du Caire que l'image de l'Église catholique – même si cette université islamique fut copieusement critiquée par les musulmans pour s'être rapprochée des chrétiens.

Pourquoi François persiste et signe ? Parce que ce pape jésuite sait que ce n'est pas le texte qui compte ici mais la démarche de rapprochement et de dialogue qu'il a suscitée. Il fallait le voir, jeudi matin, à bientôt 88 ans, dans une immense tente surchauffée à l'atmosphère tropicale plantée pour l'occasion dans la cour de la mosquée, regarder avec passion ses interlocuteurs et voir ceux-ci très honorés de sa présence, ne pas cacher leur admi-

ration pour l'audace du personnage vêtu de blanc qui tentait, sans se lasser, de faire bouger les lignes pour rapprocher au contraire ceux qui créent des fractures.

Parce que ce vieux pasteur jésuite, sans illusion sur la nature humaine, sent des dangers qui pressent. Il cherche à les conjurer. Cette phrase prononcée après la signature est son testament : « Je vous encourage à poursuivre sur cette voie : que tous, tous ensemble, chacun cultivant sa propre spiritualité et pratiquant sa propre religion, nous pensions marcher à la recherche de Dieu et contribuer à construire des sociétés accueillantes, fondées sur le respect mutuel et l'amour réciproque, capables d'écarter la rigidité, le fondamentalisme et l'extrémisme, qui sont toujours dangereux et jamais justifiées. »

Parce que ce jésuite argentin, venu d'un pays aussi excentré sur le globe que l'Indonésie, sait trop le poids à venir de l'Asie dans ce troisième millénaire. Dont cette Indonésie, mal connue si non par ses cartes postales, laboratoire d'un pluralisme religieux sans syncrétisme qui sera probablement exemplaire pour le monde qui vient. ■



LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25 rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25 rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thredat (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
samedi de 9h à 13h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 45 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allentignac. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro PU 011/001. Europapier : 100% 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 12 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 12 pages
Sur certaines éditions :
Supplément A
Magazine 140 pages
Cahier TV 50 pages
Supplément 5 Madane
180 pages

Jennifer Tamas : « La galanterie est née d'un rejet de la violence masculine »



Propos recueillis par
Madeleine Meteyer

Pour l'universitaire, la galanterie ne se résume pas à payer l'addition. Inventé à la cour de Louis XIV pour pacifier les hommes, cet art de la relation peut nous être utile aujourd'hui.

Se montrer galant, est-ce encore bien vu ? Et d'ailleurs, être galant, qu'est-ce que cela implique ? De tenir la porte ? De ne pas brusquer l'autre ? Est-ce une affaire d'hommes ? Déjà auteur de plusieurs essais bien troussés sur l'influence de la littérature du XVII^e siècle – sa spécialité, son grand amour – sur nos débats et mœurs actuels, Jennifer Tamas, agrégée de lettres modernes et professeure à la Rutgers University (New Jersey), signe un passionnant essai, *Peut-on encore être galant ?*, au Seuil.

LE FIGARO. – Il y aurait, soutenez-vous, un malentendu au sujet de la galanterie. Nous ne la comprenons plus. Ce « nous », ce sont ces féministes qui appellent à faire table rase du passé ? JENNIFER TAMAS. – Il y a effectivement plusieurs écrits féministes qui affirment que la galanterie, l'amour courtois, le romantisme sont tous des subterfuges destinés à enfermer en fine les femmes dans une relation où elles ont un rôle subalterne et que pour « réinventer



« C'est une façon dévirilisée de cultiver les liens entre les sexes et parfois d'aller vers l'amour », explique Jennifer Tamas.

l'amour » aujourd'hui, pour le débarrasser de sa violence, il faut faire table rase de ce qui a existé. Mais ces féministes sont loin d'être les seules à « mal comprendre » cette notion. Certains la confondent avec le libertinage quand Alain Finkielkraut la confond avec le romantisme et prend le duc de Nemours, dans *La Princesse de Clèves*, pour l'exemple du galant alors que ce dernier ne cesse de revenir à la charge et se comporte plutôt comme ce qu'on nomme de nos jours un « harceleur ». Très récemment, un sondage Ifop est sorti dans le magazine *Elle*. Il interroge des

femmes sur leur rapport à la galanterie en réduisant celle-ci à des gestes emblématiques comme payer l'addition ou tenir la porte... À la fin, le sondage recatégorise cette galanterie en « politesse ». Alors que la galanterie a une dimension autrement subversive et politique.

Elle a été inventée à la cour de Louis XIV pour pacifier les hommes... Exactement. La galanterie est née d'un rejet de la violence, sous toutes ses formes. Pour comprendre l'élaboration de cette notion, il faut se replonger dans la France traumatisée par les guerres de

Religion. À la Saint-Barthélemy, le 24 août 1572, des Français ont tué des Français. Les souverains qui arrivent par la suite sur le trône, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, cherchent des moyens de réconcilier un peuple. Henri IV prescrit ainsi un « devoir d'oubli » pour vivre ensemble, quand Louis XIV structure la cour royale afin de s'assurer de la fidélité des nobles, d'imposer le français et d'initier un processus de civilisation, notamment des mœurs sexuelles. Madame de Rambouillet décreta qu'il faut « débrutaliser les hommes ». La galanterie est l'une des briques de ce processus. Elle est une façon dévirilisée de cultiver les liens entre les sexes et parfois d'aller vers l'amour.

L'amour courtois médiéval n'était-il pas déjà une façon de séduire dans la paix ?

L'amour courtois était très différent de ce que fut la galanterie. Il avait cours à une époque où le mariage était largement décorrélé de l'amour car commandé par des systèmes d'alliances. Il était donc par définition adultère, compromettant pour la femme qui soumettait son chevalier à des épreuves afin de voir s'il méritait qu'elle mette son honneur en danger. Tout d'abord, cet amour était voué à la destruction. « Voulez-vous entendre un beau conte d'amour et de mort ? » C'est comme cela que commence *Tristan et Yseult*. La galanterie est plus réjouissante. C'est un jeu de l'esprit, une découverte de l'autre. *La Carte de Tendre*, de Madeleine de Scudéry, une cartographie des sentiments, l'illustre très bien. Au XVII^e siècle, Madeleine de Scudéry, qui toute sa vie resta « mademoiselle », est une dame qui reçoit chez elle des « amies et amis », comme elle ne cesse de l'écrire, pour former des cercles de conversations. Un jour, Valentin Conrart, de l'Académie française, s'inquiète de l'influence d'un nouveau venu, Paul Pellisson, et il demande à Scudéry comment garder la place qu'il a dans son cœur. Elle lui répond que les liens ne jouent pas tous le même rôle et qu'une « nouvelle amitié » peut cohabiter avec une amitié plus établie. De cette anecdote personnelle est née *La Carte de Tendre*, où elle conceptualise et cartographie le passage d'un sentiment à un autre, grâce à la conversation, les mots d'esprit, les attentions, mais aussi les maladrotes, et le risque que l'amitié sombre dans la « mer d'indifférence », le « lac d'indifférence » ou pire encore... la « mer dangereuse ». Scudéry a bien conscience que les sentiments peuvent être corrosifs mais l'art de la galanterie est de les maîtriser. C'est subversif, car quand Scudéry dit qu'on peut nouer une amitié avec un homme sans jamais l'épouser, elle le dit à une époque où l'Église décrit au contraire l'amitié comme la meilleure voie vers le mariage.

La galanterie s'est construite dans une cour cosmopolite mais européenne, avec des influences espagnoles,

italiennes, anglaises. Aujourd'hui, des femmes se plaignent du harcèlement de rue et pointent souvent les comportements de certains hommes issus de l'immigration, pas tous familiers de nos mœurs sexuelles... Il m'est impossible de faire le lien entre immigration et héritage raté de la galanterie : la moitié de ma famille vient d'Égypte ; l'autre, de Guadeloupe, et je me suis spécialisée dans le siècle galant. Par ailleurs, la notion est complexe, et avant de l'étudier je ne savais pas moi-même la définir car elle est kaléidoscopique. Il y a autant de façons d'être galant que de personnes, puisqu'elle est l'art du lien d'une personne à une autre. Dès le XVII^e siècle, la galanterie a été instrumentalisée par des hommes pour faire du tort aux femmes, et c'est cette virilisation de la galanterie qui a été transmise aussi bien aux Français dits de souche qu'à ceux chez qui nos « modèles galants » ont été exportés.

Qui donc, alors, a tourné en dérision cette notion jusqu'à la perdre de vue ? Molière et ses précieuses ridicules ? Le XIX^e siècle romantique, pour lequel elle s'opposait à l'authenticité ? L'histoire littéraire a effectivement retenu l'accusation de Molière contre les « précieuses », en opposant les galants (réduits aux hommes) aux précieuses (vues comme ridicules). Dès le XVII^e siècle, des hommes détournent *La Carte de Tendre* de Madeleine de Scudéry pour en faire la « carte du pays de Braquerie », qui doit aider les hommes à obtenir des faveurs sexuelles à force d'attentions calculées. Ensuite, les romantiques ont en effet caricaturé cet art de la conversation en jeux d'esprit d'une grande vanité. Au fil des années, la galanterie a été assimilée à un procédé de séduction masculine par confusion, ou parce que des hommes qui supportaient mal de perdre leur préséance dans le dialogue entre les sexes l'ont virilisée afin de garder l'avantage.

« Cet art de la relation et du soin reste utile, même si les mœurs et les lois ont changé et que les problèmes se posent différemment »

A-t-on encore besoin de cette notion à une époque où l'éventail des choix des femmes s'est élargi au-delà du couvent et du mariage, où elles fréquentent des hommes sans les épouser et vantent déjà largement les bienfaits de l'amitié ? Je crois que cet art de la relation et du soin reste utile, même si les mœurs et les lois ont changé et que les problèmes se posent différemment. Tout le monde parle du « care » en ce moment, Scudéry parlait de la tendresse et du fossé qui sépare l'amour de l'amour tendre. Cette notion est intéressante à un moment où échanger des idées opposées d'une façon polie est devenu très difficile. Les algorithmes et les nouveaux « cercles » nous conditionnent à « aimer » et à « liker » ce qui est pensé pour nous plaire. Aux États-Unis, c'est flagrant. Les gens évitent les débats non consensuels et l'amitié hommes-femmes n'a rien d'une évidence. Pour les goûters d'enfants, par exemple, ce sont les pères qui contactent les pères, les mères qui contactent les mères. La galanterie permet de penser autrement la mixité. Elle aide à accepter l'autre. Madeleine de Scudéry était la galante par excellence : entourée d'amies et d'amis et refusant le mariage. Dans son livre *Clélie*, elle met ainsi en scène un personnage qui dit que le mariage n'est jamais une bonne chose : soit on n'aime pas la personne, et la contrainte sera terrible ; soit on l'aime, et on a la prétention de fonder une famille et une vie entière sur un sentiment volatil. Scudéry fait cependant droit à ceux qui ne pensent pas comme elle et marie son héroïne avec un homme charmant avec lequel elle réussit à transformer l'amour en amour tendre.

Être galant, est-ce être féministe ? Tout dépend du sens qu'on donne au mot : oui, si c'est faire droit aux femmes et les traiter en égales. ■

LE FIGARO Billetterie

Théâtre Humour Variétés

ALEXIS LE ROSSIGNOL
SCANDALEUX ALBUM

ANTOINETTE
CHECK UP

BOUTEN PARISIENS
La Veuve Russe Goldoni

CHAZEL LEEB
PARLE MOI D'AMOUR

La Famille

MON JOUR DE CHANCE

Tous vos spectacles sur billetterie.lefigaro.fr

LE FIGARO

économie



BUDGET

LES COLLECTIVITÉS LOCALES SONT-ELLES RESPONSABLES DU DÉRAPAGE DU DÉFICIT ? PAGE 22

HIGH-TECH

TV CONNECTÉE : LA BATAILLE DES SYSTÈMES D'EXPLOITATION PAGE 24



Les PME au cœur de la réindustrialisation

PERNOD RICARD/PSG, SEBASTIEN BOZON/AFP, HUB/ANDREY POPOV/STOCK ADOBE



Occultées par la création de « gigafactories », les ouvertures de sites de production par les start-up, PME et ETI assurent l'essentiel du renouveau industriel français. PAGES 20 ET 21

L'U2P appelle à une négociation sur l'enjeu des salaires

Si la France a enfin un premier ministre en la personne de Michel Barnier, les problèmes d'hier n'ont pas pour autant disparu. À commencer par la question du pouvoir d'achat, hissé en priorité numéro un par les ménages français. Soucieux de voir les partenaires sociaux se saisir rapidement du sujet, le président de l'organisation des entreprises de proximité U2P, Michel

Picon, a appelé ce jeudi à l'organisation d'une réunion « en urgence » avec les autres représentants patronaux et syndicaux. « Jamais la période n'a eu autant besoin de dialogue social, a-t-il fait valoir, nous devons démontrer que nous sommes capables de trouver ensemble des voies d'accord. » Pour le dirigeant, il s'agit d'éviter les mauvaises surprises. Certes, le

scénario noir d'une prise de pouvoir de la gauche et de son cortège de mesures fiscales et sociales - smic à 1 600 euros, indexation des salaires sur les prix... - semble écarté, mais la crainte d'un coup de pression pour augmenter les rémunérations n'est pas écartée. Le but est donc de prendre l'initiative et de ne pas laisser la main au politique. Le président de l'U2P a d'ailleurs lancé

des premières pistes de réflexion. Il propose notamment d'alléger la taxation du travail au détriment des autres acteurs. Les Français ne conservent que « 54 % de la rémunération versée par l'entreprise », contre « 70 % des dividendes », « 86 % de la retraite », et « 94 % des revenus de l'héritage », a-t-il énuméré. Aux autres organisations de prendre la balle au bond. T.E.

> FOCUS

L'ABSENTÉISME RECULE CHEZ LES SALARIÉS DU PRIVÉ

Alors que les arrêts maladie des fonctionnaires sont dans le viseur de Bercy, l'absentéisme des salariés du privé a, lui, reculé en France l'an dernier, pour la première fois depuis 2016, révèle une étude publiée jeudi par le cabinet de conseil WTW (Willis Towers Watson). En 2023, le taux d'absentéisme en entreprise a atteint 4,8 %, contre 5,4 % l'année précédente. Cette baisse générale s'est accompagnée d'une diminution de la part des salariés ayant eu recours à un arrêt de travail, ainsi que du nombre moyen d'arrêts par salarié. Cette diminution est cependant « à prendre avec précaution », notamment au regard d'un taux d'absentéisme élevé l'année précédente, observe Noémie Marciano, directrice assurances de personnes et avantages sociaux chez WTW. La tendance globale depuis plusieurs années reste à la hausse, sous l'effet d'un « vieillissement de la population active » et des « habitudes de vie (...) modifiées avec le Covid », explique-t-elle.

Un seul indicateur, la durée moyenne des arrêts de travail, est en hausse, passant à 23 jours contre 20 jours l'année dernière. Celui-ci augmente quel que soit l'âge des salariés, souligne Noémie Marciano, qui pointe notamment l'effet des risques en matière de santé mentale. Les femmes totalisent en moyenne plus de jours d'absence que les hommes. Les absences restent aussi plus nombreuses parmi les ouvriers et les employés que parmi les professions intermédiaires et les cadres, « possiblement en raison de la pénibilité de leur emploi », estime WTW.

M.-C. R.

le PLUS du FIGARO ÉCO

TELEGRAM

La Corée du Sud ouvre une enquête après une déferlante de fausses vidéos

PAGE 25

LA SÉANCE

DU JEUDI 05 SEPTEMBRE 2024

CAC 40
7431,96 -0,92%

DOW JONES
40592,65 -0,93%

ONCE D'OR
2435,00 (2430,00)

PÉTROLE (Brent)
73,100 (72,700)

EUROSTOXX 50
4821,11 -0,56%

FOOTSE
8241,71 -0,34%

NASDAQ
18819,17 -0,54%

NIKKEI
36657,09 -1,05%

L'HISTOIRE

Sous pression des Marseillais, Pernod Ricard divorce avec le PSG

La guerre entre l'OM et le PSG a fait une victime collatérale. Sous pression des supporters marseillais, Pernod Ricard, qui a vu le jour en 1932 dans la Cité phocéenne, a dû renoncer jeudi à son mariage avec le club parisien. Lundi, le numéro deux mondial des spiritueux avait annoncé devenir partenaire officiel du PSG pour promouvoir certaines de ses 240 marques à l'étranger. Il y voyait l'occasion de s'appuyer sur la notoriété du club parisien, dans le top 5 des franchises de foot au niveau mondial, pour continuer son essor à l'international. Pernod Ricard, qui s'est engagé à verser plusieurs millions d'euros pour s'associer au club de la capitale jusqu'en 2028, négocie avec le PSG pour limiter l'impact financier de cette rétractation.

« Il y a un fossé entre ce que nous avions annoncé, qui concernait la promotion de nos grandes marques de whisky et de champagne sur certains marchés à l'étranger, et ce qui a été perçu, détaille un porte-parole du groupe. Ricard, une marque très française, n'a jamais été concernée par ce partenariat et encore moins en France où un tel type de sponsoring est interdit. »

La rivalité entre les deux clubs et les risques sur l'image et l'activité du groupe ont eu raison du projet. De vives réactions avaient émergé sur les réseaux sociaux. « Fini le Ricard. Ma dernière bouteille... J'aurais l'impression de trahir mon club, et de salir ma dignité à chaque gorgée », écrivait un supporter, écoeuré, sur X (ex-Twitter). D'autres avaient lancé un mot-clé, #BoycottRicard, sur le réseau social. ■

WLADIMIR GARCIN-BERSON ET OLIVIA DÉTROYAT



Vendre des médicaments sans ordonnance, la piste d'économies des labos

Faut-il forcément passer par un médecin pour se procurer un antimagréneux, un collyre antiallergique ou un traitement contre l'acné ? Non, assurent les laboratoires pharmaceutiques spécialistes des médicaments de premier recours. Leur fédération, Nères, plaide pour que le gouvernement élargisse la liste des médicaments vendus sans ordonnance (mais remboursés par la Sécurité sociale s'ils sont prescrits par un médecin, tel le Doliprane). À la clé, un meilleur accès des patients aux traitements des maux de tous les jours et des économies pour la Sécurité sociale. « 36 % des Français ont consulté un médecin généraliste pour des maux du quotidien lors de leurs trois dernières consultations médicales, relève la fédération. 24 % des visites aux urgences sont même dues à des problèmes similaires. » Ces affections de type rhume, allergie légère ou migraine déjà diagnostiquées pourraient être

soignées sans passer par la case médecin, assurent les laboratoires. La France dispose d'une marge de manœuvre. Elle figure parmi les pays où les médicaments sont le plus difficilement accessibles sans ordonnance. Nères a identifié 99 molécules déjà vendues sans ordonnance dans d'autres pays européens. Si les patients pouvaient les acheter sans consulter leur médecin, la Sécurité sociale économiserait 201 à 377 millions d'euros par an, calcule la fédération. Cette économie provient à 58 % des consultations médicales évitées et à 42 % du non-remboursement du médicament. Aujourd'hui, le fait de pouvoir se procurer un traitement sans ordonnance représente une économie de 3,1 milliards d'euros par an, soit « environ 36 % du déficit de l'Assurance-maladie en 2023 », et deux heures de temps par jour et par médecin, estime la fédération.

MARIE BARTNIK

Le retour de l'industrie en France passera par les ETI

Louise Darbon

Actionnariat familial, ancrage local, priorité au temps long... Les entreprises de taille intermédiaire sont un levier incontournable pour répondre à la désindustrialisation du pays.

Emmanuel Macron en a fait le nerf de la guerre de sa politique économique. Après avoir subi un déclin continu, la part de l'industrie manufacturière étant passée de 17 % en 1995 à 11 % en 2017, l'industrie est depuis deux quinquennats au cœur des préoccupations de l'exécutif. Des financements, via le plan de relance post-Covid ou France 2030, aux opérations de séduction comme le sommet Choose France, la France veut inverser la tendance. Avec un certain succès, le nombre de créations nettes d'usines s'étant établi à 201 en 2023, selon la Direction générale des entreprises, contre 176 en 2022, soit une hausse de 14 %.

Vitrines de la réindustrialisation, les projets de « gigafactories » se sont multipliés ces dernières années. S'ils sont source de créations d'emplois industriels bienvenues - alors que la France a perdu 900 000 emplois manufacturiers entre 1995 et 2017 -, ces projets ne représentent qu'une petite proportion des créations de sites industriels. En revanche, 75 % des ouvertures d'usines recensées en 2023 en France sont à mettre au crédit des start-up industrielles, des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI), souligne une note de la Direction générale des entreprises (DGE) publiée en mai 2024.

Si la France veut atteindre ses objectifs en matière de réindustrialisation, la contribution à la création de valeur ajoutée industrielle devra

venir à 60 % des start-up industrielles, des PME et des ETI contre 40 % pour les grandes entreprises, conforte Bpifrance Le Lab dans une récente étude intitulée « Comment gagner la bataille de la réindustrialisation ? ». Et l'opinion publique ne s'y trompe pas : l'enquête montre que 88 % des Français placent leur confiance pour l'industrie de demain dans les PME, et 79 % dans les ETI.

D'ailleurs, certains associent à la structure même de l'industrie française les raisons de son déclin. La production française « est marquée par une part plus importante des grandes entreprises, qui sont sensibles au risque de délocalisation », souligne la note « Où en est la réindustrialisation de la France ? », publiée par Bercy. À l'inverse, des pays comme l'Allemagne ou l'Italie, qui bénéficient d'un tissu davantage composé de PME et d'ETI, seraient moins soumis à ce risque. L'Allemagne n'a ainsi perdu que 6 % de ses emplois manufactu-

riers entre 1995 et 2017, quand la France en a vu disparaître 27 %.

« Derrière l'objectif de réindustrialiser, il y a celui de la revitalisation du tissu industriel, qui passe par un maillage du territoire, et non quelques grands projets très localisés », analyse Olivier Loth, spécialiste de la performance industrielle chez KPMG et coauteur de l'étude « Réindustrialisation : le facteur ETI », écrite en partenariat avec le Mouvement des entreprises de taille intermédiaire. « Les ETI ont des caractéristiques propres, intrinsèques, qui font d'elles des entreprises à même de porter cette réindustrialisation », conforte Georges Maregiano, associé directeur national du marché ETI de KPMG France. Une certitude qu'il fonde notamment sur l'ancrage territorial bien connu de ces entreprises, dont 70 % ont un siège social implanté en dehors d'Île-de-France. Lorsque vient la décision d'implanter un nouveau site, de développer un projet existant ou de relocaliser une production, 46 % des PME et 35 % des ETI envisagent de le réaliser à proximité de leur usine, selon Bpifrance Le Lab. Alors que le foncier économique se fait de plus en plus rare, les projets plus modestes y trouvent leur compte. Or 69 % des ETI ayant un projet de développement industriel déclarent avoir besoin de moins de 2 hectares de terrain. Contre 130 hectares pour la gigafactory de Prologium, à Dunkerque, par exemple.

Il n'a ainsi fallu à Frédéric Viguié, président de Didactic, que 1,4 hectare pour relocaliser sa production de per-

« Les ETI ont une responsabilité colossale dans ce pays : si elles décident aujourd'hui de continuer leur développement industriel en France, elles peuvent changer la face de l'industrie »

Philippe Veran
PDG de Biotech Dental



fuseurs médicaux en France, à côté de son bâtiment existant. L'entreprise, qui emploie 170 personnes, étant née au Havre il y a cinquante-cinq ans, « il ne m'est jamais venu à l'idée de m'installer ailleurs quand j'ai décidé de relocaliser. C'était inconcevable », explique le dirigeant. Il a ouvert son usine à 10 kilomètres des locaux d'origine, à Saint-Jean-de-la-Neuve (Seine-Maritime), commune de 700 habitants qui

accueille le siège social de l'entreprise. Une manière de ne pas trop perturber les équipes.

Et face au défi humain que représente la réindustrialisation - 82 % des entreprises interrogées par Bpifrance Le Lab identifiant la pénurie de compétences comme premier frein local -, Frédéric Viguié s'est appuyé sur son réseau local. « L'entreprise est comme dans l'écosystème normand, assure celui

Chalon-sur-Saône, laboratoire de la réindustrialisation en France

Emmanuel Egloff
Chalon-sur-Saône

La mince tour culmine à 50 mètres. Elle commence doucement à bouger, puis on entend deux bruits sourds et sa chute s'accélère soudainement jusqu'à ce qu'elle finisse par s'écraser bruyamment au sol. En ce mardi 3 septembre, la désintégration de l'ancienne tour d'un four verrier a marqué la fin de la destruction de l'ancienne usine du site Philips à Chalon-sur-Saône. « Ici, nous pourrions proposer à des entreprises de s'implanter début 2025, se réjouit Sébastien Martin, président du Grand Chalon. Ce que l'on souhaite, c'est d'avoir un, au maximum deux, grands projets industriels. » Sur cette zone de 7 hectares, des bâtiments représentés 50 000 tonnes de béton ont été démantés et démolis, la terre a été dépolluée jusqu'à 9 mètres de profondeur, de grande quantité de ferraille ont été recyclées. Il reste désormais à en faire une plateforme attrayante pour les entreprises.

Depuis les années 1950, l'usine, propriété du groupe néerlandais Philips jusqu'à ce qu'elle soit cédée en 2012 à la société Nordéon, fabriquait des néons. À son apogée, 1100 salariés y ont travaillé, produisant 15 000 tubes néons par heure ! Mais l'activité périlleuse et la société est liquidée en 2017. L'usine ne faisait plus travailler à ce moment-là que 150 personnes. Après plusieurs années de procédure, l'agglomération du Grand Chalon acquiert le site en 2021, avec l'ambition d'en faire une friche apte à accueillir de nouvelles entreprises. Deux ans d'études et de travaux, représentant un investissement de 7 millions d'euros, seront nécessaires. La phase de déconstruction est aujourd'hui terminée. Il faut désormais rendre l'endroit apte à l'installation d'entreprises, notamment en préparant en amont un certain nombre d'autorisations administratives. « L'Etat, via la Bpi, a cofinancé les travaux à hauteur de 50 %, ce qui permet de livrer vite un site clé en



La nouvelle usine du groupe agroalimentaire espagnol Vicky Foods dans la zone SaôneOr du Grand Chalon.

main à un coût supportable par l'industrie », précise Yves Séguy, préfet de Saône-et-Loire.

De multiples projets

À quelques centaines de mètres au nord de l'ancienne usine Philips, une vaste zone industrielle, renommée SaôneOr, voit se succéder hangars, bâtiments industriels terminés et sites en cours de construction. Pas moins de six usines devraient sortir de terre au cours des deux prochaines années, avec des profils extrêmement variés : l'espagnol Vicky Foods va fabriquer du pain de mie, le nantais Atlantic, des pompes à chaleur, Ilen, des microbatteries lithium-ion, CMPhy des équipements d'analyses et de contrôles non destructifs, viennent s'ajouter Aéro métal, un spécialiste local

du recyclage des métaux critiques, et la Manufacture de Chalon, un sous-traitant dans la maroquinerie. Une accumulation qui fait de Chalon-sur-Saône l'une des villes françaises où la réindustrialisation prend le plus de sens. Sébastien Martin en est fier. Surtout, il conteste les critiques habituellement faites aux procédures administratives françaises sans fin. « Nous prouvons qu'il est possible d'aller vite, insiste l'élu local. En septembre 2023, le groupe Atlantic annonçait qu'il choisissait Chalon pour sa future usine. J'étais ce lundi sur le site pour voir le début des terrassements. En un an, sur 19 hectares de foncier, une entreprise va construire une usine de 37 000 m² et créer 300 emplois. »

Ces multiples projets montrent qu'il n'y a pas de fatalité à la désindustrialisa-

tion. En effet, SaôneOr correspond aux anciennes usines Kodak. Le groupe américain y avait massivement investi dans les années 1950. Et sa disparition, en 2013, a traumatisé la région. « Nous avons décidé de rechercher des entreprises industrielles pour remplacer Kodak, plutôt que les logisticiens qui nous avaient alors approchés », explique Sébastien Martin. Un choix gagnant. « À partir de 2018-2019, il y a eu une volonté politique de réindustrialiser la France et elle s'est considérablement accélérée après le Covid », se réjouit l'élu. Chalon bénéficie d'une culture industrielle ancienne, ce qui permet aux projets d'implantation de recevoir un réel appui de la population. « Nous avons des grands noms de l'industrie, comme Framatome, Saint-Gobain, Air liquide, mais également tout un tissu de PME et de

PMI familiales, détaille encore Sébastien Martin. Nous avons la capacité à être l'un des territoires les plus dynamiques en matière de réindustrialisation. »

« Nous sommes à l'écoute des besoins des entreprises »

Pour les grandes entreprises, Chalon bénéficie du renouveau du nucléaire en France. Framatome va bientôt employer 2 500 personnes dans la commune, quand ce n'était que moins de la moitié en 2008. Et cela entraîne le développement de tout un réseau de sous-traitants. La ville prend également soin de ses petites entreprises. « Notre nouvelle usine est en construction sur SaôneOr actuellement, souligne Clarisse Maillet, la directrice générale d'Aérometal. Choisir un site clé en main, où toutes les études d'impact sont déjà réalisées, nous a permis de gagner dix-huit mois. » La nouvelle usine de la PME, qui emploie une vingtaine de salariés, va lui permettre de doubler de capacité par rapport à son site actuel, situé à Gergy, à quelques kilomètres de Chalon.

« Nous sommes à l'écoute des besoins des entreprises qui veulent s'installer et nous nous efforçons de trouver des solutions à leurs problématiques, détaille Sébastien Martin. Si une entreprise veut s'agrandir ou déménager sur le territoire, nous allons l'aider dans ses démarches. » Le sujet le plus délicat à résoudre tient peut-être à la main-d'œuvre. Chaque nouvelle usine doit en effet trouver les salariés qui la feront tourner. Mais, là aussi, la collectivité est dynamique. Elle a créé un Salon de l'emploi, mais aussi un village industriel éphémère, Viva Factory, pour expliquer l'industrie d'aujourd'hui et de demain aux jeunes et à leur famille. Aujourd'hui, un emploi salarié sur quatre se trouve dans l'industrie dans le Grand Chalon. Pour poursuivre sur ce chemin du succès, Sébastien Martin a toutefois besoin d'un soutien étatique pérenne. « Le futur gouvernement doit montrer sa volonté de poursuivre la réindustrialisation du pays, exhorte-t-il. Il ne faut pas inventer de nouvelles mesures. On dispose d'un certain nombre d'outils qui fonctionnent. Il faut stabiliser pour donner de la visibilité. » ■

LE GRAND CHALON/VEERY FOODS



L'entreprise spécialisée dans la fabrication et la distribution de dispositifs médicaux, Didactic, s'est lancée dans la production de perfuseurs « made in France ».

pu implanter ce « navire amiral de l'entreprise » ailleurs, pour quelques millions de moins. « Mais je l'ai fait pour ma ville et ma région », confie-t-il. En un temps record : moins de vingt mois. Adjoint au maire de Salon-de-Provence, le chef d'entreprise est un connaisseur des rouages de l'administration, lui qui reconnaît que l'implantation d'une usine est un « parcours du combattant pour quelqu'un qui n'est pas rompu à l'exercice ».

« Derrière l'objectif de réindustrialiser, il y a celui de la revitalisation du tissu industriel qui passe par un maillage du territoire, et non quelques grands projets très localisés »

Olivier Loth Spécialiste de la performance industrielle chez KPMG

« Ça a été un peu de travail de comprendre comment tout fonctionnait, notamment le millefeuille de financements qui existent », reconnaît Kilian O'Neil, cofondateur de Naturopera. D'abord simples distributeurs de produits d'hygiène pour bébés et pour femmes, lui et son associé, Geoffroy Blondel de Joigny, souhaitaient avoir « vraiment le choix sur (leurs) développements stratégiques industriels », ont décidé d'ouvrir leur propre usine de couches dans les Hauts-de-France, l'un des berceaux de l'industrie française. « C'est une région au fort patrimoine industriel, où l'on pouvait trouver des compétences sur la production et la logistique », expliquent ceux qui font de l'ancrage territorial de leur usine un marqueur. « Il est fondamental d'avoir cette logique de responsabilité de producteurs et d'acteurs du territoire qui font vivre des emplois », avance Kilian O'Neil qui prévoit l'embauche d'une centaine de personnes. « On veut se réapproprier un nouveau savoir-faire perdu par la France », complète son acolyte.

« Les ETI ont une responsabilité colossale dans ce pays : si elles décident aujourd'hui de continuer leur développement industriel en France, elles peuvent changer la face de l'industrie », conclut Philippe Veran. ■

qui est membre du conseil d'administration de la mission locale, et les réunions publiques ont suscité l'engouement parce que l'on fait tout pour se rendre attractif. »

Philippe Veran, PDG de Biotech Dental, fabricant de prothèses dentaires qui emploie 870 personnes, recrute de son côté sur les terrains de foot de Salon-de-Provence. Enfant du pays, celui qui est aussi président du club de foot local

« prône l'inclusion, en allant chercher et former dans notre centre de formation les jeunes des quartiers ». Alors que son projet devrait créer 300 emplois, il reconnaît que « la question RH est un défi de tous les jours, même dans une région attractive ». Mais souligne aussi que « quand on est implanté depuis longtemps, comme le sont nos ETI, c'est plus facile, ça passe par le bouche à oreille ». Philippe Veran concède qu'il aurait

Olivier Lluansi : « Il va y avoir des ouvertures de grandes usines dans les deux ou trois ans »

Professeur à l'École des Mines de Paris, Olivier Lluansi a été chargé par Bercy d'une mission sur la réindustrialisation à l'horizon 2035.

LE FIGARO. - La réindustrialisation en France est-elle une réalité aujourd'hui ?

OLIVIER LLUANSI. - Il y a une volonté politique très claire pour notre réindustrialisation. Et elle doit être soulignée. Cela se concrétise par une belle moisson d'annonces de nouvelles implantations industrielles. En revanche, en termes macroéconomiques, il n'y a pas aujourd'hui de signes qui montrent l'effet de la réindustrialisation. La part de l'industrie reste toujours sous la barre des 10 %, quand elle est autour de 15 % à 16 % en Europe. Entre 2019 et 2023, il y a même une baisse de la valeur ajoutée industrielle en France, quand la crise liée au Covid a été effacée à l'échelle européenne. Il va y avoir des ouvertures de grandes usines dans les deux ou trois ans à venir. Ces ouvertures pourraient représenter 40 000 créations d'emplois. Il en faudrait 60 000 par an pour atteindre l'objectif de 12 % à 13 % de l'industrie dans le PIB que nous proposons.

Est-il possible d'atteindre cet objectif ?

Oui, cet objectif de 12 % à 13 % ou encore d'une « balance commerciale équilibrée » est possible à atteindre sans réforme européenne de grande ampleur ni modification des directives. Mais, pour cela, il y a plusieurs freins à lever. Le premier porte sur la disponibilité du foncier. Contrairement à ce qu'on entend parfois, la réindustrialisation n'est pas incompatible avec le « zéro artificialisation nette ». La France dispose en effet d'un potentiel important à travers les friches ou la densification. En revanche, les règles administratives représentent un véritable enfer pour les entreprises. Il faut absolument les simplifier. Le financement reste également un souci.

Avec 6 600 milliards d'euros de dépôts, la matière première est là. Et suffirait de réorienter 2 % à 3 % de cette manne vers les entreprises industrielles pour répondre à leurs besoins. Le problème est que les fonds d'investissement traditionnels demandent un retour sur investissement très élevé, de l'ordre de 15 %, et avec un horizon temporel rapproché, entre cinq et sept ans. L'industrie permet de gagner de l'argent, mais davantage dans le temps long. Il semble difficile de voir émerger de tels produits financiers patients sans intervention des pouvoirs publics. Un autre frein est lié à la formation. Il y a suffisamment de jeunes formés aux métiers de l'industrie, entre le CAP et les formations bac + 3. En revanche, il existe un taux d'évaporation de 50 % environ, ce qui signifie qu'environ un jeune formé sur deux ne se dirige pas vers les métiers industriels alors qu'il y est formé. Il faut absolument travailler sur l'attractivité de ces métiers et mieux communiquer sur la réalité nouvelle de ces métiers.

On a souvent parlé du manque de compétitivité de l'industrie en France. Ce n'est plus un problème ?

Le décalage en termes de salaires par rapport à l'Allemagne a été comblé, même si ce n'est pas le cas par rapport à d'autres pays européens. Il nous reste la question de la fiscalité, et notamment de la fiscalité de production. Les risques proviennent aujourd'hui surtout du dehors de l'Europe. C'est notamment le cas de la Chine, qui doit écouler ses surproductions, ou des États-Unis, qui soutiennent aujourd'hui massivement leur industrie. La solution passe par l'Europe, à ce niveau. Il faut retrouver une compétition équilibrée et loyale. Et donc changer les règles. Il existe des initiatives positives dans ce sens, c'est le cas des subventions aux voitures électriques ou des médicaments jugés stratégiques. Mais nous sommes encore loin d'une stratégie globale, qui est nécessaire. ■

À VOUS DE JOUER !

business with attitude

madame

FOCUS

Plus qu'un prix, un programme d'accompagnement dédié aux femmes entrepreneurs à impact

ANNE-SOPHIE NARDY

FONDATRICE D'ON THE WILD SIDE

LAURÉATE DU PRIX DU PUBLIC 2024

CANDIDATEZ JUSQU'AU 9 OCTOBRE 2024

EN PARTENARIAT

Julie Ruiz Perez

Alors que le déficit pourrait s'établir à 5,6% cette année, Bruno Le Maire et Thomas Cazenave épinglent les dépenses des collectivités territoriales.

Le bras de fer entre les élus locaux et le gouvernement sur les finances publiques est un grand classique de la saison budgétaire. Cette année, toutefois, celui-ci tourne à la bataille rangée. Bercy accuse les maires, présidents de département et présidents de région d'être quasiment responsables du risque de fort dérapage du déficit public cette année. Selon une récente note du Trésor, celui-ci pourrait s'établir à 5,6% du PIB, bien loin des 5,1% prévus.

Dans une lettre adressée lundi soir aux rapporteurs généraux et aux présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, le ministre démissionnaire des Finances, Bruno Le Maire, et le ministre démissionnaire délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave, s'inquiètent de l'« augmentation extrêmement rapide des dépenses des collectivités ». Ce surcroît de dépenses pourrait « dégrader les comptes 2024 de 16 milliards d'euros » par rapport à la trajectoire de déficit envoyée à Bruxelles au printemps. Pour rappel, le « besoin de financement » - c'est-à-dire les déficits agrégés de toutes les administrations publiques locales (Apul) - est pris en compte dans le calcul du déficit public.

Réaction immédiate et courroucée des collectivités territoriales. « Les ministres démissionnaires de l'Économie et du Budget se sont livrés à une mise en cause infondée des comptes des collectivités locales pour masquer la situation désastreuse des comptes de l'État qu'ils laissent derrière eux », tacle l'Association des maires de France dans un communiqué. De son côté, Villes de France, une association d'élus réputée pourtant plutôt proche du camp Macron, a fait part de sa « stupéfaction » face aux propos des ministres en partance et a dénoncé une « accusation sans fondement » dès lors que « les budgets des collectivités doivent légalement être votés à l'équilibre ».

Effectivement, les collectivités territoriales (communes, département, région...) sont soumises à « la règle d'or » : elles ne peuvent pas voter de budget en déficit. Effectivement, dans



Les élections municipales de 2026 pourraient justifier la dégradation des déficits liés aux investissements d'infrastructures dans les territoires.

Les élus locaux sont-ils responsables du dérapage du déficit ?

son « budget de fonctionnement » (qui sert entre autres à payer ses fonctionnaires, ses frais fixes comme l'énergie ou encore les denrées alimentaires pour les cantines scolaires...), une collectivité ne peut tout simplement pas inscrire plus de dépenses que de recettes.

« Besoin de financement »

Toutefois, lors de l'exécution du budget, les dépenses inattendues peuvent dépasser les recettes et ainsi créer un déficit. En outre, les collectivités votent chaque année un « budget d'investissement » (qui, comme son nom l'indique, sert à financer des investissements dans les infrastructures pour le territoire). Ce budget d'investissement peut, pour sa part, afficher un « besoin de financement ». Ce sont ces déficits que l'on retrouve dans la balance budgétaire des collectivités locales qui affichaient un « besoin de financement » - c'est-à-di-

re un écart entre les recettes et les dépenses - de 5,5 milliards d'euros l'année dernière (9,9 milliards d'euros pour les Apul).

Selon l'entourage de Bruno Le Maire, ce besoin de financement serait en plein dérapage en 2024 - « à cause des maires qui préparent les élections municipales », raille une source dans la majorité - et, donc, serait en passe de « dégrader les comptes de 16 milliards d'euros ». Problème, « les ministres mentionnent le risque principal lié à une augmentation rapide des dépenses des collectivités territoriales. Nous ne disposons que de la note du Trésor qui fait état d'une augmentation de 5 milliards et non de 16 milliards », s'est étonné mercredi le rapporteur général du budget au Sénat, Jean-François Husson. « Le chiffre de 5 paraît plus juste que celui de 16 », souffle un conseiller gouvernemental, qui soupçonne Bruno Le Maire de choisir « les chiffres qui arrangent pour

exagérer la responsabilité des collectivités ». Et, donc, se dédouaner.

« Au départ, je pensais que le Trésor prévoyait un déficit des administrations publiques locales de 16 milliards, soit 6 milliards de plus que le déficit déjà prévu dans le programme de stabilité. Les collectivités contribuent donc pour moins de la moitié de la nouvelle dégradation du déficit public », explique François Ecalle, directeur de Fipeco et expert des finances publiques. « Mais, en étudiant les chiffres de Bercy - qui ne sont, il est important de le noter, que des estimations basées sur des informations très parcellaires -, il se pourrait que les dépenses, et donc le déficit, des administrations publiques locales soient 16 milliards supérieurs à celles de la trajectoire budgétaire pour 2024 », prévues à environ 10 milliards d'euros. Reste que, si une telle dynamique des dépenses se confirme, « ce serait inédit depuis les années 1980 », com-

mente l'expert. « Nous avons prévu une augmentation des dépenses cette année du fait du cycle électoral, mais la progression des dépenses des collectivités locales a été extrêmement rapide », affirme Bercy. Et de pointer des augmentations importantes dans les dépenses de personnels « qui ne s'expliquent pas totalement pas la dernière hausse du point d'indice ». Ou encore des dépenses de frais externes, « qui ne s'expliquent pas par l'inflation, qui est en baisse ».

À noter qu'une part de ce déficit pourrait être financée par la très importante trésorerie des collectivités territoriales - elle s'établissait entre 30 et 40 milliards d'euros l'an dernier - et, donc, ne correspondrait pas forcément à de l'endettement. « La question qui se pose n'est pas la bonne ou la mauvaise gestion, la question, c'est la participation des collectivités territoriales à la réduction du déficit public », tranche Bercy. ■

Immobilier : les promoteurs veulent une prolongation du Pinel

Emmanuel Egloff

Face à l'effondrement de leurs ventes, les professionnels demandent un maintien du dispositif fiscal au-delà de 2024.

« Nous demandons une prolongation du dispositif Pinel », Pascal Boulanger, le président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI), a été très clair, lors de la publication des chiffres d'activité de la profession au deuxième trimestre 2024. Depuis de nombreux mois, les promoteurs quémandent une politique de soutien plus ferme de la part de l'État. En pure perte jusqu'ici. Ils ont donc décidé de continuer à faire des demandes, mais plus modestes. Désormais, ils militent donc pour la prolongation du dispositif Pinel, qui permet aux particuliers investissant dans un logement neuf destiné à être loué de bénéficier d'une réduction d'impôt.

Pour soutenir sa demande, le patron des promoteurs met en avant une étude sur « l'aide fiscale à l'investissement locatif Pinel », publiée jeudi par la Cour des comptes. La FPI pointe que les magistrats de la rue Cambon reconnaissent que le Pinel a permis « un effet d'amorçage pour la requalification urbaine, le financement par des logements privés d'une partie des coûts de la construction

du logement social et la réalisation de résidences thématiques, pour seniors, jeunes actifs ou étudiants ». Ce rapport est d'autant plus apprécié par les promoteurs qu'un précédent, réalisé par l'Inspection générale des finances (IGF) en 2019, avait surtout pointé le coût jugé excessif pour les finances publiques de ce dispositif. Et c'est en partie en se fondant sur cette étude que le gouvernement a décidé de ne pas prolonger le « Pinel » au-delà de l'année 2024.

Pour autant, la Cour des comptes émet également des critiques sur le dispositif. L'avantage fiscal ne « remplit qu'imparfaitement les objectifs » fixés, à savoir construire davantage là où les besoins locatifs sont les plus importants. De même, l'impact réel du Pinel sur le marché immobilier et sa capacité à résoudre les difficultés du secteur du logement sont « difficiles à mesurer précisément ». Enfin, l'institution estime que le Pinel, mais également toutes les mesures plus ou moins similaires qui l'ont précédé, a « créé une forme de dépendances des promoteurs à ces dispositifs ».

Sur ce dernier point, « c'est assez exact », reconnaît d'ailleurs Pascal

Boulanger. Mais c'est une forme de dépendance qu'il explique facilement : « Les acheteurs d'immobilier neuf doivent payer une TVA à 20 %, la taxe foncière et l'impôt sur la fortune immobilière, ce n'est pas illogique d'avoir un dispositif qui allège cette charge. » D'une manière plus générale, Pascal Boulanger ne comprend pas pourquoi l'investissement immobilier serait le seul à ne pas bénéficier d'un avantage fiscal quand les produits financiers comme le PEA ou le PER en bénéficient toujours, eux.

« Les acheteurs d'immobilier neuf doivent payer une TVA à 20 %, la taxe foncière et l'impôt sur la fortune immobilière, ce n'est pas illogique d'avoir un dispositif qui allège cette charge »

Pascal Boulanger

Président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI)

L'inquiétude des promoteurs est compréhensible : leur activité ne cesse de s'effondrer. Au deuxième trimestre 2024, les ventes de logements ont encore baissé de 8,3% par rapport à la même période de l'année précédente, à 23150 unités. Surtout, le marché a été divisé par près de deux comparé au deuxième trimestre 2021. La Fédération française du bâtiment (FFB) estime depuis plusieurs mois qu'il y a aujourd'hui 100 000 emplois en jeu dans le bâtiment.

Le marché reste soutenu par CDC Habitat et Action Logement, ce qui explique le rebond de près de 25% des ventes en bloc. Mais les particuliers ne sont plus là du tout, avec un effondrement de 22,5% des achats de leur part sur le trimestre, à 13511 logements. Et sur ce volume, la part des investisseurs particuliers ne cesse de baisser. Ils n'étaient que 4477 à investir dans la pierre sur la période, en retrait de 30%. « 85% à 90% d'entre eux le font dans le cadre du Pinel », précise Pascal Boulanger. Ce qui signifie que la disparition prévue aujourd'hui de ce dispositif à la fin de l'année pourrait priver la

promotion immobilière d'un débouché représentant encore près de 20% de leur activité !

L'activité réalisée par les promoteurs auprès des investisseurs particuliers a baissé bien plus que le marché, puisqu'elle a été divisée par plus de trois par rapport à 2021. « Cela montre que le Pinel n'a pas eu le succès escompté par le gouvernement », souligne Pascal Boulanger. Il faudra rendre la prochaine mouture plus attractive si on veut réellement soutenir le marché immobilier.

Pour autant, même si des mesures de soutien sont prises, elles risquent de ne pas avoir un impact immédiat. Car, le nombre de logements proposés à la vente par les promoteurs, à moins de 14 000 au deuxième trimestre (en baisse de plus de 42%), affiche un bilan encore plus sombre que les ventes qu'ils réalisent. Il faudra donc que les professionnels reconstituent d'abord leur offre, avant de voir les ventes repartir. « La crise va alimenter la crise, car même en cas de redressement de la demande, nous n'aurons plus d'offre », s'alarme Pascal Boulanger. Le secteur de la construction neuve n'a pas fini de souffrir. ■

L'Italie en pointe dans la capture de CO₂

Valérie Segond

À Ravenne, une première opération a commencé dans l'usine du géant italien de l'énergie ENI.

Alors que la capture et le stockage de carbone, alias CSC, ont été reconnus comme la méthode la plus efficace de décarbonisation des industries polluantes, l'Italie a franchi un pas décisif. Ses deux groupes publics, ENI (géant italien de l'énergie) et Snam (transport de gaz), qui avaient constitué une co-entreprise à 50/50 en décembre 2022 pour mettre en place la technologie du CSC à Ravenne, viennent de commencer l'injection de CO₂. Une première étape à titre expérimental, sachant que l'exploitation industrielle n'arrivera pas avant 2027. Même si de nombreuses expériences de captage et de stockage ont été lancées dans le monde, notamment en Norvège, ce projet fait de l'Italie, selon le professeur d'économie de l'énergie à l'université de la Bocconi, Matteo Di Castelnuovo, « le premier pays de l'Union européenne à lancer un projet de stockage de carbone véritablement industriel et commercial ». Lequel a été favorisé par une simplification, en décembre dernier, du cadre d'autorisation de cette technologie en Italie.

Cette première capture est lancée à l'usine de traitement du gaz naturel d'ENI à Casalborsetti, près de Ravenne, qui émet environ 25 000 tonnes de CO₂ par an. Ravenne est un site optimal en raison de la disponibilité d'énormes gisements épuisés de méthane au large des côtes adriatiques qui forment des réservoirs, et de la présence d'importantes industries énergivores et polluantes - ciment, acier, raffinage et produits chimiques, papier, verre et céramique - qui pourront être de futures utilisatrices. « L'avantage de ce projet est qu'il est situé dans un hub où de nombreux acteurs sont susceptibles d'utiliser cette technologie, ce qui lui permettra de réaliser d'importantes économies d'échelle et de réduire le coût unitaire de la capture, du transport et du stockage », explique Patrizia Feletig, auteur de *Caccia grossa alla CO₂* chez Milano Finanza (2022). Une fois cap-

turé dans l'usine ENI, le CO₂ est comprimé à l'état liquide par refroidissement, et transporté par les gazoducs reconvertis de Snam dans la vallée du Pô jusqu'à la plateforme offshore Porto Corsini Mare Ovest, pour être finalement injecté dans le champ de gaz épuisé du même nom. C'est là, à une profondeur d'environ 3 000 mètres, qu'il est stocké.

Dans cette usine ENI où les émissions sortant de la cheminée ont une concentration de carbone d'environ 3 % à pression

atmosphérique normale, le CSC permet de réduire le CO₂ de 90 %, voire de 96 % selon ENI. Un résultat qui, toujours selon ENI, fait de Ravenne CCS, « le premier projet au monde par son efficacité de capture ». Et pour éviter de nouvelles émissions de CO₂, l'installation de captage de la centrale électrique de Casalborsetti est alimentée par de l'énergie renouvelable. « C'est un projet d'une grande importance pour la décarbonisation, et qui est devenu une réalité industrielle », dit Claudio Descalzi, le PDG

d'ENI. La capture et le stockage du CO₂ sont efficaces, sûrs et disponibles dès maintenant pour réduire les émissions des industries à forte consommation d'énergie dont les activités ne peuvent être électrifiées. »

Un service très compétitif

Le projet qui a nécessité 1,5 milliard d'euros d'investissements mais utilise aussi des infrastructures existantes, vise à offrir un service très compétitif. Il doit aider les secteurs énergivores à s'engager

dans la voie de la décarbonisation sans entamer leur compétitivité. ENI a calculé qu'en moyenne, le coût industriel des trois phases du CCS de Ravenne (capture, transport et injection) est inférieur à 80 euros la tonne de carbone, auquel il faut ajouter une marge. Un montant très bas, même si aujourd'hui, le coût des droits à polluer sur le marché des ETS est d'environ 57 euros la tonne. Mais ce dernier pourrait dépasser les 100 euros après 2030, et 150 euros en 2050. « Cela rendra le CSC de carbone très compétitif, et devrait favoriser son développement commercial », estime Patrizia Feletig. Sachant que dans deux ans, à partir de 2026, les permis de polluer attribués gratuitement par Bruxelles aux grands consommateurs d'énergie seront progressivement supprimés. Ainsi, dans les années à venir, le coût du CSC pourrait être égal à celui des droits d'émission, et les gouvernements pourraient faciliter le décollage du marché par des mesures ad hoc. « Reste à voir si ENI parviendra à répliquer le modèle de Ravenne dans d'autres lieux », se demande le professeur Di Castelnuovo.

En tout cas, d'ici 2030, Ravenne CCS pourra stocker jusqu'à 4 millions de tonnes de CO₂ par an dans les gisements offshore épuisés de Romagne. Et si le marché décolle, les volumes pourraient à terme atteindre 16 millions de tonnes par an, sachant que ces gisements ont une capacité jusqu'à 500 millions de tonnes de CO₂. « Le centre de Ravenne sera l'un des plus grands sites de stockage de CO₂ au monde et le site de référence pour la Méditerranée », annonce ENI, qui veut devenir un leader européen dans ce créneau, avec 20 % du marché du stockage de carbone.

Certes, c'est un petit pas à l'aune des 12 milliards de tonnes de CO₂ par an qu'il faudrait capturer par le CSC pour peser sur le changement climatique, mais un vrai pas. Même si les écologistes estiment que cette solution sert surtout à prolonger l'exploitation des combustibles fossiles par ENI et Snam. ■



L'usine de traitement du gaz naturel du géant italien ENI à Casalborsetti, près de Ravenne. ENI

Ces régions de plus en plus prisées par les touristes français

Mathilde Visseyrias

La France a tout à gagner à promouvoir les voyages innovants. Le Cantal, les Pyrénées et la Bretagne sont plébiscités.

Dormir dans un buron au fin fond de l'Auvergne. Des vacanciers de plus en plus nombreux sont séduits par cet habitat en pierres couvert de lauzes ou d'ardoises, typique de la région. À pied, à vélo ou à moto, les amoureux des grands espaces s'en donnent à cœur joie, avant de se poser et d'engloutir un bon alliot. « Avec les vélos électriques, on a vu arriver une nouvelle clientèle capable de monter chez nous, se félicite Christophe Daudou, propriétaire du Buron du col, situé au sommet du col de la Croix Morand (1 401 mètres d'altitude). Cet été n'a pas été exceptionnel à cause d'un mois de juillet difficile. Mais il est indéniable que le tourisme vert a pris une nette ampleur dans la région. » D'un magasin de souvenirs qu'il a racheté en 2011, il a transformé ce buron en chambres d'hôte et lodges, qu'il loue 50 et 75 euros en demi-pension. Au bon moment : en une dizaine d'années, l'Auvergne a vu le taux de remplissage de ses hébergements marchands gagner une dizaine de points l'été, aux alentours de 70 %.

« On voit aujourd'hui des jeunes par dizaines se balader et planter leur tente dans des aires de bivouac », ajoute Luc Stelly, di-

recteur de l'office de tourisme du Sancy. Ils profitent de la nature, découvrent des villages accueillants où se restaurer, profitent d'animations et assistent à des fêtes traditionnelles. » Représentant un quart de l'offre auvergnate, le territoire du Sancy (Besse, Super Besse, Murol, Saint-Nectaire, La Bourboule, Le Mont-Dore) a augmenté sa capacité d'hébergement de 20 % depuis le début des années 2000. « Il y a vingt ans, il y avait une ou deux chambres d'hôte sur tout le territoire, se souvient Luc Stelly. Il y en a plus d'une vingtaine aujourd'hui. » Deux campings se sont refait une beauté avant le Covid, pour se classer 5 étoiles.

Sortir des sentiers battus. Petit à petit, le besoin d'éviter la foule change les habitudes de voyage. Ce n'est pas un snobisme. L'industrie du tourisme tout entière appelle de ses vœux une meilleure répartition des flux touristiques. C'est vrai au niveau mondial : 95 % des flux se concentrent sur 5 % de la planète. Comme en France, où Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nouvelle-Aquitaine continuent de faire la course en tête. Pour autant, pré-

férent le Pays basque ou la Bretagne à la Côte d'Azur n'a plus rien d'étonnant. Le Covid est passé par là. Lorsqu'en 2020, les Français n'ont pas le droit de voyager à l'étranger, ils font le choix forcé d'un été bleu-blanc-rouge, qui a laissé des traces. « Il y a eu une véritable bascule à ce moment-là », reconnaît-on au Club Med, dont les huit villages de montagne ouverts cet été (Peisey-Vallandry, La Rosière, Alpe d'Huez...) affichaient 70 % à plus de 80 % de taux de remplissage mi-août. Dès 2017, le Club avait décidé que ses nou-

« Il y a vingt ans, il y avait une ou deux chambres d'hôte sur tout le territoire. Il y en a plus d'une vingtaine aujourd'hui »

Luc Stelly Directeur de l'office de tourisme du Sancy

veaux villages seraient tous destinés à être ouverts été comme hiver. Une stratégie gagnante. Avec des prix inférieurs de 30 % en moyenne par rapport à l'hiver, ils attirent en été une clientèle nouvelle, qui découvre les nombreuses activités proposées par le Club (randonnées, VTT électrique, yoga...) en plus de profiter du bon air de la

montagne. « La montagne est le nouvel exotisme », aime à dire Henri Gisnard d'Estaing, président du Club Med.

En perte de vitesse, la vallée du Louron dans les Pyrénées vit une véritable renaissance depuis 2020, grâce à une stratégie quatre saisons qui marche. L'installation d'un ascenseur valléen de 3 kilomètres a propulsé le village de Loudenvielle et la station de ski de Peyragudes qu'il relie dans une autre dimension touristique. « Depuis 2020, on a vu émerger une nouvelle activité l'été, grâce à des investissements d'envergure », témoigne Laurent Garcia, directeur général de la station de Peyragudes et de l'office du tourisme de la haute vallée du Louron. En plus d'un centre sportif et culturel, un hôtel 4 étoiles a été construit à Loudenvielle au départ de la télécabine. Le Mercure Peyragudes (62 chambres) est un des deux seuls hôtels 4 étoiles des Pyrénées. Son succès est tel qu'il est ouvert toute l'année.

« Le tourisme méditerranéen reste très fort l'été, mais nous recevons des dizaines de milliers de courriers de lecteurs chaque année, qui veulent faire des pas de côté », déclare Gavin's Clemente-Ruiz, secrétaire général du Guide du routard. Nous les ame-

nons dans l'arrière-pays provençal et le long des canaux de Bretagne. » Cette année encore, Bretagne, Provence, Côte d'Azur et Pays basque figurent dans le peloton des ventes du guide. Mais l'essor du vélo a ouvert de nouvelles perspectives. C'est vrai en Normandie, comme en Bretagne dans les monts d'Arrée en empruntant la Véloodyssée. Encore sous les radars au début des années 2000, cette région a réussi à s'imposer l'été, avec des hauts et des bas au gré de la météo. Les Vieilles Charrues à Carhaix ou le Festival interceltique de Lorient ont rajouté son image et valorisé ses traditions. « Nous avons deux guides pour la Bretagne (Nord et Sud), précise Gavin's Clemente-Ruiz. Mais aujourd'hui, on nous demande des conseils et des avis plus seulement sur les littoraux, mais aussi sur l'intérieur. » Aux amateurs de « pas de côté », il recommande la Vallée des saints et les enclos paroissiaux bretons. Et pour l'apéro, le rooftop de l'hôtel Sainte-Barbe au Conquet. Situé au bout du village, cet hôtel donne une impression du bout du monde, tout en étant équipé de prises électriques pour recharger sa voiture électrique... Sortir des sentiers battus, oui. Mais sans changer d'époque. ■

FORUM
de GIVERNY

1^{er} rendez-vous
des entreprises
durables

L'événement économique
des décideurs engagés.

Vendredi 13 septembre 2024

Inscriptions
& programme



Le système d'exploitation, nouveau champ de bataille des fabricants de téléphones connectés

Lucas Mediavilla

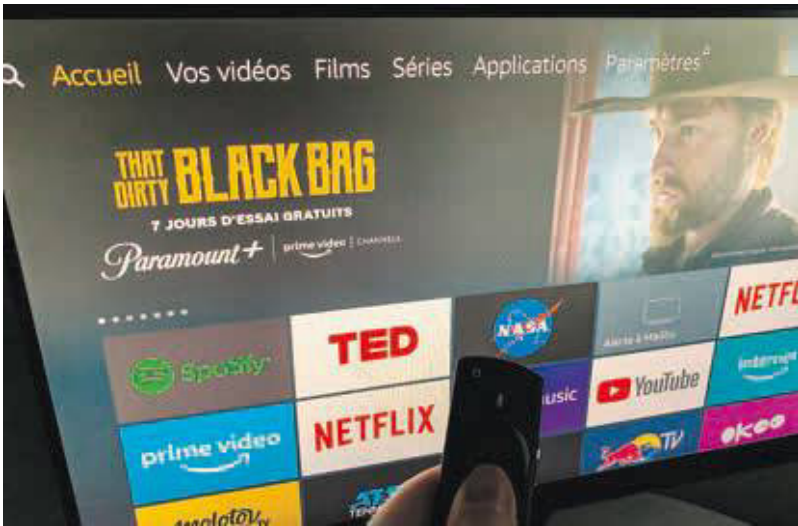
Pour améliorer l'expérience utilisateur, certains choisissent de développer leur propre système en interne.

Pour les constructeurs de téléphones, c'est une rivalité moins visible que la course à la taille d'écran ou aux technologies d'image et de son à laquelle ils se livrent traditionnellement. Avec l'ère des « Smart TV », ou téléviseurs intelligents, les fabricants se battent désormais aussi sur un nouveau terrain. « Derrière la qualité d'image et le son, le système d'exploitation (OS) de la télévision est devenu le troisième critère d'achat pour le consommateur », insiste Olivier Semenov, responsable marketing produit chez TCL Electronics Europe.

Il faut dire que le système d'exploitation est devenu bien plus qu'un simple tableau de bord. Il permet certes de naviguer entre les chaînes en direct ouverts généralement par la box TV de l'opérateur. Mais à l'heure où les services d'OTT concurrencent de plus en plus la télé linéaire, l'OS devient aussi la passerelle entre les services comme Netflix, Disney+, Molotov ou encore Amazon Prime Video. De plus en plus de systèmes d'exploitation sont également livrés avec des contenus multimédias gratuits (chaînes gratuites, application de fitness, de musique, etc.). Certains permettent de transformer le téléviseur en console de jeux et proposent aussi des applications permettant d'interconnecter le téléviseur avec l'ensemble des objets de la maison. La volonté des fabricants est claire : faire de l'ex-tube cathodique, redevenu dans certains pays comme la France l'écran préféré du foyer, une véritable tour de contrôle.

Le potentiel de croissance, via le renouvellement des produits aux anciens standards, est énorme. Seuls 54 % des foyers sont équipés d'un Smart TV dans le monde, selon la Connected TV Marketing Association. Dans une étude publiée cet été, ce lobby a indiqué que le marché pourrait plus que doubler en valeur d'ici 2030, passant de 230 milliards à 490 milliards. « Rien qu'en France, on estime que 50 % seulement du parc est doté de TV connectée », avance Guillaume Rault, patron de la division chez Samsung France.

Tous les fabricants n'abordent cependant pas le sujet de la même façon. Une bonne partie d'entre eux se repose sur des couches logicielles apportées par des acteurs comme Google (Android TV OS) ou Amazon (Fire TV OS) dans une moindre mesure. Depuis une dizaine d'années, plusieurs des principaux fabricants mondiaux – les coréens Samsung et LG, le chinois Hisense, l'américain Roku – ont, eux, développé leur propre outil en interne. « Les gens ne vont pas regarder leur téléviseur de façon passive, mais l'utiliser comme ils le



La puissance des systèmes d'exploitation (OS) qui équipent les téléviseurs connectés sont devenus le troisième critère d'achat pour les consommateurs. RICCARDO MILANI / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

font avec leur smartphone. Le seul moyen de contrôler l'expérience, c'est de posséder son propre système d'exploitation », revendique Denis Ostir, directeur du développement de Vidaa, filiale de Hisense qui développe l'OS de la marque chinoise.

À l'heure actuelle, les téléviseurs connectés ne sont pas utilisées à leur plein potentiel. Les utilisateurs, en très large majorité, continuent d'utiliser leur écran pour regarder la télé ou les services de streaming vidéo. Le jeu vidéo, la musique ou l'utilisation du téléviseur comme « hub » de la maison connectée sont encore très balbutiants. Aussi la question du catalogue de contenus TV est-elle à l'heure actuelle l'un des principaux éléments de différenciation. En France, par exemple, Samsung offre près de 120 chaînes gratuites et a obtenu d'Orange, SFR, Free et Bouygues la dématérialisation complète de leur box TV. Hisense tente de lui emboîter le pas avec des accords déjà obtenus avec SFR ou encore Canal+. Au-delà des contenus, les fabricants se battent pour offrir au consommateur une interface aussi simple d'utilisation que rapide.

Le jeu en vaut la chandelle. S'ils placent la question de l'expérience utilisateur comme une priorité, les fabricants développent leur propre OS économique sans les frais de licence payés à Google

et Amazon pour utiliser leur OS (entre 5 et 10 euros par équipement, selon une source). Ils peuvent d'autre part espérer des recettes supplémentaires. « Il existe des systèmes de partage de revenus lorsqu'on apporte via nos OS des nouveaux consommateurs aux plateformes d'OTT (streaming, NDLR), par exemple, mais également des revenus

publicitaires avec des annonces partagées sur l'interface », liste à titre d'exemple Denis Ostir, de Vidaa. Mais Samsung, comme Hisense, voient plus loin. Durant l'été, le géant coréen avait annoncé un accord de licence avec la marque allemande Loewe pour intégrer l'OS Tizen à ses téléviseurs. À l'occasion de l'IFA de Berlin, mercredi, Samsung a

réitéré sa volonté de licencier sa plateforme à grande échelle. Le chinois Hisense compte lui aussi le vendre à d'autres fabricants. « Nous avons quarante marques qui utilisent Vidaa », chiffre Denis Ostir.

« Il existe des systèmes de partage de revenus lorsqu'on apporte via nos OS des nouveaux consommateurs aux plateformes d'OTT, mais également des revenus publicitaires avec des annonces partagées sur l'interface »

Denis Ostir Vidaa

En face, les fabricants qui utilisent les systèmes de Google et d'Amazon ne manquent pas d'arguments : implémentation de l'OS très facile, aucun coût de développement avec le risque industriel associé, une grande flexibilité dans l'utilisation. « En France, nous nous appuyons sur Android TV, aux États-Unis sur Roku TV, et au Royaume-Uni sur Fire TV selon les spécificités de chacun des marchés et les attentes des consommateurs », illustre Olivier Semenov, de TCL. Mais cette prolifération de solutions, de l'avis de tous les acteurs interrogés, pourrait toutefois ne pas durer. « C'est un marché qui va se consolider », promet Guillaume Rault. « À l'image de la téléphonie mobile avec iOS d'un côté et Android de l'autre, ou de l'ordinateur avec MacOS et Windows, il est probable qu'il ne reste que deux types d'OS pour les Smart TV », note Denis Ostir. ■

US Steel: son rachat devient un enjeu de la campagne américaine

Armelle Bohineust

Harris et Trump s'opposent à la mainmise du japonais Nippon Steel.

À croire que l'élection du futur président se joue en Pennsylvanie. L'avenir de l'entreprise américaine US Steel, implantée dans cet État « clé », car susceptible de faire pencher d'un côté ou de l'autre l'élection présidentielle, met en émoi le pays. L'enjeu paraît pourtant limité, puisqu'il ne

s'agit pas d'une tentative chinoise pour mettre la main sur un fleuron américain. C'est un groupe de sidérurgie japonais, Nippon Steel, qui entend racheter son concurrent américain US Steel, pour 15 milliards de dollars (13,5 milliards d'euros).

Une partie des salariés de US Steel soutiennent ce projet. L'acieriste américain a en effet averti, qu'en cas d'échec de la fusion, il envisagerait un plan social, des fermetures de hauts fourneaux et renoncera à de gros investissements. Mais c'est aussi par peur d'une casse sociale que le puissant syndicat des métallurgistes unis (USW) s'oppose au rachat. Nippon Steel a pourtant multiplié les engagements en matière d'emploi et d'investissement et promis qu'une majorité de cadres et d'administrateurs du groupe seraient américains.

Défense de l'emploi et de l'industrie

Cela n'empêche pas l'accord d'inquiéter une bonne partie de la classe politique. La vice-présidente et candidate démocrate à la présidence Kamala Harris a affirmé lundi qu'elle voulait que US Steel reste « détenu et exploité par des Américains ». Selon le Washington Post, le président Joe Biden s'apprête à mettre à exécution sa menace de bloquer la fusion afin d'assurer la sécurité de l'industrie sidérurgique américaine. Donald Trump, le rival républicain, s'est de son côté engagé à bloquer l'accord s'il était élu. Les deux candidats sont au coude à coude selon des sondages dans ce territoire qui n'a basculé qu'à quelques dizaines de milliers de voix près en 2016 (pour Donald Trump) et 2020 (pour Joe Biden).

Ces positions sont prises au nom de la défense de l'emploi et de l'industrie, le Comité américain sur l'investissement étranger (CFIUS) ayant averti que l'accord nuirait à la production d'acier américaine. Mais elles risquent de compliquer les relations avec le Japon, allié fidèle de Washington en Asie et premier investisseur étranger aux États-Unis. « Par principe », les gouvernements « ne devraient pas » intervenir de manière arbitraire dans les transactions, a déclaré jeudi Taro Kono, ministre japonais du Numérique. « Il arrive que la sécurité nationale, l'environnement et les droits des travailleurs l'emportent sur le libre marché, mais je ne suis pas sûr que l'acquisition de US Steel soit comparable à cela », a ajouté le ministre, qui se présente à la fin du mois à l'élection à la direction du Parti libéral démocrate (PLD), ce qui devrait l'amener à remplacer le premier ministre Fumio Kishida.

Les autorités japonaises sont soucieuses de voir la fusion aller à son terme, car Nippon Steel est confronté, sur son marché intérieur, aux importations bon marché de la Chine, le plus grand producteur d'acier au monde. Le rachat « améliorera la sécurité nationale américaine en renforçant US Steel et ses capacités de production nationale, en introduisant des technologies de pointe aux États-Unis, en rendant la base industrielle et la chaîne d'approvisionnement américaines plus résilientes et mieux positionnées pour faire face aux pressions futures des concurrents chinois soutenus par l'État », défend l'acieriste japonais. Lequel a recruté en juillet l'ancien secrétaire d'État sous Donald Trump Mike Pompeo pour plaider sa cause. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 5 SEPTEMBRE

LE CAC									
	BOUR	VAR	HAUT BOUR	BAS BOUR	SCAP BOUR	BOUR	VAR	HAUT BOUR	BAS BOUR
ACCOR	38,33	+0,76	38,68	38	0,167	+0,78			
AIR LIQUIDE	163,1	-3,12	165,92	163,1	0,141	-7,39			
ARBUS	131,74	-1,38	133,2	130,94	0,14	-5,75			
ARCELORMITTAL SA	20,17	-0,75	20,48	19,78	0,26	-2,144			
AXA	34,72	-0,61	34,98	34,3	0,124	-0,73			
BNP PARIBAS ACTA	63,61	+2,73	63,84	61,54	0,24	+1,63			
BOUYGUES	32,65	+2,1	33,08	31,95	0,198	-4,31			
CAPGEMINI	183,65	+0,22	184,35	182,45	0,105	-2,7			
CARREFOUR	14,79	+0,03	14,93	14,77	0,254	-10,72			
CREST AGRICOLE	14,205	+1,25	14,325	13,97	0,149	+0,53			
DANONE	64,42	-0,06	65,1	64,26	0,26	-2,144			
DAVIDSON SYSTEMS	32,87	-4,37	34,33	32,67	0,146	-25,69			
EDENRED	37,57	+1,71	38,43	37,57	0,193	-30,61			
ENGIE	16,03	+1,49	16,205	15,79	0,356	+0,7			
ESSILORLUXOTTICA	208,2	-2,57	213,5	208,2	0,105	+14,65			
EUROFINS SCIENT.	52,6	+2,29	52,78	51,34	0,167	-10,82			
HERNIES INTL	194,75	-6,42	206,7	192,33	0,14	-1,5			
KERING	244,95	-1,43	247,9	243,3	0,206	-38,61			
L'OREAL	387,55	-1	393,95	385,25	0,057	-14			
LEGRAND	97,7	-1,49	99,36	97,7	0,089	+3,83			
LMVH	619,2	-3,64	640,9	617,4	0,149	-15,59			
MICHELIN	35,6	+0,74	35,88	35,27	0,117	+9,67			
ORANGE	10,765	+0,22	10,835	10,62	0,272	+4,47			
PERNOD RICARD	124,2	-0,84	125,4	123,95	0,19	-22,25			
PUBLICIS GROUPE SA	96,04	+0,33	96,64	95,36	0,113	+14,33			
RENAULT	41,57	-0,8	42,22	41,08	0,241	+2,64			
SAFRAN	192,65	-0,44	193,45	190,2	0,09	-20,81			
SAINT GOBAIN	77,24	+0,6	78,42	76,54	0,138	+5,87			
SANOFI	104,92	-0,61	104,14	104,92	0,134	+6,89			
SCHNEIDER ELECTRIC	220,05	-2,05	224,95	219,9	0,097	-21,05			
SOCIETE GENERALE	22	+24,2	22,335	21,395	0,668	-8,43			
STELLANTIS NV	14,284	-1,75	14,666	14,284	0,099	-32,45			
STMICROELECTRONICS	26,63	-1,52	27,03	26,515	0,23	+11,4			
TELEPERFORMANCE	100,45	+1,67	101,85	98,84	0,301	-23,93			
THALES	145,85	-0,75	146,45	142,9	0,075	-8,88			
TOTALENERGIES	60,56	+0,65	60,99	60,14	0,158	-1,69			
UNISAL-RODAMCO-WE	74,58	+2,76	75,54	72,38	0,277	+11,45			
VEOLIA ENVIRON	29,86	+0,98	30,31	29,52	0,2	+4,55			
VINCI	109,85	+2,09	110,05	107,1	0,13	-3,39			
VIVENDI SE	10,2	+0,74	10,27	10,12	0,129	+5,42			

LES DEVICES			MONNAIE			1 EURO		
AUSTRALIE			DOLLAR AUSTRALIEN			1,6498	AUD	
CANADA			DOLLAR CANADIEN			1,4996	CAD	
GIE BREITENBURG			LIVRE STERLING			0,8432	GBP	
HONG KONG			DOLLAR DE HONG KONG			8,6493	HKD	
JAPON			YEN			159,2	JPY	
SUISSE			FRANC SUISSE			0,939	CHF	
ETATS-UNIS			DOLLAR			1,0907	USD	
TUNISIE			DINAR TUNISIEN			3,375	TND	
MAROC			DIRHAM			11,03	MAD	
TURQUIE			NOUVEAU LIVRE TURQUE			37,782	TRY	
EGYPTE			LIVRE EGYPTIENNE			52,72	EGP	
CHINE			YUAN			7,8739	CNY	
INDE			RUPIE			93,1987	INR	
ALGERIE			DINAR ALGERIEN			147,16	DZD	

L'OR			VEILLE			31/12		
Lingot 1kg			72.770,5€			+21,05%		
Lingot 100g			7.288,99€			+21,01%		
Lingot 50g			3.650,98€			+20,97%		
Lingot ONCE (31,10g)			2.274,49€			+20,92%		
Lingot 10g			728,9€			+20,7%		
Lingot 2,5g			192,65€			+19,71%		
20F-NAPOLÉON			453,04€			+21,06%		
20F-SUISSE			448,67€			+21,06%		
SOVERAIN			567,76€			+21,06%		
KRUGGERAND			2.421,55€			+21,06%		
50 PESOS			2.891,4€			+21,06%		
10 DOLLARS			1.892,31€			+21,06%		
20 DOLLARS			2.385,62€			+21,06%		

Sébastien Falletti
Correspondant à Séoul

Séoul veut coopérer avec Paris, qui a arrêté son PDG. Le pays est secoué par une déferlante de fausses vidéos pornographiques sur cette appli.

Comme des milliers de Sud-Coréennes, Eunjo se barricade depuis quelques jours du monde virtuel, la peur au ventre. Cette collégienne de 15 ans a effacé à la hâte toute trace sur Instagram, de peur d'être à son tour victime d'un deepfake pornographique sur la messagerie Telegram. « J'ai supprimé toutes les photos montrant mon visage que j'avais postées, ainsi que mon nom de compte. J'ai réalisé le danger des réseaux sociaux après avoir entendu les histoires de victimes autour de moi », confie l'adolescente, vivant dans le district de Gwangjin, dans l'est de Séoul. Des élèves d'une école proche ont été ciblées par une cascade de vidéos dégradantes ces dernières semaines, alliant leurs visages à des corps dénudés grâce au truchement de l'intelligence artificielle (IA), semant l'anxiété chez les ados du quartier.

La Corée du Sud est sous le choc d'un nouveau scandale Telegram. Une avalanche de vidéos hypertruquées à caractère pornographique, et parfois pédophile, pullule sur la messagerie fondée par le magnat russe Pavel Durov, récemment mis en examen en France. Le principal reproche à la justice française est l'absence de coopération de la messagerie à ses enquêtes.

Sept hommes, dont six mineurs, ont été arrêtés par la police coréenne suite aux révélations du journal *Hankyoreh* pointant la multiplication virale de ces vidéos salaces partagées par les utilisateurs de l'application, avec pour objectif d'humilier leurs victimes. Longtemps silencieux, Telegram a finalement présenté des excuses mardi et supprimé 25 vidéos explicites, alors que 118 cas ont été dénoncés à la police la semaine dernière.

La quatrième économie d'Asie, ultra-connectée, est secouée par ce scandale alliant dérive technologique, sexisme et faillite éducative, exacerbé par un sourd climat de « guerre des sexes ». « Nombre des victimes sont mineures et la plupart des agresseurs sont des adolescents », a déclaré le président Yoon Suk-yeol, dénonçant des « actes criminels exploitant la technologie à l'abri de l'anonymat ». Un crime passible de 5 ans de prison.

Le phénomène s'est répandu à grande vitesse ces derniers mois à travers les écoles et jusqu'aux universités les plus prestigieuses du pays, au système éducatif ultra-compétitif. Un processus bien rodé au fil des mois. Les auteurs de ces vidéos récoltent en ligne des photos de jeunes filles en alliant leur visage à des positions sexuelles explicites, grâce à des logiciels d'IA désormais facile-



Des activistes, yeux masqués, brandissent des pancartes dénonçant les deepfakes, le porno ainsi que la complicité de l'État, lors d'une manifestation, le 30 août, à Séoul.

Les autorités coréennes ouvrent une enquête contre Telegram

ment accessibles, aidés parfois de tutoriels en ligne. Ainsi, un suspect d'une vingtaine d'années est accusé d'avoir fabriqué et distribué entre mai et juillet 279 deepfakes pornographiques ciblant 246 personnes. Le jeune homme, arrêté le 22 août, opérant à l'abri de sa chaîne Telegram au nom évocateur de « Chambre d'humiliation de vos proches », où il offrait ses services.

« Je ne pense pas que Telegram a été créé avec des mauvaises intentions, mais vu le nombre croissant de deepfakes, je pense que l'application doit être bannie »

Eunjo Une collégienne de 15 ans qui craint d'être victime de deepfake

La plupart de ces vidéos ont pour ambition déclarée d'avilir la victime ou de la faire chanter. « Si vous voulez humilier quelqu'un en particulier, nous le ferons », se vante l'administrateur d'une de ces chaînes comptant plus de 1400 membres, repérée par la BBC. Pour cela, les membres fournissent des photos et des

informations précises sur la cible. Le produit final peut être ensuite envoyé à la victime, menaçant de briser sa réputation. Réhabilitaire dans un pays obsédé par l'apparence.

Le scandale ouvre un nouveau front judiciaire contre Telegram, dans la foulée de l'arrestation de son fondateur, le 24 août à l'aéroport du Bourget en France. Séoul a ouvert mardi une enquête contre l'application et contacté Paris en vue d'une coopération. Woo Jong-soo, le chef du bureau national d'investigation, a souligné les similitudes avec l'enquête déclenchée par la France, qui accuse la plateforme de faciliter les crimes pédophiles et la criminalité organisée comme les trafics de drogue.

L'arrestation du magnat de 39 ans a relancé les ardeurs des autorités sud-coréennes, confrontées de longue date à des activités illicites sur Telegram mais jusque-là impuissantes du fait de l'extraterritorialité de la plateforme basée à Dubaï. La messagerie était déjà au cœur du scandale « Nth » en 2020, pour avoir abrité une sulfureuse chaîne où des hommes déversaient des « sextapes » afin de faire chanter leurs anciennes partenaires ou se venger. Le cerveau de l'opération, un certain Cho Ju-bin, âgé

de 28 ans, a été condamné à 42 ans de prison. Mais la plateforme avait échappé aux poursuites, ignorant les demandes répétées de coopération de la justice de Séoul.

Ces dernières années, la Corée du Sud a étoffé son arsenal juridique pour contrer une violence numérique grandissante, obligeant notamment tout internaute à révéler son identité aux plateformes. Mais les applications étrangères comme Telegram restent hors de portée des juges.

Sous pression, la messagerie a finalement reconnu cette semaine un « malentendu » avec la Korea Communication Standards Commission (KCSC) et promis de coopérer avec le régulateur sud-coréen. Ce dernier, qui réclame régulièrement la suppression d'images illicites, se heurtait jusqu'à présent au silence. Telegram a promis une adresse e-mail pour communiquer régulièrement avec les autorités qui réclamaient une telle ligne directe.

Un premier pas timide salué par la KCSC, qui juge que la plateforme a pris conscience « de la gravité de la situation ». Mais beaucoup estiment cette concession insuffisante. Une pétition réclamant l'interdiction de la platefor-

me a été lancée à l'Assemblée nationale à Séoul dans un climat politique plombé. « Je ne pense pas que Telegram a été créé avec des mauvaises intentions, mais vu le nombre croissant de deepfakes, je pense que l'application doit être bannie », juge Eunjo.

Les associations de défense des droits des femmes accusent le gouvernement conservateur de laisser prospérer une culture d'impunité et de sexisme dans la jeune démocratie aux racines confucéennes ayant le plus fort taux d'inégalité salariale homme-femme de l'OCDE. Le président Yoon a supprimé le ministère de l'Égalité des genres dans la foulée de son élection en 2022, sous le feu des critiques des associations. La polémique des « molka », ces caméras cachées dans les toilettes publiques des femmes récoltant des vidéos partagées clandestinement en ligne, a déclenché des manifestations à Séoul ces dernières années. « On assiste à une polarisation et une fracture entre les genres depuis une dizaine d'années, qui est récupérée par les différents groupes et amplifiée par les médias », juge Benjamin Joinau, professeur à l'Université Hongik. Un climat qui accentue la sensibilité de ce nouveau scandale Telegram. ■

La Dépêche du Midi entre au capital du propriétaire de Konbini

Claudia Cohen

Le groupe de presse, qui prend 5 % de DC Company, entend muscler sa présence sur les plateformes sociales.

C'est un rapprochement pour le moins inattendu entre un groupe de presse régional et un acteur des médias numériques. Le groupe La Dépêche du Midi (*La Dépêche du Midi*, *L'Indépendant*, *La Nouvelle République des Pyrénées*, *Centre Presse*...) annonce ce jeudi entrer au capital de DC Company, qui abrite, entre autres, les sites Konbini, Le Gorafi, Les Éclairseuses, l'incubateur Propuls'her ou encore un cercle d'entrepreneurs et de dirigeants DC Club. Le montant de l'investissement n'est pas dévoilé, mais se chiffre en millions d'euros.

« Pour cette année 2024, nous avons décidé d'accélérer fortement sur la partie "social media" », explique au *Figaro* Jean-Nicolas Baylet, directeur général du

groupe La Dépêche du Midi. « Cela permet à DC Company d'avoir un ancrage plus local, explique de son côté Geoffrey La Rocca, président-directeur général de DC Company. Et nous partageons le point commun avec La Dépêche du Midi d'être un groupe de média indépendant dans un écosystème en profonde transformation ! » Le groupe français, qui rachetait en février 2024 Konbini à la famille Perrodo, revendique un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros à fin 2023, et « être rentable », sans donner plus de précisions.

Les deux groupes envisagent dans un premier temps des synergies commerciales, avec la mise en commun de leur portefeuille d'annonceurs aux profils plutôt différents, mais également dans

des projets événementiels. « Nous réfléchissons également à des collaborations éditoriales, autour de contenus communs, pourquoi pas estampillés à la fois La Dépêche du Midi et Konbini », précise Jean-

« La Dépêche doit trouver un nouveau modèle économique, qui passe à la fois par une accélération de la diffusion de contenus sur les plateformes mais également par l'événementiel »

Jean-Nicolas Baylet Directeur général du groupe La Dépêche du Midi

Nicolas Baylet. Dans le détail, La Dépêche du Midi s'empare de « moins de 5 % » du capital de DC Company, qui compte d'autres minoritaires comme l'entrepreneur français Jean-Philippe Cartier. À cette entrée au capital s'ajoute « un investissement important », explique le dirigeant. La presse quotidienne régionale fait face à de nombreux défis ces dernières années. Elle doit notamment compenser la baisse des ventes de ses journaux papier par la hausse de ses abonnements numériques, tout en tentant de diversifier ses sources de revenus.

« La Dépêche doit trouver un nouveau modèle économique, qui passe à la fois par une accélération de la diffusion de contenus sur les plateformes mais également par l'événementiel », explique Jean-Nicolas

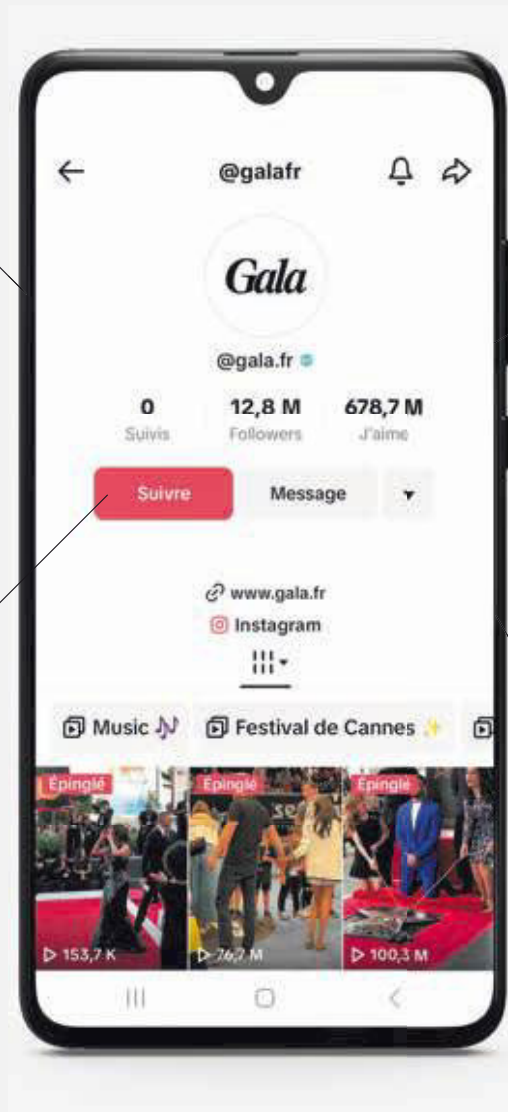
Baylet, qui évoque en guise d'exemple la troisième édition du Rose Festival, qui a rassemblé plus de 110 000 spectateurs la semaine dernière à Toulouse. À travers tous ses titres, La Dépêche du Midi, qui a récemment recruté comme chef de pôle vidéo Sébastien Olland, ancien rédacteur en chef-adjoint de Brut, revendique aujourd'hui quelque 80 000 abonnés numériques.

Des rencontres sont prévues entre les rédactions de La Dépêche du Midi et celles des médias de DC Company, qui organise de son côté le festival C'est qui La Boss?. « Nous faisons tous les deux partie, avec Nicolas, d'une nouvelle génération de dirigeants des médias qui a la volonté de faire preuve d'agilité au quotidien », se targue Geoffrey La Rocca. ■

CETTE ANNÉE LA CÉLÉBRITÉ QUI FAIT LA UNE C'EST *Gala*

3^{ÈME} MÉDIA
mondial sur Tiktok

SUIVEZ-NOUS



4,5 MILLIARDS
vidéos vues en 2023

3 800
vidéos publiées en 2023



13 millions
d'abonnés



Lauréat du prix de la
« Meilleure stratégie social média »



910 000
abonnés

MED/A
F/GARO
CULTIVER L'INTÉRÊT

LE FIGARO et vous



Bulgari

MONTRES

NOTRE SÉLECTION DE GARDE-TEMPS
HORS NORME VUS AU SALON
DE L'HORLOGERIE INDÉPENDANTE,
GENEVA WATCH DAYS **PAGE 29**



CINÉMA

UN ANNIVERSAIRE SOUS TENSION
POUR LE FESTIVAL DU FILM AMÉRICAIN
DE DEAUVILLE **PAGE 31**

Paris mise tout sur le vert



LUCENTSTUDIO.SRL - SANDRINE MARTY/HANS LUCAS VIA REUTERS - PCASTREAM - PHOTOMONTAGE © SHOOTPIX/SHOOTPIX/ABACA

Toujours plus d'arbres, de parcs et de jardins... Au-delà des projets de végétalisation de la place de la Concorde et des Champs-Élysées, la capitale et sa périphérie affichent plus que jamais leurs envies de nature. Explications. **PAGE 28**



Rencontre avec David Gilmour, l'âme des Pink Floyd

PAGE 30



ZADIG & VOLTAIRE

Alyette Debray-Mauduy

Pour contrer les effets du dérèglement climatique, les municipalités veulent donner plus de place à la nature. En espérant des lendemains dépollués et un gain de fraîcheur.

C'est un grand bond en avant que nous propose Anne Hidalgo, la maire de Paris, une véritable conversion, une sorte de révolution verte à l'échelle des grandes agglomérations. « Je souhaite réorganiser les espaces de la capitale afin que ses habitants se les réapproprient », explique-t-elle, insistant sur le réaménagement des Champs-Élysées, « la plus belle avenue du monde, l'artère principale de la ville à qui il faut donner un nouveau souffle en la rafraîchissant et, ainsi, en la pacifiant. C'est ma manière à moi de faire de la politique. »

En mai dernier, le président du Comité des Champs-Élysées, Marc-Antoine Jamet, présentait un vaste programme destiné à « réenchanter la plus belle avenue du monde ». À ses côtés, l'urbaniste et architecte Philippe Chiambaretta, fondateur en 2000 de l'agence d'architecture, d'urbanisme et de recherche d'innovation PCA-Stream. Pour lui, il ne fait aucun doute que si les 150 propositions de son plan étaient appliquées, un tiers de l'empreinte carbone disparaîtrait dans les 50 prochaines années.

Comment ? En diminuant la circulation automobile, en élargissant les trottoirs, en proposant tous les cinquante mètres des « salons végétaux » où se reposer, en plantant 150 arbres sur l'avenue, en construisant de nouvelles terrasses rappelant les « vacheries anglaises » du bas des Champs-Élysées conçues par Joseph Antoine Boulard, le collaborateur d'Alphand. Dix-huit d'entre elles ont été installées pour les Jeux olympiques alors qu'une collection de meubles conçue par le designer Romy Fischler a été éditée. Du mobilier urbain sobre, élégant et pratique permettant d'aligner les terrasses et de mettre en valeur l'axe royal de la Concorde à l'Arc de triomphe.

« Ce projet a été réfléchi avec méthode, sans tomber dans aucune idéologie, précise Étienne Riot, directeur de la recherche appliquée et de l'innovation de l'agence PCA-Stream. Nous avons fait tester nos propositions par des ingénieurs pour vérifier leur faisabilité et leur efficacité. Nous pouvons gagner 1 degré en haut des Champs et 6 à 7 degrés dans les jardins du bas de l'avenue à condition de favoriser le développement des plantations, d'ajouter de la terre autour des arbres - pour renforcer leurs racines - de créer ce que l'on appelle des « fosses de Stockholm » (système combinant plantation d'arbres et gestion des eaux) qui permettent de conserver les eaux de pluie. Jusqu'à présent seulement 16 % d'entre elles sont retenues dans la terre. Avec cette mise en place, nous pourrions en conserver jusqu'à 80 % ».

Le même régime sera probablement appliqué place de la Concorde, devenue elle aussi un des îlots de chaleur les plus importants de la capitale. « L'enjeu est celui du rafraîchissement des villes, poursuit Étienne Riot. Il faut donc réfléchir à la construction de corridors de fraîcheur. » Une commission d'experts pour le réaménagement de la place de la Concorde, nommée en avril par la maire de Paris, vient de rendre ses conclusions. Elle recommande de restituer les anciens fossés qui bordaient la place jusqu'en 1854, d'y planter des arbres, de végétaliser la moitié des 7 hectares, de réduire la circulation, de redonner la priorité aux piétons et de rendre « l'environnement agréable et digne de son histoire, d'en faire le nouveau symbole du double attachement au patrimoine et à la qualité de vie », expliquait Jean-Jacques Aillaon, président de la commission d'experts (nos éditions du 18 juin 2024).

Paris et sa banlieue ont donc entamé leur révolution culturelle. Les forêts urbaines poussent comme des champignons, les friches sont transformées en promenades végétalisées, les coulées vertes se multiplient aux dépens de l'asphalte polluant, les pieds des arbres



La ville de Montrouge (Hauts-de-Seine) a entamé sa végétalisation en 2017 comme ici, sur l'allée Jean-Jaurès.

VINCENT EVAT

Feu vert pour la végétalisation du Grand Paris

sont manucurés comme des petits jardins de curé. Une lubie ? « Non, une nécessité », explique Étienne Riot. Les villes comptaient déjà des pics de chaleur, comme ce fut récemment le cas à Rome, Vienne, Amsterdam. Aujourd'hui, ils sont ponctuels, mais demain ? À terme, le réchauffement peut devenir un problème de santé publique. »

La volonté de végétaliser Paris ne date pas d'aujourd'hui. L'idée germe déjà au XVII^e siècle, où le pouvoir royal, s'inquiétant des effets délétères de la croissance urbaine sur la santé de ses sujets, avait conçu des espaces verts. Sous Napoléon III, pendant que le baron Haussmann traçait ses avenues, le célèbre ingénieur des ponts et chaussées Adolphe Alphand les végétalisait après avoir découvert l'existence des parcs londoniens. Ce dernier fut convaincu des bienfaits qu'apportent les espaces verts dans un Paris très dense et sujet aux épidémies, comme celle du choléra de 1812. De 1853 à 1869, la capitale s'est dotée de 24 squares destinés au « délas-

sement quotidien », auxquels s'ajoutent cinq grands parcs remis en valeur (les Tuileries, le Luxembourg, le parc Montsouris, les Buttes-Chaumont et la plaine Monceau). Après les deux guerres mondiales, l'enthousiasme se tasse. Le paysage n'était plus l'urgence, il faut reconstruire. Les ingénieurs chargés de la reconstruction de la France considéraient les architectes comme de bons décorateurs et les paysagistes comme de gentils jardiniers. Aujourd'hui, après les années 1970 privilégiant la voiture, les municipalités souhaitent transformer leurs villes en jardins.

Le paysagiste Michel Desvigne n'est pas étranger à ce changement de paradigme. Très influencé par son expérience américaine, il a compris l'importance de la construction de grands parcs à Washington, Boston, Chicago ou New York. « Aux États-Unis, les villes s'organisent autour d'espaces verts qui forment un système de continuité forestière. La France est trop longtemps restée crispée sur les centres historiques

des villes, n'osant pas y toucher. Mais aujourd'hui les mentalités changent. Nous nous trouvons dans une dynamique positive avec le Grand Paris et ses continuités paysagères le long des voies ferrées et des canaux. Il y a encore des centaines d'hectares à planter aux abords des infrastructures qui apporteront de la fraîcheur. Il faut réussir à convaincre les municipalités de ne pas construire à tout va et de dédier des espaces entiers à la nature, quitte à densifier plus loin. »

La nouvelle place de Catalogne, inaugurée au printemps par Anne Hidalgo et Carine Petit, maire du 14^e arrondissement, fait partie de ce dispositif. Onze élèves des écoles Poly-West et Jean-Zay sont venus à cette occasion revoir leurs plantations. « Et comment s'appellent ces fleurs ? », leur demande la maire de Paris. « Des gauras », s'exclament-ils. « Moi, j'ai planté celui-ci. » « Et moi, celui-là », poursuivent-ils avant de s'élancer sur les pelouses fraîchement tondues et de jouer au milieu des 470 arbres récemment plantés. « C'est le projet que nous avons voulu. Créer un espace de fraîcheur, de jeux et de promenade pour l'ensemble des habitants du quartier et adapter la ville au réchauffement climatique. En plantant ces végétaux et en réduisant la circulation, nous pouvons réduire la chaleur de 4 degrés », précise Anne Hidalgo. Bien sûr, il y a les grincheux, ceux qui regrettent le côté minéral de l'ensemble d'autrefois, qui craignent que ce lieu, clos, ne devienne un endroit idéal où les SDF viendraient planter leur tente, où les chiens feraient leurs besoins. « C'est précisément notre conception de la nouvelle esthétique urbaine. On traite tout par l'interdit. Nous, nous voulons ouvrir la ville, la faire respirer. Il faut faire confiance à la bonne volonté des habitants. Ces enfants qui ont donné un nom aux fleurs qu'ils ont planté vont avoir une vision plus respectueuse de l'environnement. C'est ce que j'appelle ma révolution de velours. »

Une révolution en plein essor. En 2020, à Aubervilliers, aux pieds de l'immeuble Jump, dans l'ancien site des EMGP (entrepôts et magasins généraux de Paris, devenu un campus tertiaire avec ses sièges d'entreprises), 44 hectares ont été plantés d'essences différentes, capables de résister aux variations de température, aménagés en allées, sous-bois, pelouses. « L'extension de la forêt urbaine s'inscrit dans un vaste projet de restauration des portes de Paris entrepris depuis plusieurs années par l'icade, filiale de la Caisse des dépôts », explique Olivier Guillonnet, directeur de l'aménagement du parc.

Montrouge, cinquième ville la plus dense de France, l'a bien compris. Depuis 2017, elle a dépensé 20 millions d'euros pour augmenter ses espaces verts de 22 %, planter 3200 arbres, former 1400 agents, horticulteurs et pépiniéristes. « Je ne crois pas à l'exode ur-

bain. Je veux construire à Montrouge une densité heureuse en mettant le paquet sur les espaces verts », explique le maire Étienne Lengereau. Nous avons réduit par endroits la température de 5 à 6 degrés et nous en sommes fiers. La ville doit servir à autre chose qu'à la rentabilité. » Grâce à la rétrocession d'une friche détenue par la Crédit agricole, la ville a créé des promenades, des pelouses, des jardins partagés, des squares pour enfants.

« On a la chance de pouvoir remodeler nos villes, poursuit le paysagiste Michel Péna. Et surtout le luxe de réfléchir à l'usage de la ville, à sa fonctionnalité, qui doit s'effectuer en dehors de la performance. »

« Il faut réussir à convaincre les municipalités de ne pas construire à tout va et de dédier des espaces entiers à la nature quitte à densifier plus loin »

Michel Desvigne Paysagiste

Ce n'est pas toujours le cas. Les municipalités n'ont pas toutes la même vision ou la même latitude de décision. À quelques kilomètres de Montrouge, dans le 14^e arrondissement de Paris, l'ancien hôpital La Rochefoucauld, pépite patrimoniale préservée depuis le XVIII^e siècle - 8420 mètres carrés au titre d'espaces verts protégés et 120 arbres - risque d'être bétonné depuis que cet ensemble, appartenant à l'AP-HP, est mis en vente. Pourquoi construire lorsque l'on plaide contre la densité urbaine ? Pourquoi planter certains endroits et en déforester d'autres dans le même temps ? « Ce dossier me tient à cœur, précise la maire de l'arrondissement. Mais, que voulez-vous, le prochain propriétaire sera une société privée. Il faudra bien qu'elle rentabilise ses investissements. »

Y a-t-il donc des freins à la végétalisation de Paris ? Selon le paysagiste Louis Benech, qui a réalisé, entre autres, les jardins des Tuileries, la seule limite est le respect de l'esprit des lieux. « Bien sûr qu'il faut végétaliser, à condition de penser à ne pas faire de contresens historique, de réfléchir aux questions d'arrosage et aux contraintes de déplacement. Moi, j'ai quand même besoin d'une petite roue pour me mouvoir. » Pour l'écrivain Gaspard Koenig - auteur d'*Humus*, sur le désastre écologique (Éditions de l'Observatoire), - la question ne se pose même pas puisque nous sommes vaincus d'avance. « Ce n'est qu'un juste retour des choses. Ce n'est pas la ville que l'on végétalise mais la végétation qui reprend ses droits. Celle-ci s'est construite contre la nature. Elle prend sa revanche et ne pourra pas l'arrêter, pour notre bien à tous. » ■



Vue d'artiste du projet d'aménagement de la place de la Concorde et des Champs-Élysées. PCASTREAM



Sur 44 hectares, la forêt urbaine d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), un projet initié par l'icade, filiale de la Caisse des dépôts. M. HURIEZ

Les sept merveilles de Genève

Judikael Hirel

Le rendez-vous annuel de l'horlogerie indépendante, Geneva Watch Days, qui vient de fermer ses portes, a réservé son lot de surprises et de montres hors norme.



1

Un vent de fraîcheur a soufflé sur le lac de Genève, à l'occasion de l'édition 2024 des Geneva Watch Days, qui aura réuni cette année une cinquantaine de maisons horlogères indépendantes. Prouesses techniques, créativité débridée, chefs-d'œuvre d'artisanat... Notre sélection de sept nouveautés.

1 La plus historique

Chronographe calendrier perpétuel de Breitling

La marque au B allé célèbre ses 140 ans avec trois éditions anniversaire battant au rythme d'un tout nouveau mouvement entièrement conçu et assemblé en interne. Ce complexe B19 est le premier calibre à quantième perpétuel estampillé Breitling. Doté d'un calendrier complet et d'une phase de lune, il corrige automatiquement les mois de vingt-huit, trente et un jours, ainsi que les années bissextiles. De quoi garantir un fonctionnement optimal pendant près d'un siècle, sans aucun réglage majeur, avec une confortable réserve de marche d'environ 96 heures. Au dos, un rotor en or massif est décoré d'une gravure de l'usine Montbrillant, la manufacture historique. Ce calibre intègre trois modèles phares de la maison en série limitée (55 000 €) : la Premier B19 Datora 42 en or rouge reprenant les chiffres arabes, l'échelle des minutes contrastée et les poussoirs carrés du modèle original de 1943 ; la Super Chronomat créée en 1983 pour l'équipe nationale italienne de voltige aérienne, la Freccia Tricolori ; et, surtout, l'icône chronographe Calendrier Perpétuel Navitimer (notre photo), adopté jadis par les pilotes de ligne, avec sa règle à calcul intégrée.

2 La plus extrême

Classique Double Tourbillon Quai de l'Horloge 5345 de Breguet

En 1801, Abraham-Louis Breguet dévoilait une montre de poche munie d'un tourbillon, compensant la gravité terrestre afin d'offrir une plus grande précision. Cette année, la maison qui porte son nom lui rend hommage avec une démonstration de savoir-faire de haute horlogerie : une imposante pièce en or rose de 46 mm de diamètre, au mouvement constitué de 740 composants. Côté cadran, on admire la danse hypnotique de ses deux tourbillons. Leur barrette, fixée à une platine centrale, effectue une rotation en douze heures, faisant ainsi office d'aiguille des heures. Pour l'occasion, les artisans de la manufacture ont imaginé un nouveau guillochage, le « fliné rayonnant », rappelant visuellement des ondes sonores régulières. Côté fond, il aura fallu plus d'une centaine d'heures de travail pour graver au dos du mouvement le croquis vu du ciel de l'atelier d'Abraham-Louis Breguet, au 39, quai de l'Horloge, à Paris ! Un chef-d'œuvre d'artisanat horloger proposé à 835 000 €.

3 La plus distinguée

Tourbillon Or Rose de Daniel Roth

La Fabrique du Temps Louis Vuitton poursuit son patient travail de relance de la marque Daniel Roth avec un tourbillon au boîtier double ellipse en or rose (affiché à environ 180 000 €) entièrement développé par les maîtres horlogers Michel Navas et Enrico Barbasini, en collaboration avec le

célèbre atelier de guillochage de Kari Voutilainen. Exemple d'élégance traditionnelle, le tourbillon positionné à 6 heures est ici surmonté d'une gradation des secondes en trois zones aux allures d'éventail. Au verso du boîtier, on découvre sous une glace saphir le calibre DR001, aux ponts ornés de côtes de Genève verticales.

4 La plus musicale

Octo Roma Grande Sonnerie de Bulgari

Ce garde-temps, présenté comme étant le plus complexe jamais créé par Bulgari, abrite en son sein la complication horlogère reine, la répétition minutes. Quatre marteaux marquent le passage du temps – soit les heures et les quarts, mais aussi les heures, les quarts et les minutes, à la demande – sur un air composé par le chef d'orchestre Lorenzo Viotti. Cette création de haut vol (environ 900 000 €) réinvente au passage la mélodie des gongs en y ajoutant le « triton », un intervalle caractéristique de la musique classique. Dotée d'un boîtier en titane de 45 mm, elle affiche un cadran squeletté en métal ajouré et un mouvement BVV800 à remontage manuel (réserve de marche de 72 heures).

5 La plus ludique

Collaboration entre H. Moser & Cie et Studio Under0g

Quand la belle endormie H. Moser & Cie a été rachetée par la famille Meylan, il y a une dizaine d'années, qui aurait pu imaginer qu'elle deviendrait l'une des griffes horlogères les plus branchées du moment ? Il faut dire que, ces derniers temps, elle n'a jamais hésité à faire le buzz, entre sa montre en fromage, ses casquettes rouges « Make Swiss Made Great Again », ou bien sa Swiss Alp Watch qui détournait le design de l'Apple Watch. Cette fois, place à une collaboration fruitée avec Studio Under0g, horloger underground apprécié des collectionneurs. La H. Moser & Cie Endavour Perpetual Calendar Passion Fruit (80 000 €, notre photo) embarque un mouvement à quantième perpétuel, avec un cadran brossé-soleil violet et un cadran en émail Grand Feu sur une base en or jaune 18 carats. La Studio Under0g X H. Moser & Cie Passion Project (60 000 €) est, quant à elle, un chronographe monopoussoir, au lumineux cadran multicouche au dégradé ambre et pourpre.

6 La plus onirique

Classic Tourbillon Manufacture Aventure de Frédérique Constant

Généralement, l'aventurine qui recouvre les cadrans des montres fait référence à cette matière inventée « par aventure », dit-on, dans un atelier de Murano. Chez Frédérique Constant, c'est en revanche de l'aventurine naturelle, une variété de quartz, qui forme le cadran taillé dans une seule



4



pièce du Tourbillon Manufacture (39 995 €). Cette édition limitée à 36 exemplaires s'offre un boîtier en or blanc de 39 mm, reprenant à 6 heures l'ouverture Heart Beat inventée par la marque.

6



7

7 La plus fine

ThinKing Prototype de Konstantin Chaykin

Malgré les récentes prouesses de Piaget (les 2 mm d'épaisseur de l'Altiplano Ultimate Concept Tourbillon), de Richard Mille (le 1,75 mm de la RM UP-01 Ferrari) et de Bulgari (le 1,7 mm de l'Octo Finissimo Ultra COSC), le fin du fin horloger n'est apparemment pas encore atteint ! Le Russe Konstantin Chaykin a présenté à Genève un prototype de seulement 1,65 mm d'épaisseur. Taillée dans un acier spécial, cette montre extrême devrait peser 13,3 grammes. Sa finesse a également supposé de lui imaginer un bracelet en alligator et titane à sa mesure ! ■

“ IMPRESSIONNANT. INCONTOURNABLE. ”

UN CHEF-D'ŒUVRE.

MOVIE PLAYER

★★★★★

“ THRILLER HALETANT ET RENVERSANT ”

PREMIERE

“ UN THRILLER CAPTIVANT SUR LA FOLIE DU RÉGIME IRANNIEN ”

LOBS

ARIENNE MANDI ZAR AMIR

TATAMI

UN FILM DE GUY NATTIV ET ZAR AMIR

AUJOURD'HUI AU CINÉMA

LE FIGARO

ALLOCINÉ LES INDES

SENS CRITIQUE

Nouvel Obs

CINE+ OCS

Télérama

USC DÉCOUVRE

David Gilmour, juste quelqu'un de bien

Olivier Nuc Envoyé spécial à Londres

Le chanteur, guitariste et compositeur de Pink Floyd sort « Luck and Strange », son premier album solo depuis 2015.

De son nouvel album, *Luck and Strange* (Sony Music), qui sort ce vendredi 6 septembre, David Gilmour explique qu'il constitue son meilleur depuis *Dark Side of the Moon*, de Pink Floyd, sorti en 1973. La formule est un peu exagérée, mais on peut affirmer en revanche qu'il s'agit du plus beau disque enregistré par le chanteur et guitariste sous son seul nom. « Je pense que celui-ci a quelque chose de spécial », reconnaît ce gentleman aussi réservé que pudique. Trente ans après le dernier Pink Floyd, *The Division Bell*, *Luck and Strange* marque une nouvelle collaboration entre le septuagénaire et son épouse, Polly Samson, qui écrit tous les textes des chansons qu'il compose. « Une de ses grandes qualités est d'entrer dans la tête des gens. Elle sait ce que je pense. » Les paroles de ces chansons abordent des sujets comme la mortalité. D'une part, parce que Gilmour est aujourd'hui âgé de 78 ans, mais aussi à cause de la pandémie de Covid. « Pendant un moment, nous pensions que la moitié de la population pouvait en mourir, vous vous souvenez ? », dit le musicien. Les quatre dernières années n'ont pas été en reste, avec cette stupide guerre en Ukraine, la candidature de ce crétin de Donald Trump. Ces sujets reviennent souvent dans nos conversations. Polly écrit selon son point de vue, qui me correspond toujours. »

Pour son premier album depuis 2015, David Gilmour a souhaité changer de perspective en faisant appel à de nouveaux collaborateurs. « Parfois, je suis assez arrogant pour penser que je peux réaliser un album moi-même, mais ce serait épuisant. Nous avons observé le profil des gens avec qui j'ai travaillé dans le passé avant de nous apercevoir qu'il serait bien d'avoir quelqu'un de différent. Polly regarde ces choses avec moi : nous



« Je me considère comme un travailleur, pas du tout comme un dieu », déclare David Gilmour (ici, en 2016). ERNESTO RUSCIO/GETTY IMAGES

avons écouté de la musique en ligne pour voir si nous allions trouver un producteur évident. En regardant ceux qui avaient remporté des prix, elle a trouvé Charlie Andrew, qui travaille avec le groupe Alt-J. Nous l'avons invité à la maison. Après avoir écouté les morceaux, il était très partant. » David Gilmour a adoré travailler sous la direction de ce quadra-

génénaire pas impressionné par ses états de service. « Il n'a pas peur de me dire les choses directement, ce qui est assez rare », souligne Gilmour. Génial compositeur, chanteur et guitariste, la star - un des plus grands talents de la pop des cinquante dernières années - a pourtant de quoi impressionner. « J'imagine que c'est plus difficile pour Paul McCartney

que pour moi, lui est quand même un peu tain de Beatles ! », ajoute-t-il.

« Je me considère comme un travailleur, pas du tout comme un dieu », plaisante-t-il. « Je peux vous assurer que personne dans ma famille ne me traite comme une divinité », avoue ce père de huit enfants, qui consacre désormais le plus clair de son temps aux siens. « Ce que je vise, c'est être le meilleur être humain possible. Vous savez, je traverse les mêmes difficultés que la plupart des gens, même si vous avez raison de penser que je suis à l'abri de la plupart de ces choses. J'essaie de mener la vie la plus normale possible en étant une personne bonne, honnête et gentille. » Assis derrière la console de sa péniche studio, où il nous reçoit ce jour de juillet à Londres, David Gilmour plante son regard aussi bleu qu'intense dans le vôtre à chacune de ses réponses. L'homme semble avoir réglé bon nombre de questions existentielles.

Et je suis revenu régulièrement au fil du temps », dit-il. S'il ne donnera pas davantage de concerts afin la fin de 2024, c'est que David Gilmour a décidé d'enregistrer un nouvel album en décembre. « J'ai attendu neuf ans avant de sortir celui-là. Le temps passe, et je n'ai plus envie de traîner autant », reconnaît-il. L'état de grâce de *Luck and Strange* va donc se prolonger sur de nouveaux titres. Unanimentement reconnu comme un des tout meilleurs guitaristes en activité, David Gilmour est aussi un chanteur exceptionnel et le compositeur de titres entrés dans l'histoire de la pop, mais ses prouesses à la guitare ont parfois éclipsé ces aspects de son travail. « Vous avez raison, dit-il. Mon jeu a éclipsé le reste. Les gens ne se rendent pas compte que je suis à l'origine de quelques-unes des chansons les plus connues du répertoire de Pink Floyd : *Shine on You Crazy Diamond*, *Wish You Were Here*, *Comfortably Numb*, *Dogs*, *Atom Heart Mother*. Quant à ma voix, je ne l'aimais pas lorsque j'ai rejoint le groupe, mais c'est à partir de la bande-son du film *More* que j'ai commencé à la maîtriser. Mais je ne l'entretiens pas particulièrement. En 2015, j'ai eu beaucoup de difficultés avec elle en tournée. » Très en forme, David Gilmour explique qu'il se contraint à effectuer 12000 pas chaque jour. « C'est ma routine depuis neuf ans. Cela contribue beaucoup à mon bien-être », confirme-t-il.

« J'essaie de mener la vie la plus normale possible en étant une personne bonne, honnête et gentille »

David Gilmour

Quand son frère ennemi Roger Waters a quitté le groupe en 1985, David Gilmour a dû forcer sa nature paisible pour prendre le leadership. « C'était une énorme responsabilité, et je me sentais assez seul. Mais je suis plus solide et têtu que j'en ai l'air. Je suis fier de ce que j'ai accompli alors. Bien sûr, certaines choses auraient pu être mieux faites, mais je ne ressasse pas ces choses-là. » Sa détermination à maintenir le groupe en vie envers et contre tout est tout à son honneur. Les albums *A Momentary Lapse of Reason* (1987) et *The Division Bell* (1994) ont d'ailleurs été enregistrés principalement sur cette péniche, qu'il a acquise dans les années 1980. « Je passais le câble de ma guitare sous cette porte afin d'isoler le son de l'ampli, mais la batterie a profité de la résonance naturelle de la petite pièce située à la poupe du bateau », explique-t-il. David Gilmour fait partie de cette catégorie de musiciens ultraminiutieux et obsessionnels du son, capables de passer des heures sur une prise de guitare.

Véritable guitar-hero sur scène, l'homme prévoit pour l'heure de jouer uniquement dans les villes de Londres et de Rome à l'automne, avant d'aller sillonner les États-Unis à partir de janvier. De quoi rendre maudissables ses nombreux amateurs dans notre pays. Une nation qu'il connaît bien pour y avoir vécu dans les années 1960 et en maîtriser la langue. « Je suis venu en France pour la première fois en 1959. C'est à Paris que j'ai découvert les lui-

Les enchères triomphales de 2019 ont rapporté 21 millions de dollars. Une coquette somme d'argent que David Gilmour s'est empressé de verser à une organisation de sauvegarde de l'environnement, une cause qui lui tient à cœur. « Ils sont très actifs, demandent des comptes aux gouvernements, assignent des compagnies aériennes en justice, ils font un travail extraordinaire. » Plusieurs années auparavant, l'homme avait déjà donné le fruit de la vente de son manoir londonien à des œuvres de charité, cette fois à en faveur des sans-abri. « Vous savez, j'ai bien assez d'argent comme ça », avance-t-il en guise d'explication. David Gilmour n'a pas besoin d'attendre la fin de sa vie pour savoir qu'il est devenu l'homme bon qu'il aspire à être. ■

UKRAINE: PHOTOGRAPHS FROM THE FRONTLINE

by Anastasia Taylor-Lind



MÉMORIAL DE VERDUN
CHAMP DE BATAILLE
FORT DE DOUAUMONT - FORT DE VAUX



MÉMORIAL DE VERDUN
20 juin au 30 novembre 2024
memorial-verdun.fr

Une exposition
de l'Imperial War Museums



LE FIGARO
POLKA Télérama

© Anastasia Taylor-Lind

Le Festival de Deauville rêve de fête après la tempête

Constance Jamet

Le rendez-vous du cinéma américain ouvre sa 50^e édition sur fond de changement de gouvernance et de controverses #MeToo.

Septembre 2023. Judith Godrèche est anxieuse. Elle est sur le point de dévoiler au Festival du film américain sa série *Icon of French Cinema*, dans laquelle elle raconte son adolescence, aux mains d'un réalisateur Pygmalion prédateur. « *Monter un projet, c'est un saut d'obstacles. Puis arrive ce moment où on doit le montrer aux yeux des autres et lui laisser vivre sa vie* », souffle-t-elle au *Figaro*, attablée à la terrasse de l'hôtel Normandy. La comédienne refuse encore de nommer celui qui lui a inspiré le personnage d'Éric, même si, pour qui connaît sa filmographie et sa vie, l'identité de Benoît Jacquot est un secret de Polichinelle. Début 2024, quelques semaines après la diffusion sur Arte de la comédie, Judith Godrèche, bouleversée par le soutien des spectateurs, porte plainte contre son ex-compagnon et Jacques Doillon, déclenchant une vague #MeToo qui ne retombera pas.

Épicentre de ce séisme, le Festival aurait pu devenir une tête de pont du mouvement. Mais dans un étrange retour de boomerang, la manifestation se retrouve en plein séisme, essayant réplique après réplique. Ce qui devait être une grande célébration va débiter sous tension. Les frémissements sont apparus en janvier dernier à Gérardmer. Le Festival du film fantastique, comme celui du film policier de Reims et de Deauville est organisé par Le Public Système Cinéma, également société d'attachés de presse. Gérardmer avait programmé une reprise du *Bal des vampires*. Mais le nom de Roman Polanski suscite l'effroi parmi les (jeunes) membres du jury du court-métrage. Le film est retiré du programme - mais pas du catalogue, déjà parti à l'impression.

« Je voulais protéger le festival, justifie alors le directeur du Public Système Cinéma, Bruno Barde, inquiet de la polémique en gestation. La "cancel culture" a gagné, déplore le vétéran. Il ne faut pas séparer l'homme de l'artiste,

mais il faut séparer l'artiste de l'œuvre, explique-t-il.

En juin, le scandale le rattrape, et Bruno Barde est mis en retrait. Dans Mediapart, sept collaboratrices l'accusent de harcèlement et d'agressions sexuelles. Bruno Barde s'en défend et jure « n'avoir jamais fait de remarque à connotation sexuelle, ni eu le moindre geste sexiste ». Pour le remplacer, Le Public Système Cinéma, qui appartient au groupe de communication Hopscotch, se tourne vers son ancienne directrice adjointe, Aude Hesbert, en poste depuis peu à la Villa Albertine à Los Angeles, qui soutient les échanges culturels entre la France et les États-Unis. « Je ne pensais pas arriver dans de telles conditions », concède celle qui « souhaite envoyer des signaux positifs et incarner une nouvelle gouvernance ».

« Nous souhaitons consolider le dialogue franco-américain »

Las, les premières décisions de son équipe entraînent des polémiques. Annoncez dans le jury de Benoît Magimel, le trompettiste Ibrahim Maalouf en est finalement évincé. Accusé il y a plusieurs années d'agressions sexuelles sur mineure, le musicien a été relaxé en 2020. Mais les protestations des internautes, comme de certaines personnalités menaçant de se retirer du festival, sont vives.

« Cette virulence nous a interrogés. Lorsque j'ai accepté la direction de Deauville, j'étais en poste à la Villa Albertine, je ne pouvais pas consacrer tout mon temps à l'organisation du festival », admet Aude Hesbert. « Une invitation avait été adressée à Ibrahim Maalouf depuis le mois de février par l'ancienne direction ». L'écartier « était la seule décision possible pour que cette 50^e édition soit réussie. Le cinéma français vit aujourd'hui les répliques du tremblement de terre commencé aux États-Unis avec l'affaire Weinstein. Nous souhaitons consolider le dialogue franco-américain, les questions soulevées par #MeToo font



De gauche à droite : Thomas Scimeca, Tess Barthélemy, Judith Godrèche, Liz Kingsman et Noé Boon, lors de la cérémonie d'ouverture du 49^e Festival de Deauville, le 1^{er} septembre 2023. FRANCOIS DURAND/GETTY IMAGES VIA AFP

partie de ce dialogue-là. Le monde change, y compris en France ».

Ibrahim Maalouf ne l'entend pas ainsi. Son avocat Fanny Colin, qui souhaite porter le litige devant les tribunaux, dénonce « le sacrifice d'un innocent sur l'autel d'intérêts mercantiles ». « Nous avons essayé d'engager un dialogue à la fois avec les contestataires et avec Ibrahim Maalouf pour évaluer avec chacun les difficultés que nous rencontrons », dit Aude Hesbert. Outre le départ de Bruno Barde, nous sortions d'une période compliquée, marquée par deux ans de pandémie et la grève des acteurs et scénaristes aux États-Unis.

Peinant à juguler la controverse, Aude Hesbert doit contenir un autre départ de feu. L'actrice et réalisatrice Maïwenn a révélé au *Pont* que la présidence du jury lui avait été promise par Bruno Barde. Mais la nouvelle direction de Deauville a nommé Benoît Magimel. Faut-il y voir une sanction contre la réalisatrice qui n'a jamais dissimulé ses

positions anti-MeToo et qui a fait tourner l'ostracisé Johnny Depp dans son film *Jeanne du Barry* ? Pas du tout, réplique Aude Hesbert : « Cette offre de Bruno Barde était informelle. À son départ, l'équipe a souhaité se réapproprier le festival. Cela n'a absolument rien à voir avec Maïwenn, qui est une artiste exceptionnelle. Je lui ai téléphoné car je suis très attristée qu'elle se soit sentie blessée. »

Préserver les espaces de rencontre

« Nous avons eu des difficultés à expliquer nos choix, pas toujours bien perçus, car il y a beaucoup d'amalgames et de raccourcis. La nuance est difficile à porter sur les réseaux sociaux », constate Aude Hesbert. Éprouvée par les insultes et les menaces sur les réseaux sociaux, elle vient tout juste d'achever son déménagement de Los Angeles. Elle souhaiterait que l'attention se reporte sur le programme de cette 50^e édition. Et sur les futurs combats à mener. Outre l'élaboration

d'une charte sur les questions d'emprise et d'abus, Aude Hesbert désire mettre en relation les producteurs américains avec leurs homologues français. Dans une industrie où l'accès aux comédiens est de plus en plus entravé - des journalistes ont protesté lors de la Mostra contre la rarefaction des interviews en festival -, la directrice veut préserver les espaces de rencontre. « Si Deauville prête une telle attention aux jeunes pousses, comme Sebastian Stan, Mikey Madison ou Daisy Ridley, c'est qu'avec le succès, ils deviennent vite inapprochables. »

Seule consolation de cette prise de poste infernale : « Ces controverses montrent que Deauville est un festival très regardé. Cela nous impose une grande vigilance pour la suite. » Et d'appeler au calme : « Nous sommes au Festival du cinéma américain de Deauville pour voir et parler des films, pas pour résoudre un problème de société. » ■

Festival du Cinéma américain de Deauville, du 6 au 15 septembre. www.festival-deauville.com

Le débarquement de Hollywood

La plage de Deauville s'apprête à vivre un nouveau débarquement : Natalie Portman, Michelle Williams, Michael Douglas ou encore Francis Ford Coppola sont attendus pour la 50^e édition du Festival du cinéma américain. Un joyeux contraste par rapport au tapis rouge de l'an passé, presque désert, en raison de la grève des scénaristes et des acteurs. « Cinquante ans, c'est presque la moitié de l'histoire du septième art. Notre manifestation a su évoluer avec tous les changements du cinéma américain. Cela se célèbre », dit la directrice Aude Hesbert.

Symbole de cette continuité, Michael Douglas, qui a rencontré son épouse, Catherine Zeta-Jones, à Deauville, y reviendra une cinquième fois en tant qu'invité d'honneur de la cérémonie d'ouverture. Pour son demi-siècle, Deauville organise une rétrospective de 50 films américains ayant changé le regard sur le monde et le cinéma de 1916 (*Intolérance*) à 2019 (*Once Upon a Time... In Hollywood*). Le festival mettra un prix spécial « nouvelle génération » à Mallia Obama. La fille de l'ex-président des États-Unis présentera son court-métrage, sélectionné à Sundance, *The Heart*. « Mallia représente la confiance en l'avenir et la créativité, valeurs qui nous sont chères », note Aude Hesbert.

Michelle Williams (*The Fabelmans*, *Brokeback Mountain*) et Natalie Portman (*Black Swan*) se verront décerner un Ta-

lent Award et des cabines de plage à leur nom. Remarqués sur la Croisette, Mikey Madison (révélation d'*Anora*, de Sean Baker) et Sebastian Stan (le jeune Donald Trump de *The Apprentice*) recevront les prix du Nouvel Hollywood. Tout comme Daisy Ridley, le nouveau visage de *Star Wars*, tandis que le vétéran Coppola défendra son clivant *Megalopolis*. « Une des joies d'un festival est de se disputer sur le cinéma », plaide Aude Hesbert.

Dénicher les talents de demain

Côté compétition, cette édition reste fidèle à l'ADN des deux dernières décennies : pleins feux sur le cinéma indépendant et sa vitalité pour dénicher les talents de demain comme James Gray qui donnera une masterclass. Sur les 14 longs-métrages en lice que visionnera le jury de Benoît Magimel, 8 sont des premiers films. Se détachent les thématiques de la jeunesse, de la transmission et de la violence aux États-Unis. *We Grown Now* suit l'amitié de deux garçons qui ont grandi dans une cité. *Color Book* dresse le portrait d'un père et de son fils trisomique. *Daddio* avec Sean Penn et Dakota Johnson dépeint les conversations d'un chauffeur de taxi et de sa passagère. *Sing Sing* raconte les ambitions théâtrales d'un groupe de détenus d'un pénitencier de haute sécurité. La performance de Colman Domingo fait déjà le buzz alors que la course aux Oscars commence à peine. ■ C.J.

VOTEZ POUR VOTRE RESTAURANT PRÉFÉRÉ !

- Les plus grands Chefs vous partagent leurs adresses coup de coeur.
- 90 nouveaux restaurants à découvrir dans toute la France cet été.
- Et c'est à vous de voter pour élire votre table préférée !

RENDEZ-VOUS AVANT LE 30 SEPTEMBRE
SUR WWW.THEFORK-AWARDS.FR

EN PARTENARIAT AVEC

«Tous contre Thréard!» : le débat est ouvert

Sarah Lecœur

Le directeur adjoint du «Figaro» et éditorialiste présente ce soir le deuxième numéro de son émission hebdomadaire.

C'est l'un des nouveaux rendez-vous de cette rentrée télé. «Tous contre Thréard!», diffusé chaque vendredi soir, entre 19 heures et 20h30, sur BFMTV, et présenté par Yves Thréard accompagné de François Gapihan. Le débat est roi dans ce programme stimulant centré autour de la politique nationale et internationale. «Le titre correspond à la volonté de la chaîne d'avoir le nom du présentateur dans celui du programme», précise le directeur adjoint du Figaro et éditorialiste. C'est le cas de la plupart des rendez-vous de BFMTV. Il reflète aussi le contenu de l'émission, qui a pour vocation de lancer et d'entretenir le débat. »

Dans la première heure, deux ou trois sujets d'actualité sont évoqués – la poème de la semaine, la mise à l'écart d'Ibrahim Maalouf du Festival de Deauville et l'identité du futur premier ministre, par exemple, la semaine dernière.

Trois débats affrontent leurs points de vue. Un casting 100 % féminin

va se produire ce soir. Raquel Garrido, ancienne députée La France insoumise et avocate au barreau de Paris, Alice Coffin, militante féministe, conseillère de Paris et cofondatrice de l'Observatoire des violences sexuelles et sexistes en politique, et Florence Portelli, vice-présidente du parti Les Républicains et maire de Taverny (Val-d'Oise). La nomination de Michel Barnier à Matignon devrait alimenter les discussions de la soirée entre ces personnalités qui n'ont généralement pas leur langue dans leur poche. À noter que les intervenants changent chaque semaine.

Prise de recul sur l'actu

La diffusion le vendredi soir est propice à la prise de recul sur l'actualité des derniers jours. Ainsi, peu avant 20 heures, les présentateurs s'arrêtent sur l'image de la semaine pour la commenter. La dernière demi-heure est consacrée à une grande interview d'une personnalité politique, Ségolène Royal lors de la première. Yves Thréard retrouve ainsi l'exercice de l'entretien politique,



Yves Thréard et François Gapihan sur le plateau de «Tous contre Thréard!». N. BERZANE/ABACA PRESS/BFMTV

qu'il a longtemps mené au Figaro avec «Le Talk», émission diffusée sur le site internet du journal. Le mot de la fin de «Tous contre Thréard!» lui est réservé, à travers un édit.

Quid des audiences ? Le 30 août, entre 19 heures et 20 heures, ils étaient environ 326 000 curieux, soit 2,4 % du public, au rendez-vous (contre 495 000 téléspectateurs devant le «Face-à-face» de CNews présenté par Eliot Deval, soit 3,7 % de PDA). Un score comparable à ce que réalise Benjamin Duhamel pendant la semaine, sur cette même case horaire.

Le journaliste de 29 ans a rassemblé 425 000 téléspectateurs en moyenne entre les premiers lundis et jeudis et 3,1 % de PDA. L'objectif est de concurrencer CNews, leader de cette case.

Une plus large refonte s'opère d'ailleurs sur la grille de BFMTV, surtout côté soirées. Eric Brunet, transfuge de LCI, a été recruté pour contrer le tout-puissant Pascal Praud sur la case du 20 heures-21 heures. Mais les résultats sont encore timides. Seulement 280 000 téléspectateurs ont regardé «Liberté, égalité, Brunet!», la première semaine, soit 1,5 % de part de marché, quand son concurrent direct sur CNews fait plus du double avec ses 685 000 téléspectateurs en moyenne et 3,8 % de

part d'audience. Le nouveau patron, Fabien Namias, choisi par le nouvel actionnaire Rodolphe Saadé, aura fort à faire. Mais pour l'heure, Marc-Olivier Fogiel, directeur général démissionnaire, est encore aux manettes, au moins jusqu'au 1^{er} octobre, en raison de la clause de non-concurrence de son successeur signée à TFI qui empêche ce dernier de travailler dans la maison d'en face. «Le plus tôt sera le mieux», a récemment confié au Figaro un Nicolas de Tavernost, PDG par intérim, optimiste. ■

«Tous contre Thréard!»
De 19h à 20h30, sur BFMTV
Notre avis : ●●●●

Hollywood met la main sur «Only Murders in the Building»

Constance Jamet

Le trio de podcasteurs devient le sujet d'un biopic. Occasion pour Eva Longoria et Eugene Levy de participer à cette mise en abyme pétillante.

Voilà de quoi adoucir la rentrée. La comédie policière et reine de la mise en abyme *Only Murders in the Building* est de retour sur Disney+ pour une quatrième saison, encore plus riche en grosses pointures hollywoodiennes. Non seulement les distinguées recrues de l'an passé, Paul Rudd (*Ant-Man*) et l'icône Meryl Streep remplissent, mais désormais des stars jouent leurs propres rôles.

Les héros du feuilleton Oliver (Martin Short), Charles (Steve Martin) et Mabel (Selena Gomez, à l'affiche du film musical de Jacques Audiard sur les cartels *Emilia Pérez*), voisins de palier dans une très belle résidence new-yorkaise, ont encore du pain sur la planche. Un énième

meurtre, mais qui les touche en plein cœur, a eu lieu dans leur immeuble Art déco de l'Upper East Side. La victime est Sazz, la cascadeuse attirée et amie de Charles. Abattue dans la cuisine de ce dernier.

Les détectives du dimanche voient leur enquête contrecarrée par un obstacle inédit. Leur podcast, qui narre leurs investigations, a tapé dans l'œil d'une productrice de Los Angeles qui entend le transformer en biopic. Oliver, dramaturge raté, et Charles, ex-pilier d'une série policière, sont dans leur élément et enthousiastes à l'idée d'être joués par Zach Galifianakis (*Very Bad Trip*) et Eugene Levy (*Bienvenue à Schitt's Creek*). Représentante pragmatique de la génération Z,

Mabel hésite. Elle va être incarnée par Eva Longoria. La vedette de *Desperate Housewives* livre d'elle une version non seulement vieillie, mais aussi dysfonctionnelle et narcissique.

Excès de zèle

Comme si affronter les conséquences de leur notoriété et le regard réprobateur d'autrui sur leur passion pour le crime ne suffisaient pas, les trois limiers doivent gérer les excès de zèle de leurs doubles de cinéma, déterminés à s'immiscer dans leur enquête et à participer aux interrogatoires. Tout déraile, devenant encore plus absurde qu'à l'accoutumée, avec une pointe de satire bien dosée sur les ego hors de contrôle du septième art et le chaos que peut de-

venir un plateau de tournage. Et Steve Martin de reconnaître : «*Imaginez les quiproquos quand vous avez dans la même pièce le modèle, le comédien et sa doublure ! Tous habillés de la même façon.*» De quoi brouiller les pistes même pour un assassin chevronné.

Le comédien et humoriste se délecte de la complexité des protagonistes. «*Ils se titillent. Leur hobby d'enquêteur du dimanche leur fait passer beaucoup de temps ensemble. Cela n'en fait pas des amis proches pour autant. Il leur vient rarement à l'esprit de se fréquenter en dehors du "boulot"*», décrypte-t-il. «*Avec Only Murders in the Building, on ne sait jamais dans quel univers la saison suivante va nous emmener. Aujourd'hui, c'est le monde du cinéma.*»

Juste avant, c'était Broadway et ses numéros de chant et de danse », relève, de son côté, Selena Gomez.

Ces dix nouveaux épisodes font quelques infidélités à la Grosse Pomme pour s'aventurer dans les villas de luxe sur les hauteurs de Los Angeles. Ces volets revisitent aussi les affaires précédentes élucidées par le trio. Ces meurtres si proches d'eux ne sont peut-être pas de malheureuses coïncidences défilant les statistiques. De quoi réécrire toutes les règles du jeu et four-nir un beau scénario à Hollywood... ■

«Only Murders in the Building»
Disney+
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

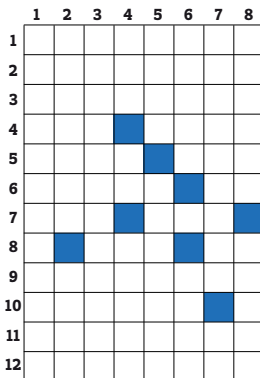
PROBLÈME N° 6703

HORIZONTALEMENT

- Se résout sans peine mais sans familiarité.
- Initier au wokisme.
- Il fait trembler les cloisons.
- Vieille confidente. Imita Laquedem.
- Cardinaux au grand complet. Bahut technique ou impôt local.
- Mise au point. Deux de quatre.
- Accompagne un numéro d'adresse. Exposés en galerie.
- Magazine qui a perdu sa nouveauté. Scelle l'union.
- Pleine de crasse et de poussière.
- Bref passage à la radio.
- Agissent pour une noble cause.
- D'une vallée où un lion semait la terreur.

VERTICALEMENT

- Son agent lui fait faire un travail dégradant.
- Sévère correction infligée pour une avarie. Soutien de famille.
- Enroulé par la gauche.
- Pousse sur les cailloux. Extrémité du goulot. Petit morceau de canard.
- Monte dans l'arène pour son roi. Entouré de pres.
- Son pas est maladroit. Mal tenu.
- Aux anges. Naissance et fin de Napoléon.
- Fautes signalées. Subit un traitement à l'écran.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6702

HORIZONTALEMENT

- Empâtter.
- Farceuse.
- Flairées.
- Èviers.
- Terre. Oo.
- Drisses.
- ESA. Très.
- Salariée.
- Èt. Fée.
- Rifts. Bè.
- Roue. Pan.
- Entrevue.

VERTICALEMENT

- Effet de serre.
- Malversation.
- Prairie.
- Aciers. After.
- Terrestres.
- Tues. Érie. PV.
- ESE. Osée.
- Bau.
- Resto. Selène.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



MOTS MÉLANGÉS

RCT JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ADROIT	EMMENÉ	FENTE	QUARTERON	SPRINTEUR
AÉRONEF	ENCADREUR	GICLÉE	QUOTA	TUBULAIRE
AMBULANCE	ÉTÊTER	HÉRAUT	RALENTI	
ÂNESSE	FACE	LEUR	RIQUIQUI	
BERNIQUE	FAÏENCE	MAQUILLER	SAUTERNES	
DÉBUT	FÉLON	ORGUEIL	SELF	

R E N E M M E S S E N A E E E

U F E N T E A A U O T R I C O

E F A C E A U Q R O I U N N R

T E A A H T I E U A Q A N E G

N N C D E N T Q L I L F T I U

I O L R R R R U U U L E C A E

R R R N E A O B Q B E T L N F I

P E B U U U I M S E E O E T L

S A Q R T R A T E E D N R R I

SOLUTION DU N° 4839

3	9	4	8	1	5	7	2	6
7	5	1	6	2	4	8	3	9
2	8	6	7	3	9	1	5	4
8	6	7	1	5	2	4	9	3
5	4	2	9	7	3	6	8	1
1	3	5	2	4	7	9	6	8
4	2	9	5	6	8	3	1	7
6	7	8	3	9	1	5	4	2

SOLUTION DU N° 4840

8	7	5	1	4	3	6	2	9
2	1	6	9	8	5	3	4	7
3	9	4	6	2	7	5	1	8
4	6	1	7	5	9	2	8	3
5	3	9	8	1	2	7	6	4
7	2	8	4	3	6	1	9	5
6	4	2	5	7	8	9	3	1
1	5	3	2	9	4	8	7	6
9	8	7	3	6	1	4	5	2

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
OMBRER - GLACER - LEZARD.



AVANCÉES EN MER	BOU- LEVERSA	SCANDIUM DE CHIMISTE	PRÉTER SERMENT	TASSAI LE SOL	INFOEN IMAGES	IL VENDIT SON DROIT D'ANESSE	GRUPPE POLITIQUE	MANTEAUX SANS MANCHES	FAIT PORTER	VOGUEUR SUR LE LAC	AU- JOURD'HUI POUR DEMAIN	BASES D'HUILES
CONGE MILITAIRE	NE CÉDANT PAS		MAL EN BOUCHE	À CE POINT	CHANTA AU TYROL		PIÈCE DE MOTEUR		BRISÉ			LAME DU TAROT
		BAVAR- DATT				UN TRIANGLE INTRIGUE DU FILM				LONGI- TUDINAL		
		AMI INTIME	EN PRÉ- MIER LIEU			AINSI FINIT LE HARENG		LANGUE DE CESAR		IMPRÉVU	PLUSIEURS SIÈCLES	
CHIFFRE IMPAIR			IMPERS DE MARINS			COUPE DE JEAN		POLIE			EAU DU PÉRIGORD	
AMANDE À CROQUER					SONDÉES							
				AMERTUME						QUI A PRIS L'ASPECT DU CHARBON		
NÉGATION		DÉCHARGE DE FERRAILLE					SURETS				DURÉE DE DOUZE MOIS	
COMMUNE DU PUY- DE-DÔME		HUILÉE			GRANDS FRÈRES		ARTICLE À MADRID				UN LIEN	
				CENTRE HOSPI- TALIER	ÉTAT DE SHAH			BOUT DE VEAU		DE LA LUNE		
DONT ON SE SERT			BRAIL- LEMENT		INSALUBRE			SIGNIFIE CONTRE		TERME DE BÉBÉ		
GLOBE À PLAT			QUEL SUPPLICE !		DES OIGNES À PÊCHE DE VUE				RUDESSES			
						TRÈS PEU DE CHLORE	ENTOURÉ DE PRÈS		RADIO DU LUXEM- BOURG			
							POSSÈDE				SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT	
											A M P A A Z E O A D S G D	
											E MOUVANT DE VOIRS C R E A T E U R S	
											A U T O B R I T A N A R C O C U L U M E N T	
											G R A I L L E D E P O R T E M A N T E A U D R E	
											R I N C E L L I E D E R O U R D U I N I N	
											B A L S A C L O U E O U R S I N S L S O A D	
											L N E R E S E C U C R E E L U E R I E	
											K I E F L A T E A S S I S C S I X	
											P A M A N D E A S E E N A N S I E	
GREFFE							SOUMET- TRE À UN EXAMEN SÉLECTIF					
MASSIF DE PROVENCE			AUTOSUF- FISANCE									
				QUI REPOSE AU FOND DE L'EAU					SUIVIE SUR TOUTE LA LIGNE			

Dix pâtes à tartiner « à croquer » pour la rentrée

Alice Bosio et François Blanc

Chocolat, noisette, pistache, cacahuète : nos recettes artisanales favorites dans la capitale pour régaler petits et grands à l'heure du



La Maison du Chocolat (8°).



Chocolatiers et pâtisseries sont toujours plus nombreux à proposer des pâtes à tartiner réalisées de façon artisanale à partir de produits soigneusement sélectionnés (noisette, chocolat, pistache...), sans huile de palme ni excès de sucre. Voici nos préférées dans la capitale.

La plus « pour adultes » PLAQ

PRIX : 19 € les 200 g, 4, rue du Nil (2°). Tél. : 01 40 39 09 54. Tj.

LE LIEU. Lancée il y a cinq ans, dans la très gourmande rue du Nil (Terroirs d'Avenir, Frenchie, L'Arbre à Café), par deux reconvertis de la communication, Sandra Mielenhausen et Nicolas Rozier-Chabert, cette manufacture de chocolat « bean to bar » (« de la fève à la tablette ») pointue, propose, dans sa boutique blanchie, tablettes, boissons, pâtisseries et glaces cacaotées d'excellente facture.

LA PÂTE À TARTINER. La PLAQ de Tartiner est fidèle à la philosophie de la maison, qui se limite à quelques ingrédients pour faire ressortir autant que possible le goût brut du cacao. De consistance très fluide, mais légèrement texturée en bouche, la recette, composée de 83 % de praliné aux noisettes du Piémont et de sucre de canne bio non raffiné du Brésil, de 14 % de chocolat pur noir et de pur lait et de 3 % de poudre de cacao, exalte le goût noiseté, mais peu sucré du praliné et l'amertume du cacao. Presque un dessert en soi, qui ne fera peut-être pas l'unanimité chez les petits, mais la fera sans aucun doute chez les grands.

La plus addictive Edwart

PRIX : 25 € les 240 g, 67, rue des Dames (17°). Tél. : 09 83 34 67 75. Du mar. au dim. Et 3 autres boutiques à Paris.

LE LIEU. Si le monde du grand chocolat joue parfois la carte du conformisme, ou s'il est en tout cas souvent difficile de s'en démarquer, le fantasque Edwin Yansané a choisi l'audace pour son entreprise florissante, qui fête cette année ses dix ans d'existence. Déjà quatre boutiques pour le plus tatoué et le plus aventureux des grands chocolatiers français, qui continue d'oser avec ses tablettes aux fèves vieilles dans des fûts de différents alcools ou ses pralinés à la coriandre et au cumin.

LA PÂTE À TARTINER. Si Edwart propose une pâte à tartiner plus traditionnelle, difficile de résister à sa gamme

« Le Grain », des pralinés en pot à tartiner, à la texture délicieusement rustique, dense, légèrement fluidifiée par un peu de chocolat et d'huile d'olive. Comme son Grain Vert à la pistache d'Iran (47 %), totalement obsédant. Pas forcément le plus pratique à tartiner – pour quoi dans ce cas ne pas y aller directement à la cuillère ? –, mais le jeu en vaut largement la chandelle et vous aurez du mal à ne pas vous relever la nuit.

La plus équilibrée À la Mère de Famille

PRIX : 13 € les 300 g ou 17,50 € les 500 g, 16, rue Rambuteau (4°). Tél. : 01 89 02 01 40. Tj. Et 15 autres boutiques à Paris/IDF.

LE LIEU. Rachetée en 2000 par la famille Dolfi, la plus ancienne chocolaterie de Paris (1761) compte désormais seize boutiques dans la capitale et alentours, dont la dernière rue Rambuteau, vaste temple de la tentation doté d'un corner à pâtisserie Stohrer (enseigne rachetée en 2017). Malgré ce succès, la qualité reste au rendez-vous – tous les chocolats et confiseries sont produits en Touraine –, servie par un univers régressif qui ne se prend pas au sérieux et beaucoup de gourmandise.

LA PÂTE À TARTINER. Fabricant de pâte à tartiner sans huile de palme depuis une quinzaine d'années, la maison en propose désormais trois : l'Originale, la Croustillante (avec des morceaux de crêpes dentelle) et la Fondante (plus onctueuse). La première, meilleure vente, est aussi notre préférée pour sa saveur plus chocolatée et plus noisetée que ses deux petites sœurs. Composée à 41 % de noisettes françaises, on y trouve aussi des amandes torréfiées espagnoles, pour une saveur équilibrée à même de rendre accro toute la famille !

La plus originale Momzi

PRIX : 14 € les 150 g, 1, rue Cherubini (2°). Du mer. au dim.

LE LIEU. En plein cœur du quartier japonais de Paris, a poussé cette petite échoppe à donuts, loin des travers maximalistes du beignet traditionnel américain débordant de couleurs et d'excès. Une boutique d'un noir intimidant, qui présente ses créations comme des bijoux précieux sur des piédestaux, fondée par un directeur artistique du milieu de la mode, Thomas Bellego, et le chef pâtissier américano-iranien anciennement étoilé Raamin Samiyl, qui met en avant la qualité des ingrédients et la finesse de l'exécution.

LA PÂTE À TARTINER. Puisque les donuts de la maison misent sur des associations originales et savantes, il fallait des pâtes à tartiner à l'avenant. Faites votre choix entre la version cacahuètes, fève de tonka et chocolat au lait ou la très convaincante version matcha et pistache liée au chocolat blanc. Une pâte à tartiner lisse, brillante et très fluide, où la pistache, dominante, et le chocolat blanc, apportent une vraie gourmandise, contrebalancée par le caractère d'un excellent thé matcha Uji qui s'affirme en fin de bouche.

La plus onctueuse La Maison du Chocolat

PRIX : 16 € les 280 g, 225, rue du Faubourg Saint-Honoré (8°). Tél. : 01 42 27 39 44. Tj sf dim. Et 9 autres boutiques à Paris.

LE LIEU. La célèbre enseigne fondée en 1977 par le pionnier Robert Linx, surnommé le « Sorcier de la ganache », et désormais multipliée à l'international, est dirigée depuis douze ans par le meilleur ouvrier de France Nicolas Cloiseau. Lequel ne ménage pas sa peine pour inscrire la maison dans la modernité, entre créations à quatre mains avec des pâtisseries et réflexions sur les textures, les goûts et les compositions de ses bonbons, tablettes, barres et gâteaux.

LA PÂTE À TARTINER. Avec sa texture ultra-onctueuse, lisse et fondante, qui pourrait rappeler celle de l'industriel préféré des Français, la Choco Démente se distingue par un goût de noisette intense (40,5 %), bien équilibré avec celui du cacao, sucré sans excès. Du réconfort en pot et un succès garanti auprès des enfants.

La plus mousseuse Le Chocolat Alain Ducasse

PRIX : 20 € les 250 g, 40, rue de la Roquette (11°). Tél. : 01 48 05 82 86. Tj. Et 24 autres boutiques à Paris/IDF.

LE LIEU. En pleine expansion, la galaxie du célèbre chef français a opéré un puissant virage sucré ces dernières années entre biscuiterie et glace, démarré avec le chocolat, qui dépasse déjà la vingtaine d'adresses parisiennes et commence à s'étendre hors de nos frontières. Un travail de préci-

sion et d'exception qui a fait de la maison, en quelques années, l'une des meilleurs enseignes de chocolat du monde. On n'en attendait pas moins d'un tel jusqu'au-boutiste.

LA PÂTE À TARTINER. Loin des pâtes à tartiner lisses, brillantes et fluides, celle de Ducasse exprime toute sa singularité à travers la richesse de ses textures. Aussi délicieusement granuleuse qu'un praliné rustique, elle développe un côté légèrement mousseux qui la rend plus légère que les autres. Il est alors encore plus difficile de lui résister. Elle est sans sucre raffiné, et dégage un

fort goût de noisette et une pointe de vanille qui parachèvent ce total succès.

La plus régressive Bernachon

PRIX : 12,35 € les 200 g ou 19,30 € les 350 g, 127, rue de Sèvres (6°). Tél. : 01 88 33 79 59. Tj sf dim. et lun.

LE LIEU. L'incontournable chocolatier « bean to bar » lyonnais, lancé en 1953 par Maurice Bernachon et désormais aux mains de la troisième génération familiale (Philippe, Stéphanie et Candice), a lancé en 2019 une petite boutique écrivain rive gauche. On y retrouve l'ensemble de sa gamme de tablettes, bonbons de chocolat et pâtes à tartiner produites dans la cité des Gones.

LA PÂTE À TARTINER. La Bernachon' est créée, comme tous les chocolats de l'enseigne, à partir d'un mélange de dix variétés de fèves de cacao en provenance du monde entier, sélectionnées et torréfiées par la maison. Elle est proposée en deux versions : classique (60 % de noisettes de Piémont torréfiées) et Intense, plus chocolatée (48 % de noisettes). Cette dernière recueille nos faveurs – et celle des enfants –, grâce à sa texture lisse et onctueuse et sa saveur équilibrée, quoi qu'un poil sucrée.

La plus noisettée Pierre Marcolini

PRIX : 14,50 € pour les 350 g, 64 rue du Commerce (15°). Tél. : 01 89 20 69 32. Tj sf dim. Et 3 autres boutiques à Paris.

LE LIEU. Véritable légende du chocolat de l'autre côté de notre frontière nord, Pierre Marcolini est aussi bien implanté chez nous qu'en Belgique, avec trois boutiques parisiennes du Marais au 15^e arrondissement et une présence de longue date dans les Galeries Lafayette. S'il travaille en « bean to bar », le champion du monde de pâtisserie 1995 est plutôt connu pour ses créations ultra-gourmandes que pour ses grands crus.

LA PÂTE À TARTINER. Rien de plus logique, alors, que la pâte à tartiner soit devenue son produit le plus iconique, sa Casse-Noisette ayant même été par la suite déclinée en diverses confiseries dédiées au roi des fruits secs. Il faut dire qu'elle a quelque chose de profondément satisfaisant, avec ses 55 % de noisettes du Piémont, sa texture plutôt lisse et fluide et son cacao discret. Un concentré de noisettes, bien torréfiées, qui pourrait se tartiner sur une tranche



À la Mère de Famille (4°).

Le Chocolat Alain Ducasse (11°).

PLAQ (2°).

petit déjeuner et du goûter.



Edwart (17°).

L. ROUVASIA MAISON DU CHOCOLAT, EDWARTCHOCOLATIER, A LA MÈRE DE FAMILLE, ATELIERMARS, C. CHAMIGNON

de pain autant que sur des crêpes bri-côlées pour le goûter.

La plus ovni Buddy Buddy

PRIX : 9,90 € les 260 g,
15, rue de Marseille (10°), Tlj

LE LIEU. Lancé il y a quatre ans à Bruxelles, par un Néo-Zélandais et un Français, cet atelier produit des pâtes à tartiner à base d'oléagineux biologiques sourcés en circuits courts. Très riches en noix grillées à sec, elles sont vendues dans les deux coffee-shops bruxellois et parisiens (près du canal Saint-Martin) de la marque, qui les utilise aussi pour confectionner boissons caféinées (ou non) et pâtisseries.

LA PÂTE À TARTINER. Le Peanut Butter Cup, inspiré d'une boisson vedette de la maison, mêle un beurre de cacahuètes grossièrement moulues (80 % d'arachides du Nicaragua), qui apporte du croquant en bouche, à 25 % de chocolat noir belge (sans sucre raffiné). Légèrement salé, le résultat, peu sucré, auquel la légère dose de chocolat apporte un peu de rondeur, est une ode à la cacahuète. Pour les allergiques aux arachides, le praliné chocolat, composé à 80 % de noisettes du Lot-et-Garonne, offre lui aussi une texture légèrement croustillante et une saveur singulière.

La plus nostalgique Gilles Cresno

PRIX : 6,50 € le pot de 200 g,
10, rue Paul-Vaillant-Couturier
à Rueil-Malmaison (92).
Tél. : 01 42 42 14 14. Tlj.
Et 2 autres boutiques dans le 92.

LE LIEU. Gilles Cresno bâtit son petit empire depuis une dizaine d'années, et est aujourd'hui à la tête de trois boutiques à Rueil-Malmaison et Nanterre. Cet ancien de Ladurée et de la Maison du Chocolat développe une chocolaterie racée et exquise, « emballée » dans une forme de simplicité qui tranche avec le goût du luxe de tout un pan de la chocolaterie. D'excellents produits à des tarifs tenus, c'est assez rare pour être souligné.

LA PÂTE À TARTINER. C'est probablement la pâte à tartiner de cette sélection qui comblera ceux qui rêvent de retrouver le goût de la fameuse pâte à tartiner de leur enfance, en version artisanale et moins sucrée. Une création lisse, brillante, légèrement collante, facile à tartiner, où la noisette est puissante (50 %), mais où le cacao a aussi du répandant. Idéale pour tous âges et pour toute utilisation. ■

HACHÉ MENU
PAR EMMANUEL RUBIN

ZEFFIRINO, DELON AURAIT ADORÉ...

Cette neuve table (qui ne manque pourtant pas de saga) ne nous en voudra guère, à deux pas d'elle, de convoquer une voisine, une complice, Le Stresa de la rue de Chambiges, dont un certain Alain Delon fit sa cantine transalpine à Paris. Promis, on vous la racontera, ici, très bientôt mais, en attendant, convoquer l'une, c'est justifier l'autre. Le Stresa fétiche du Samourai n'est pas loin de cet inattendu Zeffirino comme surgi d'un très mythifié Guépard. Même désormais quartier triangle doré, même étoffe très assumée, même Italie fantasmée dans la superbe. Depuis 1939, Zeffirino figure une institution génoise comme depuis cent-vingt-cinq ans, à nos Champs-Élysées, autre repaire, autre icône, autre haut, autre bas, ce si cher Fouquet's. À croire que la rentrée, fut-elle celle des tables, a le goût des légendes.

Cinecittà de banquette Des lustres et des lustres qu'en sa côte ligure, l'enseigne assure à maintenir sa douce vita. D'une saison l'autre, les *jet* et les *set* se plaisent et complaisent à la caprese di burrata, aux tagliani au caviar et lime, aux fettuccine con porcini, aux costine di agnello in crosta di erbetta aromatisée. En salle comme en cuisine, la Méditerranée passe les plats sans plus se fatiguer. À Paris, autre histoire, autre temps. La salle l'a bien compris qui vous lâche ses velours, ses souvenirs en clichés sépia et son Cinecittà de banquette. Une manière que les pisse-froid contemporains trouveront sûrement trop appuyée, là où se conforteront les delloniens d'hier comme d'aujourd'hui.

In pesto veritas Tant qu'à rejoindre le clan, après de très probes crevettes crues de Sicile, huile, basilic, citron et avant des pistaches turbinées et caramélisées, saluer l'adresse dans son mérite à nous rappeler ce que pesto veut dire ! Et de ce côté-là, ni creuse mondanité, ni vaine modernité juste un petit génie de mi-sauce, mi-condiment génois, émulsionnant au poignet du pilon, basilic, huile d'olive, pignons de pin, ail, sel et parmesan. Les fines pâtes trofie ou les larges mandilli ne s'en remettent pas de pareil smoking. Nous avec. La même volupté à retrouver, le temps et l'espace d'un plat, la petite éternité d'une recette star. De celle qui, au cinéma, fait les Delon, les Visconti et les Guépard.

MAIS ENCORE...

LE PUBLIC. Comme toujours, la mondanité, mélange de vrai chic et de nouveaux riches.

LE SERVICE. Très habile à nous rappeler que c'est moins les chefs qu'on a désormais envie de voir gesticuler derrière leur comptoir-cuisine que ces quelques vestes blanches complices à nous servir, ici, leurs beaux gestes de guérideron et cette huile versée en salle comme à la cuillère sur une salade génoise et ce pesto tourbillonné en direct du mortier.

EST-CE CHER ? Pardonnez la provocation en cette pleine rentrée mais avouons, ici, le tarif palme d'or : 90 € à 120 €.

FAUT-IL Y ALLER ? Allez va, planquez vos mouchoirs, dans quatre mois, l'adresse fera quand même un beau cadeau de Noël !

911, rue Marbeuf (8°).
Tél. : 01 84 21 09 19.
Tlj jusqu'à 23 h 30.
Métro : Alma-Marceau.

La Petite Chaise (7°).



THIBAUT CHARPENTIER

La Petite Chaise, retour discret de la bourgeoisie

Emmanuel Rubin

Table historique de la rive gauche, elle vient de faire peau neuve, autour de boiseries vernies, nappes amidonnées et cuisine de tradition.

Elles disparaissent souvent dans un silence indifférent, coupable ou carrément crétin. Avec elles, avec leur pudeur à se retirer en silence, Paris perd toujours un peu de sa mémoire. Sûrement parce que leur effacement est trop poli et la liste qui l'accompagne trop triste à se compter. Les tables tombent ainsi parfois comme les hommes. Dommage ! À ceux qui les fréquentèrent, elles laissent le goût métallique de la nostalgie. À ceux qui n'en savaient pas même le nom, elles cèdent au rendez-vous manqué.

Rive gauche, encore pire ! Ce doit être l'Apollinaire des sentiments, le Souchon des choses, la poésie et le refrain du quartier. On s'y attablait ou non, bien ou mal, mais, entre un jardin, deux statues, trois monuments, elles avaient le mérite de faire ville. Petit miracle des circonstances, certaines réussissent parfois à sauver leur peau. Rue de Grenelle, La Petite Chaise est parmi celles-là.

Selon la légende, auberge belles pierres depuis 1680. À son mérite : quatre siècles à nourrir le Saint-Germain-des-Faims et cet âge d'or du XX^e, où les humanités passaient encore à table, quel-

que part entre Sartre et Sciences Po. Ces dernières saisons, avouons, bien sûr, que les vieux murs n'avaient d'égal que des escargots fatigués et le spleen des grandes familles qui s'y ennuiaient ferme, dimanche compris.

Si ce n'est qu'en 2024, revanche des circonstances, renversement de table,

c'est bien le nouveau siècle qui commence à lasser. Trop pressé de lui-même. Un quartier de grands enfants du 7^e, fidèles cuillères dorées (dont un certain Antoine Arnault), vient de reprendre l'enseigne, la re-

dorer, lui coller boiseries vernies et nappes amidonnées. Par-dessus, assiettes, argenterie et guérideron en retour discret de bourgeoisie.

À lire la carte, on se croirait dans le Michelin 1967 avec soupe à l'oignon et frisée lardons, magret à l'orange et filet poivre ultra, pommes (très) allumettes, chantilly à la cuillère, mousse choco

d'Hortense, pavlova d'Igor. Old school, new cool diront les touristes américains, qui ne manqueront pas d'y revenir et de rejoindre les quadras des parages, visiblement lassés de trop d'années emportées par la food, le sirop de grenade et le bœuf Wagyu.

AVEC QUI ? Filles et fils de famille.

UNE, DEUX, TROIS ASSIETTES... Tourteau « tenue de soirée » : travaillé à la pince à épiler, soutenu d'un jus et d'un craquant d'herbes, bref, d'un chic bienvenu ! Turbot sauce vierge : tout y est moins l'opulence. Vu le tarif... Tarte Tatin, crème double : le fond et les formes.

DANS LE VERRE ? Pioché dans une cave sans grande surprise, un bourgeois marseillais (Pierre Bourée Fils) qui semble attendre l'automne.

SERVICE : bien emballé par un certain Yann, parfois à la limite du bateleur.

L'ATTENTION : l'absinthe, ce soir-là offerte, le voir l'offrir.

ZUT ! Un menu déjeuner, please ! **L'ADDITION :** pas la douche, mais la petite douille, entre 70 € et 90 €.

QUELLE TABLE ? À l'étage, la 26 dans la grande salle.



LA PETITE CHAISE

36, rue de Grenelle (7°).

TÉL. :

01 42 22 13 35.

BOISSONS :

Tlj sf dim. et lun.

MÉTRO :

Rue-du-Bac.



KHORSHAEVA NATALIA



Chez Bertrand

Genre : l'ex-Bœuf Maillot se refait une santé, une petite gueule et recolle les ronds de serviette du quartier Ternes. On s'y gagne quelques viandes d'appellation et un petit côté bouchon de Paname tout en ne lâchant rien à ses nourritures de nappes Vichy ; les unes comme les autres franchement bien repassées.

Prix : formule nette à 20 € (déj.). Entre 40 € et 50 € à la carte. Moules gratinées au four : c'est la saison ! Cuisses de grenouilles sautées ail et persil : bien en muscle. Filet bœuf poivre : comme attendu. Tarte soufflée au chocolat : pas mal du tout.

Avec qui ? Un Parisien de retour.

Bonne table : encore un peu de terrasse. Service hardi.

99, avenue des Ternes (17°).

Tél. : 01 45 74 10 57.

Tous les jours.

Métro : Porte-Maillot.



SHU YUAN OPERA



Shu Yuan Opéra

Genre : dans son genre, formidable double niveau de Chine et de kitsch ne lésinant pas sur les piments, les plats « freaks », le glou-glou des bouillons, les salons et les néons. *Le Lotus Bleu*, Xi Jinping, les curieux et la communauté s'y croisent en chien de faience.

Prix : au rez-de-chaussée, carte (pas donnée, env. 45 €) de spécialités sichuanaises. À l'étage, fondue chinoise entre 35 € et 60 € selon le bouillon, les ingrédients et l'engouement que l'on y met. La nôtre ? Plutôt fiévreuse autour d'un bouillon de choucroute chinoise avec langue de bœuf, saucisse cantonaise, aorte de porc, intestin d'oie et pattes de poulet.

Avec qui ? Des dragons - c'est leur année en Chine.

Bonne table : la 22 au premier.

Service curieusement apathique.

29, bd des Italiens (2°). Tél. : 01 86 29 99 90.

Tous les jours. Métro : Opéra.



MARJAN JANGJOO



Café Biboune

Genre : la rue du Cherche-Midi se croit toujours un peu en week-end, même en pleine semaine. Cette dinette - moitié coffee-shop, moitié café brun - l'a bien compris, avec sa cuisine douillette de grasse mat, servie matin, midi.

Prix : un petit déjeuner 11 € et 18 € (avec un porridge bien garni). Déj entre 20 € et 35 €. Tarte aux tomates anciennes, amandes, ricotta, olives, parmesan, salade de pousses aux herbes : craquante au propre comme au figuré. Grilled cheese au cheddar et saint-neictaire sur pain Benoît Castel : recette toute pan-touffarde. Roule confiture, chantilly et fraises : le goûter servi au déj.

Avec qui ? Chouchou et Loulou.

Bonne table : à votre gauche, en entrant, celle près de la grande vitre.

Service gentiment fiffille.

105, rue du Cherche-Midi (6°).

Tél. : 01 83 89 52 85. Tlj sf dim. et lun.,

de 8 h 30 à 16 h. Métro : Falguière.



La pointe du Moulinet borde à l'est la plage de l'Écluse, la plus célèbre de Dinard.



Sculpture en fer forgé peint, d'Elizabeth Garouste, à découvrir à la villa Les Roches Brunes.

Dinard, sous le signe de l'art

Sophie de Santis Envoyée spéciale à Dinard (Ille-et-Vilaine)

De la rencontre avec le couple d'artistes Garouste au chemin des Peintres, partez à la découverte de ce bijou balnéaire de la Côte

L'arrière-saison est arrivée. La plage de l'Écluse et ses tentes rayées bleu et blanc sont presque délaissées. Les joueurs de Mölkky ont remballé leurs quilles en bois numérotées. Pourtant l'été est toujours là, en pointillé. Le soleil pointe en embuscade derrière les nuages. À cet instant de l'année, on se délecte de Dinard comme d'un chichi bien sucré. Au grand air. En profitant de la balade du GR34 longeant à 95 % le front de mer, ou en piquant une tête dans l'une des deux piscines naturelles d'eau de mer – pour les moins frileux.

Grâce à ses paysages marins chatoyants, Dinard, comme toute la Côte d'Émeraude, entretient depuis longtemps un lien étroit avec les artistes. Outre le chemin des Peintres (*lire ci-dessous*), chaque année, une grande exposition temporaire occupe le Palais des arts et du festival ainsi que la villa Les Roches Brunes. Cette saison « Elizabeth et Gérard Garouste. L'art à La Source » réunit pour la première fois le travail du couple. Complices et complémentaires dans la vie, les deux artistes ont tracé leur propre sillon depuis le début de leur longue carrière respective. Designer, Elizabeth Garouste connaît le succès depuis les années 1980 dans la création de mobilier et d'objets aux inspirations baroques. Gérard Garouste, peintre internationalement reconnu – auquel le Centre Pompidou a consacré une rétrospective en 2022 –, poursuit une épopée picturale à travers les mythes et les textes sacrés, de la Bible au Talmud. Ses bronzes, comme *L'Indien* et *le Nid d'oiseau* (2015), sont tout aussi éloquents.

Un joyeux cabinet de curiosités sur la pointe de la Malouine

À la villa Les Roches Brunes à la pointe de la Malouine, face aux remparts de Saint-Malo, où la présentation se poursuit jusqu'au 6 octobre, le visiteur est à la fois émerveillé par l'ensemble des œuvres des Garouste qui se répondent avec fluidité et par ce fabuleux écrin, bijou de l'architecture balnéaire de la Belle Époque. Telle une vigie sur le littoral, la villa, avec ses multiples ouvertures sur la mer, offre des paysages époustouflants. On déambule dans les salons, tout en boiseries et cheminées sculptées, en découvrant les pièces en fer forgé peint, les masques et les céramiques de l'une – ainsi que de nombreux dessins très peu montrés auparavant – et les toiles et sculptures de l'autre. Comme si le couple avait depuis toujours occupé cette maison. De ce joyeux cabinet de curiosités, ja-

mais saturé, où chaque œuvre est à sa place, émane une énergie très vivifiante. Comme dans cette huile sur toile de Gérard Garouste, *Le Sarcophage* (2012), un clin d'œil à la BD en fervent tintinophile. Au fil de l'exposition, on croise également les travaux des enfants de La Source Garouste-Hermine. Créée il y a dix ans à Dinard, l'association permet aux jeunes en difficulté de participer à des ateliers artistiques. Une volonté pour les Garouste de transmettre le plaisir de créer.

■ Jusqu'au 6 octobre à la villa Les Roches Brunes, 1, allée des Douaniers. Tél. : 02 99 16 30 65. ville-dinard.fr

Visites

1. Le chemin des Peintres

De pupitre en pupitre en lave émaillée, disposés sur la côte entre Lancieux et La Richardais, en passant par Saint-Briac-sur-Mer, Saint-Lunaire et Dinard, les 28 œuvres de peintres des XIX^e et XX^e siècles jalonnent un parcours, à faire à pied ou à vélo, sur une distance d'environ 20 km. Inspirés par ces paysages marins, toujours en mouvement, quelque 17 peintres « pleinaïristes », dont Léon Trémisot, Clarence Gagnon, Eugène Isabey, ou encore Signac et Picasso, ont su saisir les couleurs changeantes des éléments et les scènes de la vie marine. Autre curiosité à ne pas manquer : la Goule aux Fées. Cette grotte dinardaise, célèbre pour avoir été le théâtre d'expérimentations des frères Lumière, est signalée par une plaque. Celle-ci rappelle que les premiers essais de photographie en couleur auraient été réalisés en 1877 dans ces entrailles près de la plage de Saint-Énogat.

■ Office du tourisme, 2, boulevard Féart. ville-dinard.fr

Où dormir ?

2. Hôtel La Vallée

Ce petit 3-étoiles de seulement 22 chambres concentre tous les charmes du refuge un peu secret. Situé à quelques pas du centre, il se cache là où se trouvaient autrefois les moulins et les maisons de pêcheurs, à flanc de rocher sur la cale de la Vallée. Selon l'orientation, les chambres avec ou sans balcon offrent une vue imprenable sur la baie ou la jetée, très tranquille. Même si le volume des chambres paraît petit, le confort et la décoration



tout en vert émeraude et jaune d'or rendent l'accueil agréable et chaleureux (chambre double à partir de 155 €, petit déjeuner 15 €). La vraie surprise de La Vallée ? Son restaurant « les pieds dans l'eau » de produits de la mer, dont la carte est supervisée par le grand chef étoilé Christian Le Squer, qui propose des plats et entrées à partager. Il faut absolument goûter le ceviche de daurade au jus de yuzu, délice fondant, ou encore la raviole de homard au beurre citronné. Menu à 39 €, comptez environ 50 € et plus à la carte, tout de même.

■ 6, avenue George-V. Tél. : 02 99 46 94 00. hoteldevallee.com

3. Les cahutes de plage

Original, le concept des « tiny houses » continue de susciter la curiosité. Au

camping du Port Blanc, sur la route de Saint-Lunaire, en plus des mobile-homes et des emplacements traditionnels, les mini-cabanes ont fait leur apparition en bordure de plage. Colorées de jaune ou rayées en bleu et blanc « à la Buren », ces habitations de 7 m² sont tout à fait ergonomiques. Banquette-lit en 180 x 200, lit en mezzanine pour les enfants et coin cuisine fonctionnel (douches et sanitaires communs en extérieur) suffisent à ceux qui plébiscitent les vacances nature pieds dans le sable. En tout, les deux associés, Coralie et Arnaud, proposent six cabines (65 € à 85 € la nuit), dont quatre en retrait sur le promontoire, tout près du Dôme, le bar-restaurant où l'on s'installe pour admirer le coucher du soleil et écouter de temps à autre des concerts live.

■ Rue du Sergent-Boullanger, plage du Port Blanc. Tél. : 02 99 46 10 74. camping-port-blanc.com

À table !

4. Le Petit Bleu

Non loin de la place du marché, Le Petit Bleu se distingue par une cuisine de produits frais innovante. Enzo Polini, le chef (ex-L'Enveloppe, rue Richer à Paris), et sa compagne, Sélène Fourcade, en salle, accueillent leurs clients dans un esprit bistro au décor à dominante bleu cobalt. En terrasse, en salle ou au patio, on déguste en entrée des cannelloni de radis à la truite, fromage frais et aneth (14 €), rafraîchissant. Puis un merlan cuit à basse température (parfaite) sur un confit de fenouil et beurre blanc à la badiane un peu saturé en goût (25 €). Le plus : ouvert samedi midi et soir.

■ 31, rue de la Vallée. Tél. : 02 99 46 14 81. restaurantpetitbleu.fr

5. Le Carthagène

Littéralement les pieds dans le sable, unique comme une bicoque de plage, Le Carthagène est la petite adresse secrète qu'il ne faut pas manquer. On y descend en longeant la très poétique promenade du Clair-de-Lune jusqu'à la piscine d'eau de mer. La simplicité du lieu (tables et bancs en bois) et une carte de la mer tout en fraîcheur sont les clés de ce spot sympathique très couru par les Dinardais. À goûter le midi, le ceviche de thon rouge mariné avec salade de chou rouge et cresson, le tout relevé par une sauce kalamis (citron vert et vinaigre de mangue), plein de saveurs (22 €), ou encore les accras du Cartha (12 €), spécialité de l'endroit. À l'heure de l'apéro, l'idée de prendre un spritz royal (11 €), installé sur un transat avec vue sur la baie de Saint-Malo, relève des plaisirs simples. Ouvert midi et soir, selon la météo. Mieux vaut réserver.

■ Quai du Prieuré. Tél. : 02 23 17 26 91.

Hôtel La Vallée.



Atelier créatif.

Clovis Cornillac, les choses de la vie



PAR
Nathalie Simon

Après le triomphe d'« Un p'tit truc en plus » d'Artus, le comédien-réalisateur revient sur les planches au terme de dix ans d'absence. Il va jouer Monet au théâtre avant de tourner son cinquième long-métrage.

« Je suis chez moi », s'est dit Clovis Cornillac en juin dernier, en visitant l'atelier de Claude Monet à Giverny. « Dans son jardin, j'ai compris sa quête de la lumière », ajoute le comédien qui incarnera le peintre dans la nouvelle pièce de Cyril Gely, *Dans les yeux de Monet*, mise en scène par Tristan Petitgirard, au Théâtre de la Madeleine à Paris (à partir du 12 septembre). Après le triomphe d'« Un p'tit truc en plus », d'Artus, le fils de Myriam Boyer et Roger Cornillac se réjouit de revenir sur les planches après dix ans d'absence. C'était en 2014 dans *La Contrebasse*, de Patrick Süskind, sous la direction de Daniel Benoin. « On a pourtant l'impression qu'il a joué récemment ! » observe Eric Prat, qui campe le marchand d'art Durand-Ruel.

Les deux acteurs s'étaient croisés dans *Les Brigades du Tigre* - Clovis Cornillac était le commissaire Valentin (2006) - et *Faubourg 36*, l'acteur était un syndicaliste communiste (2008). « Clovis est un bosseur, un artisan, comme un luthier, il connaît les matériaux », reprend Eric Prat. C'est ému par le voir évoluer en Claude Monet. Il s'investit de façon impressionnante, il apporte beaucoup de rigueur et une grande humanité. Il essaie d'être au



EMILIE BROUCHON

« Les gens qui ont eu de la chance, comme moi, n'ont pas le droit d'avoir de regrets », confie Clovis Cornillac.

plus près de l'être. Nous jouons vraiment ensemble. Il a un formidable esprit d'équipe. C'est quelqu'un de droit, carré, extrêmement chaleureux, on travaille sérieusement dans le plaisir et le rire. »

Le théâtre manquait au comédien : « C'est un lieu magique, on s'implique totalement, le héros du théâtre, c'est le texte. On raconte une histoire en une seule

fois pendant une heure trente. Je vais au spectacle pour avoir un propos et graphiquement être en face de quelque chose qui a de la gueule. » Clovis Cornillac conçoit ses films de la même façon. En 2025, il reviendra derrière la caméra avec un sixième film comme réalisateur, en comptant la série *Chefs de France 2* dans laquelle il jouait le rôle-titre. Un « projet ambitieux » sur Charles Perrault avec ses complices les scénaristes Eric Besnard et Franck Vestiel. Il espère arriver à le monter.

Le metteur en scène, dont le dernier film, *Couleurs de l'incendie*, tiré du roman de Pierre Lemaitre, est sorti en 2022 en salle, ne fait pas de différence entre télévision et cinéma. : « Seul le support change. On doit avoir le même investissement c'est comme jouer dans une salle de trente ou de mille places. »

« Le théâtre, c'est un lieu magique, on s'implique totalement, le héros du théâtre, c'est le texte »

Il est passé pour la première fois derrière la caméra en 2015 avec *Un peu, beaucoup, aveuglément*. Une pétillante comédie romantique que sa comédienne de femme, Lilou Fogli, va adapter au théâtre. « J'étais un peu fatigué du cinéma, j'avais l'impression de ne plus être là pour les bonnes raisons », confie-t-il. J'ai interprété *La Contrebasse* seul sur scène pendant deux ans. J'ai eu l'idée que ce serait bien que je me mouille comme réalisateur. J'ai commandé un scénario à Lilou, puis je me suis associé avec Ciné Nomine, les producteurs d'« Un p'tit truc en plus ». Je n'avais pas imaginé que j'aurais pris un tel plaisir. Je pensais faire juste un film... »

À l'écran, le quinquagénaire pourrait apparaître dans la suite de *Kamelot*, d'Alexandre Astier. Et tournera *Vacances forcées*, une comédie sociale réalisée par François Prévôt-Leygonie et Stéphane Archinard. Ses choix sont « éclectiques », remarque-t-il. « Comme les musiques que j'écoute, ils résultent d'envies, de moments et de rencontres. Je ne regrette jamais un oui que j'ai donné, je fais confiance. »

Cet amoureux de la caméra a commencé à jouer avec sa mère à 14 ans dans un feuilleton télé (*L'Enfance de Pierrot*), une fiction (*Le Village sur la colline*), puis un

épisode de *Pause-café*. Clovis Cornillac l'a recrutée pour *C'est magnifique* ! Mais chacun suit sa voie. « Il y avait besoin d'un petit gars, observe son fils. J'ai commencé au moment d'Hors la loi, de Robin Davis, à 17 ans. À 14 ans, j'ai quitté la maison. Je n'étais pas fan de voir mes parents jouer. Ce qui m'intéressait, c'était leur mode de vie. Parfois, on pouvait aller au resto, parfois pas. J'aurais pu être fils de boulanger et avoir une trajectoire similaire, le hasard joue aussi un rôle. Il ne faut ni empêcher, ni pousser. Une de mes filles est actrice, la seconde pas du tout. »

Myriam Boyer et son fils évoquent le métier comme des « camarades ». « Nous ne nous consultons pas, nous savons que nous pouvons compter l'un sur l'autre, souligne Clovis Cornillac. Nous avons un rapport proche même si on ne se voit pas autant qu'on le voudrait, entre nous, l'amour est solide. J'ai gagné un temps phénoménal avec mes parents et leurs amis, j'ai compris comment le métier fonctionne et ses difficultés. Je n'ai pas été en quête de succès. »

Selon lui, « Un p'tit truc en plus » a été une « aventure joyeuse, magique » mais modifierait surtout le regard des producteurs. La bonne nouvelle : « Ah, le gars il est encore dans le "game" » ! », lance-t-il. « J'ai rencontré des gens qui m'ont enrichi. Nous avons envie de faire d'autres choses ensemble avec Artus. J'ai eu cette chance dans ma vie d'avoir participé à des aventures qui ont marché au-delà de ce qui était imaginable. »

Clovis Cornillac a fêté ses 56 ans en août. « J'ai fait cent films, je suis suffisamment identifié dans le métier. J'ai l'impression d'avoir vécu des vies différentes, je suis étonné par le nombre de choses que j'ai accomplies, des engagements que j'ai eus et du nombre de personnes que j'ai rencontrées. Je suis un "jeune vieux". J'ai eu une vie absolument extraordinaire. Les gens qui ont eu de la chance, comme moi, n'ont pas le droit d'avoir de regrets. » Eric Prat admire : « Clovis a fait son grand bonhomme de chemin en restant en adéquation avec lui-même. Il a une réflexion sur son métier, son parcours. Il sait vers quoi il a envie d'aller et entend suivre ses intuitions. Il a accompli sa route sans faire de bruit, il est très discret. Je l'ai vu dans *La Mahabharata* avec Peter Brook et un Feydeau avec Alain Françon à La Colline. On se dit : "Il est déjà arrivé là et il a toujours la même passion". » ■



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Jurassic (ju-ra-si-k) adj.
Mot de la préhistoire qui fait tout une histoire...

Un député du Rassemblement national, Jean-Philippe Tanguy, a qualifié la nomination de Michel Barnier de retour à *Jurassic Park*, allusion à l'expérience politique du nouveau premier ministre.

Le mot vient du gaulois *juris* qui désigne une forêt, un massif boisé. Le jurassique renvoie à une période vieille de 150 millions d'années caractérisée par la présence de dinosaures sur la terre.

Pourquoi commenter l'actualité du moment en employant ce terme excessif ?

On admettra que l'invective et l'invjure font partie de la tradition politique.

Et Tanguy jurera ses grands dieux que ce ne sont là que propos de micro.

Signalons au passage au fougueux parlementaire que Michel Barnier est plutôt savoyard que jurassien.

Est-il seulement sincère ? On n'en jurerait pas.

Car en admettant la qualité du nouveau chef du gouvernement, sans tempêter ni adjoindre le président d'y renoncer, cet élu aurait peut-être l'impression d'être parjure vis-à-vis de ses militants... Réflexe politique on ne peut plus jurassique. Sic. ■

NOUVEAU
AOÛT - SEPTEMBRE 2024

LE FIGARO HISTOIRE

Alexandre le Grand, l'empire impossible

Il était l'héritier d'un petit royaume jadis méprisé, mais que son père Philippe II avait hissé au premier rang du monde grec. Son éducation avait été assurée par Aristote. En treize ans seulement, il se bâtit un empire qui allait bientôt embrasser les limites du monde connu, de l'Égypte aux portes de la Chine en passant par l'Iran et l'Inde, jusqu'à sa mort à 32 ans. *Le Figaro Histoire* consacre un numéro exceptionnel à Alexandre le Grand. Les plus grands historiens décryptent la réalité et le mythe d'un conquérant de légende tout droit sorti de *l'Iliade*, retracent les étapes de sa formidable épopée, mènent l'enquête sur les traces qu'il a laissées en

Grèce et expliquent la dislocation de son empire éphémère, qui donnera naissance au monde hellénistique. Au cœur de l'actualité, *Le Figaro Histoire* revient sur les dissolutions, longtemps perçues comme antirépublicaines, qui ont émaillé l'histoire de France depuis la Révolution. Côté reportages, il vous fait découvrir le domaine de Marly et l'histoire de ses célèbres Chevaux, et vous emmène sur les routes de la soie, la magnifique exposition estivale du musée de Draguignan qui plonge au cœur des Empires chinois et mongol.

Le Figaro Histoire, 132 pages.

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr/histoire

9€
90

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur X et Facebook

Ou abonnez-vous au *Figaro Histoire* en flashant ce QR Code